

**THE CORNWALL  
PUBLIC INQUIRY**



**L'ENQUÊTE PUBLIQUE  
SUR CORNWALL**

**Public Hearing**

**Audience publique**

**Commissioner**

**The Honourable Justice /  
L'honorable juge  
G. Normand Glaude**

**Commissaire**

**VOLUME 73**

**Held at :**

Hearings Room  
709 Cotton Mill Street  
Cornwall, Ontario  
K6H 7K7

**Tenue à:**

Salle des audiences  
709, rue de la Fabrique  
Cornwall, Ontario  
K6H 7K7

Wednesday, November 29, 2006

Mercredi, le 29 novembre 2006

**Appearances/Comparutions**

Me Simon Ruel Ms. Maya Hamou	Commission Counsel
Ms. Louise Mongeon	Registrar
Mr. Peter Manderville	Cornwall Police Service Board
Actg.Det.Supt.Colleen McQuade Ms. Suzanne Costom Ms. Diane Lahaie	Ontario Provincial Police
Mr. David Rose Mr. Mike Lawless	Ontario Ministry of Community and Correctional Services and Adult Community Corrections
Mr. Darrell Kloeze	Attorney General for Ontario
Ms. Stephanie H. Gibson	The Children's Aid Society of the United Counties
Mr. Peter Wardle	Citizens for Community Renewal
Mr. Dallas Lee	Victims Group
Mr. David Sherriff-Scott	Diocese of Alexandria-Cornwall and Bishop Eugene LaRocque
Ms. Jill Makepeace	Mr. Jacques Leduc
Mr. William Carroll	Ontario Provincial Police Association
Mr. Claude Marleau	Mr. Claude Marleau

**Table of Contents / Table des matières**

	<b>Page</b>
List of Exhibits :	iv
<b>CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous le même serment :</b>	2
Examination in-Chief by/Interrogatoire en-chef par Me Simon Ruel	2

**LIST OF EXHIBITS/LISTE D'EXHIBITS**

**NO.**

**DESCRIPTION**

**PAGE NO**

1 --- Upon commencing at 9:36 a.m./L'audience débute à 9h36

2 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;  
3 veuillez vous lever.

4 This hearing of the Cornwall Public Inquiry  
5 is now in session. The Honourable Mr. Justice Normand  
6 Glaude presiding.

7 Please be seated. Veuillez vous asseoir.

8 **LE COMMISSAIRE:** Bonjour, tout le monde.  
9 Maître Ruel.

10 **Me RUEL:** Bonjour, monsieur le Commissaire.

11 On me demande de faire des présentations ce  
12 matin. Il y a présente -- une nouvelle avocate présente,  
13 Stéphanie Gibson qui représente la Société de l'aide à  
14 l'enfance, qui remplace Monsieur Chisholm ce matin.

15 **LE COMMISSAIRE:** Bonjour. Parfait.

16 **Me RUEL:** Je ne pense pas qu'elle vous avait  
17 été présentée.

18 **LE COMMISSAIRE:** Non.

19 **Me RUEL:** Bonjour, Monsieur Marleau.

20 **M. MARLEAU:** Bonjour.

21 **LE COMMISSAIRE:** Bonjour, Monsieur Marleau.  
22 On va attendre un moment.

23 En passant, je crois que nous avons reçu une  
24 correspondance hier, ou le jour avant, d'un avocat pour le  
25 Standard Freeholder, qui a demandé que comme Radio-Canada

1 et celui-ci, maintenant qu'ils ont un avocat, qu'il soit  
2 signifié avec tous documents qui auraient affaires avec  
3 matière de confidentialité. Donc, je note pour tous les  
4 avocats et avocates ici, les parties que le même règlement  
5 devrait appliquer pour le Standard Freeholder.

6 Maître Ruel?

7 **CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous affirmation solennelle:**

8 --- EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me  
9 RUEL (cont'd/suite):

10 **Me RUEL:** Monsieur Marleau, bon matin.

11 **M. MARLEAU:** Bon matin.

12 **Me RUEL:** Nous étions à discuter hier de  
13 certaines déclarations et conversations que vous avez eues  
14 avec les policiers de la Police provinciale de l'Ontario.  
15 Donc, le prochain document que je vais vous exhiber est la  
16 Pièce 142.

17 **M. MARLEAU:** Merci.

18 **LE COMMISSAIRE:** On va s'assurer que c'est  
19 sur le moniteur. Parfait.

20 **Me RUEL:** Je pense qu'on l'a à l'écran. On  
21 voit que c'est des notes encore prises par le policier  
22 Séguin et la date est le 19 octobre 1998. Maintenant, ce  
23 que j'ai pu voir là qui vous concerne est la page suivante,  
24 à 13h25, dans le bas de la page et c'est indiqué une autre  
25 personne et vous même, vous présentez "at 10 Long Sault" et

1 on constate "Crown Shelley Hallett, Assistant" -- je  
2 comprends que c'est une assistante du Procureur général.

3 "Génier and Hall also attend the  
4 meeting"

5 Et à la page suivante:

6 "Spoke about procedure and how the  
7 Court process system works, what to  
8 expect from the various others, pre-  
9 trial, prelim trial."

10 Donc, il semble que ça a été la teneur de la discussion.

11 Est-ce que vous vous souvenez de cette  
12 rencontre -- d'une rencontre à Long Sault avec ces gens là.

13 **M. MARLEAU:** Oui, je crois que c'est la  
14 première rencontre que j'avais eue avec -- non, ça serait  
15 pas la première, parce qu'on est rendu au 20 juillet. Oui,  
16 ça serait la première.

17 **Me RUEL:** Octobre '98, ça c'est avant  
18 l'enquête préliminaire et après que les accusations aient  
19 été déposées.

20 **M. MARLEAU:** Oui, c'est ça, ça serait la  
21 première, je pense, avec la Couronne.

22 **Me RUEL:** D'après les notes, il semble pas  
23 que l'autre Procureur de la couronne Godin ait été présent.  
24 Est-ce que vous vous souvenez d'une -- est-ce que c'est  
25 votre mémoire?

1                   **M. MARLEAU:** Ma mémoire est qu'il était là  
2 également.

3                   **Me RUEL:** Il était là. Est-ce qu'il y a  
4 d'autre chose qui a été discutée à cette rencontre là?

5                   **M. MARLEAU:** En sorte, cette rencontre là,  
6 si je ne me méprends pas, c'est une rencontre où -- ça se  
7 passait au sous-sol du poste de police au Long Sault. On  
8 s'était rendu à Lancaster avant et on nous avait dirigé  
9 vers là et il y avait d'autres victimes que je crois  
10 étaient dans le dossier du Père MacDonald et d'un autre  
11 frère, dont je ne me souviens pas le nom, mais c'était des  
12 gens plus âgés que nous qui étaient là et à un moment  
13 donné, on nous a comme séparés pour les entrevues  
14 différentes et mon ami était là aussi.

15                   **Me RUEL:** Il semble qu'on a discuté du  
16 processus judiciaire, comment ça fonctionnait et tout ça,  
17 c'est votre souvenir?

18                   **M. MARLEAU:** Oui, il me semble que c'était  
19 vraiment la première rencontre avec la Couronne. C'était  
20 un début de déblayage et de ---

21                   **Me RUEL:** Est-ce que c'est à cette  
22 rencontre-là que vous avez appris quel procureur de la  
23 Couronne allait traiter de chacun des dossiers?

24                   **M. MARLEAU:** Effectivement.

25                   **Me RUEL:** Donc, à ce moment-là, vous avez



1        appris que Shelley Hallett s'occuperait -- gérerait le  
2        dossier du Docteur Peachey?

3                    **M. MARLEAU:** C'est là où j'ai su qu'elle  
4        était "pour être chargée des dossiers" -- parce qu'il y  
5        avait d'autres dossiers dans Project Truth à ce moment-là  
6        dans lesquels elle était impliquée, je pense, celui de  
7        l'avocat du Diocèse, et on m'avait expliqué à ce moment-là  
8        qu'elle gérait les dossiers dit plus "high profile", parce  
9        qu'il y avait des incidences d'officiers publics.

10                   **Me RUEL:** Est-ce qu'il y a d'autres éléments  
11        à couvrir pour cette rencontre-là?

12                   **M. MARLEAU:** Pas que je me souviennes, non.

13                   **Me RUEL:** Le prochain document c'est la  
14        Pièce P-143. Il s'agit, d'après ce que je peux voir, d'une  
15        entrevue avec le Constable Génier, du 20 octobre '98, qui  
16        aurait eu lieu au Palais de justice de Cornwall, sur la rue  
17        Pitt et, d'après ce que je comprends, lors de cette  
18        rencontre-là, vous auriez fait -- on avait établi d'abord  
19        que vous n'aviez pu établir -- vous n'aviez pu reconnaître  
20        ou identifier, pardon, le Père Hollis Lapierre lors de la  
21        rencontre initiale. Et si je comprends bien, lors de cette  
22        rencontre-là, vous avez confirmé l'identification de Hollis  
23        Lapierre, c'est ça?

24                   **M. MARLEAU:** Oui, ça c'était -- si je ne me  
25        méprends pas, c'était -- il y avait une date de cour de

1           cédulée. Il fallait être là. C'était pour trouver des  
2           dates pour le "pre-trial", je pense. Le Constable Génier  
3           m'a amené dans une petite salle en arrière et m'a exhibé un  
4           document qui avait été préparé par quelqu'un de près de  
5           l'église où Hollis Lapierre était curé. Il y avait une  
6           photo et il y avait un texte dans lequel on disait -- on  
7           ventait les mérites de Hollis Lapierre et on terminait en  
8           disant qu'il était extrêmement disponible pour les petits  
9           garçons, même tard la nuit. On ventait les mérites de sa  
10          disponibilité et dans son ministère auprès des jeunes  
11          garçons. Ça m'avait frappé.

12                   **Me RUEL:** Est-ce que c'était un prêtre qui  
13          était impliqué auprès des jeunes?

14                   **M. MARLEAU:** Moi, tout ce que je sais de  
15          Hollis Lapierre c'est les rapports que moi j'ai eus avec.  
16          C'était quand même une paroisse qui était à l'extérieur de  
17          -- c'était pas dans mon milieu propre.

18                   **Me RUEL:** On mentionne ici le nom de  
19          Françoise Laflamme. Est-ce que vous savez de qui il  
20          s'agit?

21                   **M. MARLEAU:** J'ai l'impression, parce que je  
22          l'ai relu, puis c'est un peu mal phrasé ici, mais je pense  
23          que à quoi on faisait référence c'était l'auteur du papier  
24          qu'on me soumettait.

25                   **Me RUEL:** Le prochain document c'est la

1 Pièce P-147.

2 M. MARLEAU: Là dessus, j'ai l'impression  
3 que l'OPP doit l'avoir ce document-là.

4 Me RUEL: Juste avant de passer à un autre  
5 sujet, le Père Hollis Lapierre, est-ce que vous saviez  
6 qu'il était décédé à ce moment-là, quand on vous a -- quand  
7 vous avez confirmé l'identification?

8 M. MARLEAU: Oui, parce que je l'avais su en  
9 '84-'85.

10 Me RUEL: D'accord.

11 M. MARLEAU: Je savais qu'il était décédé  
12 et, comme je vous l'ai dit hier, en juillet '97, quand j'ai  
13 fait ma première déclaration, la journée d'avant, je  
14 m'étais promené en auto avec mon copain et je m'étais  
15 aperçu que cette église-là était maintenant incendiée.

16 Me RUEL: Pièce 147, vous l'avez devant  
17 vous, Monsieur Marleau?

18 M. MARLEAU: M'hm.

19 Me RUEL: Il semble que, encore une fois, ce  
20 soit les notes du policier Steve Séguin. D'ailleurs on  
21 voit sa carte ou son nom en haut du document, 4 mars '99:

22 "In Room with Claude Marleau and Crown  
23 Godin and Hallett."

24 Il semble qu'on vous a, encore une fois, expliqué les  
25 tenants et aboutissants du système judiciaire en matière

1           criminelle. Est-ce que ça vous rappelle quelque chose?

2                   **M. MARLEAU:** Là on est avant l'enquête  
3 préliminaire, je crois.

4                   **Me RUEL:** On est avant l'enquête  
5 préliminaire qui a débuté au mois de mai.

6                   **M. MARLEAU:** Je ne m'en souviens pas comme  
7 tel, mais sûrement que ça a eu lieu.

8                   **Me RUEL:** Deux pages plus loin, le 5 mars  
9 '99 ---

10                   **M. MARLEAU:** Oui.

11                   **Me RUEL:** --- 9h02, il semble qu'il y a eu  
12 une rencontre au Best Western Parkway, qui est un hôtel ici  
13 à Cornwall et que Monsieur Hall avec vous-même et les,  
14 d'après ce que je comprends, Crown Godin étaient présents  
15 et, d'après ce que je peux lire:

16                               "Crown explains the following: legal  
17 age of consent is 14 years. Marleau  
18 mentioned, at the time, feeling guilty.  
19 Godin explains that Marleau was a kid  
20 at the time, no need to feel guilty  
21 today about it."

22 Est-ce que vous vous souvenez de cette conversation-là?

23                   **M. MARLEAU:** Je me souviens de la rencontre.  
24 C'était dans une chambre au Parkway. D'ailleurs on  
25 habitait au Parkway à ce moment-là. Vous dire que je me

1           souviens de toute la conversation, non, mais je sais qu'on  
2           a touché ce sujet-là à un moment donné.

3                   **Me RUEL:** Dans quel détail avez vous touché  
4           -- d'abord la question du consentement, d'après ce que je  
5           comprends de la situation juridique à l'époque, pour  
6           l'infraction d'attentât à la pudeur, le consentement ou  
7           l'absence de consentement est un élément de l'infraction.  
8           Donc, est-ce que vous saviez ça, vous, avant qu'on discute  
9           de ces questions-là?

10                   **M. MARLEAU:** Bien, il est sûr que dans les  
11           discussions que j'ai eues auparavant avec la Couronne, dans  
12           les dossiers de Peachey et de Lawrence, je savais que  
13           j'avais plus de 14 ans. J'étais "borderline". J'ai posé  
14           des questions à cet effet-là. Je me souviens qu'on m'a  
15           expliqué à plusieurs reprises la différence entre "gross  
16           indecentcy". J'ai jamais trop fait la différence, mais  
17           c'est -- je pense que c'est dans ce -- la proximité de ces  
18           temps-là qu'il a commencé à sortir la théorie du "grooming"  
19           qui semblait s'appliquer à Lawrence et -- mais dans les  
20           détails, je ne pense pas -- on m'a expliqué qu'il y avait  
21           une embûche juridique à ce niveau-là. La Couronne allait  
22           faire son travail.

23                   **Me RUEL:** Un petit plus bas, 7h12, je ne  
24           sais pas si c'est la même journée ou la journée du  
25           lendemain ou le soir. C'est peut-être 9h12, je m'excuse,

1 il semble de ce que je peux lire que le policier qui était  
2 présent -- donc ça semble être Hall -- a exposé les  
3 résultats d'une recherche portant sur la transaction  
4 immobilière ---

5 **M. MARLEAU:** C'est probablement là où on a  
6 eu la certitude de la date d'achat de la maison par mon  
7 père sur la rue Sunnyside et on est à peu près en même  
8 temps où je suis allé chercher mes notes scolaires.

9 **Me RUEL:** D'après ce que je comprends, la  
10 transaction immobilière, c'est-à-dire la vente ou l'achat  
11 de la propriété sur Sunnyside aurait eu lieu le 14 février  
12 1964?

13 **M. MARLEAU:** Oui.

14 **Me RUEL:** Et, un petit peu plus bas, on vous  
15 demande,

16 "Asked Marleau if sexual activity with  
17 Landry began prior to moving into this  
18 house or after".

19 Et vous répondez, d'après les notes,

20 "Marleau said definitely prior to  
21 moving onto Sunnyside".

22 **M. MARLEAU:** C'est consistant avec mon  
23 témoignage.

24 **Me RUEL:** C'est à ce moment-là que vous avez  
25 commencé, d'après de ce que je peux comprendre, je ne veux

1 pas mettre des mots dans votre bouche, ---

2 M. MARLEAU: Oui, c'est à ---

3 Me RUEL: mais à réajuster vos dates contre

4 ---

5 M. MARLEAU: Oui, c'est là où les  
6 éclaircissements ont commencés, mais avant même qu'on me  
7 parle de la maison de mon père, j'avais mes notes. Ça  
8 faisait peut-être deux ou trois jours que j'avais mes notes  
9 et ce réajustement était déjà commencé.

10 Me RUEL: L'autre extrait que je voudrais  
11 vous exhiber, c'est la page 173 de ces notes-là, donc c'est  
12 deux pages plus loin.

13 M. MARLEAU: M'hm.

14 Me RUEL: Treize heures cinquante-cinq  
15 (13h55); donc,

16 "Marleau and..."

17 -- d'après ce que j'ai compris c'est votre ami --

18 "...attend Cornwall office. Marleau  
19 turns over his school records with a  
20 school stamp."

21 Donc, c'est à ce moment-là, d'après ce que  
22 je comprends, que vous avez remis vos -- vous avez obtenu  
23 vos dossiers scolaires dans cette période-là et vous les  
24 avez remis à la police.

25 M. MARLEAU: Je les ai remis à la police

1           cette journée-là, oui.

2                           **Me RUEL:** Monsieur le Commissaire,  
3           maintenant nous serions rendus à discuter des diverses  
4           notes ou entrevues avec les policiers de la Police  
5           provinciale de l'Ontario qui concerne le client de Monsieur  
6           Sherriff-Scott.

7                           Je sais qu'il a des objections à faire. Je  
8           me demande si je devrais les faire avant. Je pense que je  
9           vais lui laisser faire ses objections. Quant à moi, je  
10          peux dire que je pense que ces documents-là sont  
11          pertinents. Je pense que le sujet est pertinent et vous  
12          l'avez d'ailleurs reconnu, en fait, vous avez reconnu que  
13          l'identité de l'individu était pertinente au mandat de la  
14          Commission. Donc, *a fortiori*, les déclarations qui ont été  
15          faites à la Police provinciale de l'Ontario concernant cet  
16          individu-là sont pertinentes. Je comprends qu'il y a eu  
17          une ordonnance de non-publication intérimaire qui est  
18          rendue donc, d'après ce que j'ai compris de votre jugement  
19          d'hier, la question devrait être entendue à huis clos ou  
20          sous ordonnance spéciale. Donc, je vais laisser mon  
21          collègue couvrir ce point. Et ce que j'essaierais de faire  
22          après cela, dépendamment de votre jugement sur les  
23          objections de mon collègue, je couvrirais tout ce qui  
24          concerne l'individu en même temps et on en parlerait plus  
25          pour la suite.



1                   Donc, je vais laisser Monsieur Sherriff-  
2                   Scott prendre la parole.

3                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Good morning,  
4                   Commissioner.

5                   **THE COMMISSIONER:** Good morning, sir.

6                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** The documents that your  
7                   Counsel advises me are an issue are 704655, which is  
8                   Exhibit 138; 704695, Exhibit 145; 704697, which is Exhibit  
9                   146. There's an additional statement of January 2000,  
10                  711562, Exhibit 149.

11                  **THE COMMISSIONER:** Wait a minute now.

12                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

13                  **THE COMMISSIONER:** You gave me three  
14                  yesterday.

15                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, well, these -- I  
16                  gave you the list. Yesterday, I gave you three and there  
17                  is another exhibit, which is provisionally marked  
18                  confidential, 711562, which is a statement in connection  
19                  with the individual as well, dated January 2000.

20                  **THE COMMISSIONER:** Has it been received as  
21                  an exhibit yet?

22                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** My understanding, when  
23                  you marked this because of the issue -- first of all, it  
24                  would be subject to the interim publication ban.

25                  **THE COMMISSIONER:** So there are four

1 exhibits?

2 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well there are a number  
3 of them, sir. There are the three statements that we  
4 talked about yesterday and an additional statement, 711562;  
5 then, there are the reasons and the judgments. All of  
6 those were marked provisionally confidential, as I  
7 understood it yesterday.

8 **THE COMMISSIONER:** Is that right? Maître --  
9 -

10 **Me RUEL:** Just to clarify this -- juste pour  
11 clarifier -- je vais parler en anglais, peut-être ça va  
12 être plus simple.

13 Just to clarify this point, Exhibit 149 was  
14 entered as an exhibit, but this is a document that I did  
15 not intend to insist or to put to the witness. I found it  
16 marginal but I wanted to have it there on the record, so  
17 Mr. Sherriff-Scott is right. This is a document that  
18 concerns his client. The name of his client appears in  
19 that document. So we haven't ---

20 **THE COMMISSIONER:** No, no. Mr. Sherriff-  
21 Scott, I'm sorry, but you identified three documents  
22 yesterday, and unless I'm dreaming. You identified three  
23 documents, maybe four, I may be wrong but, Madam Clerk, do  
24 you know? What do we have?

25 **THE REGISTRAR:** Yesterday, it was clear, to

1 138, 145 and 146.

2 **THE COMMISSIONER:** That's right. Those are  
3 the only three that you indicated you had problems with.

4 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, my understanding  
5 was that all of the documents pertaining to my client were  
6 provisionally subject to your order, thus allowing me the  
7 opportunity, as they came up, to rise and deal with this.

8 **THE COMMISSIONER:** Okay, just a second now.  
9 With respect to his name, there is a  
10 publication ban on all of the documents.

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

12 **THE COMMISSIONER:** Okay. With respect to --  
13 that's the only publication ban we put on, except for these  
14 three documents that we put as Exhibits, interim "C".

15 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** My confusion is that I  
16 understood yesterday that everything to do with him was  
17 marked provisionally "C" ---

18 **THE COMMISSIONER:** No.

19 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** --- including this  
20 exhibit as well as the two sets of reasons.

21 **THE COMMISSIONER:** No.

22 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Those are the documents  
23 to which I object. All of them that deal with his name as  
24 well as allegations.

25 **THE COMMISSIONER:** No, no, right. Never

1 mind his name. His name is covered. There is a  
2 publication ban on every document that are exhibits that  
3 were filed.

4 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

5 **THE COMMISSIONER:** All right? So now we're  
6 talking about the allegations. And with respect to the  
7 allegations, the only three I have, are the three that I've  
8 mentioned. Those are the ones you asked for.

9 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Sir, I understood --  
10 well, whatever I understood doesn't matter. What I'm  
11 telling you is that I understood there was a "C" on all of  
12 the documents pertaining to him and that they were covered  
13 by an interim publication ban. That was my understanding.  
14 If I'm wrong in my understanding, I'm wrong.

15 **THE COMMISSIONER:** No, no. First of all,  
16 yes -- publication ban -- no, no. Confidential; the three  
17 exhibits were confidential.

18 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, I understand that.

19 **THE COMMISSIONER:** Okay, right.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I thought that we'd  
21 marked all of these confidential ---

22 **THE COMMISSIONER:** No.

23 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** --- and not just  
24 subject to the interim order.

25 **THE COMMISSIONER:** No.

1                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, that was my  
2                   impression yesterday. In any event, I rise to object to  
3                   those documents. I'm not sure what I can add to what I  
4                   said yesterday.

5                   **THE COMMISSIONER:** Well, first of all, the  
6                   horse may be out of the barn then, if you say there are  
7                   more, because those have not been marked confidential and  
8                   have been available to the public and to the medias, for  
9                   whatever reason.

10                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, they're subject  
11                  to a publication ban, in any event.

12                  **THE COMMISSIONER:** No, sir. No, sir, let's  
13                  not -- not my understanding. My understanding of the other  
14                  documents, the only thing they cannot publish, is his name.

15                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** All right. I hear what  
16                  you're saying, sir. So ---

17                  **THE COMMISSIONER:** So, I just want to make  
18                  sure we are on the same page here.

19                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, apparently, we're  
20                  not, but in any event that's my confusion. So I  
21                  recapitulate my objection to the documents I've identified,  
22                  including the two sets of reasons, which are 178, 179.

23                  **THE COMMISSIONER:** All right.

24                  **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I'm not sure what I can  
25                  add to what I said yesterday. The basis of my objection of

1 the documents are, that they're alleged previous consistent  
2 statements, which have no probative value, which would not  
3 have been considered to have any probative value at the  
4 criminal trial. And the statements, their content, the  
5 identification of my client, the details of the  
6 identification as well as the allegations, I contend, are  
7 not relevant, are not probative and are prejudicial.

8 I submit the publication, in addition,  
9 should be banned, as I've already said, in connection with  
10 all of those allegations. Those are the submissions I made  
11 yesterday.

12 **THE COMMISSIONER:** No, you made one about  
13 notice. Are you abandoning that?

14 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** No, I'm not abandoning  
15 that. I've got ---

16 **THE COMMISSIONER:** All right, well, then put  
17 ---

18 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** That was one of my  
19 submissions yesterday.

20 **THE COMMISSIONER:** Yes, right.

21 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I recapitulate my  
22 submissions of yesterday. I'm not sure what else I can  
23 add, other than what I've just said.

24 **THE COMMISSIONER:** Okay, well, no, no. You  
25 gave three reasons yesterday.

1 First of all, was the lack of notice, all  
2 right? My understanding is that, if I understood what  
3 Maître Ruel was saying, is that you were given notice of a  
4 synopsis of these statements. Then, you came forward and  
5 said, "Wait a minute, here are these statements".

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** No, that's not the  
7 chronology.

8 **THE COMMISSIONER:** Okay. Help me out.

9 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** What happened is, we  
10 were given the Commission's list of documents and, when I  
11 identified what might be germane to a cross-examination,  
12 depending on how it played out and what was allowed and  
13 what wasn't or what I considered necessary to do, I  
14 identified the statements.

15 **THE COMMISSIONER:** Right.

16 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** So I didn't give them  
17 to the Commission to say, "Wait a minute, you should put  
18 these in".

19 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Absolutely not. So I  
21 didn't get notice that the actual statement was going to  
22 get put in. So, no, I'm not abandoning any of those  
23 objections.

24 **THE COMMISSIONER:** Well, no, sir. I want  
25 you to give me your best shot on all -- I don't want you to

1 recapitulate. I want you to give me the arguments because  
2 yesterday was a long day. So okay ---

3 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Number one, we received  
4 no notice of the documents.

5 **THE COMMISSIONER:** Right, but ---

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Some of the documents,  
7 the ones I identified yesterday were not given -- there was  
8 no notice given.

9 Number two, they are previous consistent  
10 statements at best and, therefore, have no probative value  
11 and would not have considered to be having had any  
12 probative value at the criminal trial.

13 These are all the points that I've made  
14 already.

15 **THE COMMISSIONER:** Okay, but -- okay.

16 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I can repeat them, but  
17 is there some other question you have, sir?

18 **THE COMMISSIONER:** I think it doesn't  
19 matter.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Thank you.

21 **THE COMMISSIONER:** All right. Mr. Wardle,  
22 do you have any comments?

23 **MR. WARDLE:** Only to say this, sir, that the  
24 issue of whether a statement as a prior consistent  
25 statement for purpose of a criminal proceeding is really of



1 no moment in these proceedings.

2 **THE COMMISSIONER:** Right.

3 **MR. WARDLE:** As I'm sure my friend knows.

4 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

5 Mr. Lee, any comments?

6 **MR. LEE:** Very briefly, Mr. Sherriff-Scott  
7 just spoke of document 149, which is the one not mentioned  
8 yesterday. He mentioned three documents yesterday and then  
9 has now mentioned Exhibit 149, as well. The list I  
10 received from Commission Counsel had that document listed.  
11 He had notice of it. The documents, it seems to me, does  
12 not contain any allegations and has absolutely -- it makes  
13 no accusations against anybody. It speaks of Mr. Marleau  
14 having found documents that he was looking for and he  
15 provided those to the OPP and that's all it says. It's  
16 germane to this Inquiry. It goes to the institutional  
17 response, and I also just quickly, flipping through my  
18 notes, I noticed that Exhibit 138 was also provided as a  
19 document that we were given notice of, by Commission  
20 Counsel.

21 So, I don't think the notice argument  
22 necessarily flies and I agree with Mr. Wardle that, whether  
23 it's a prior consistent statement or not, really has  
24 nothing to do with whether or not it goes to the  
25 institutional response, which I submit, it does.

1                   **THE COMMISSIONER:** Thank you.  
2                   Ms. Gibson, any comments?  
3                   **MS. GIBSON:** Nothing at this time.  
4                   **THE COMMISSIONER:** Thank you. Mr. Rose?  
5                   **MR. ROSE:** Nothing.  
6                   **THE COMMISSIONER:** Mr. Kloeze?  
7                   **MR. KLOEZE:** No, sir.  
8                   **THE COMMISSIONER:** Ms. Makepeace?  
9                   **MS. MAKEPEACE:** Nothing to add.  
10                  **THE COMMISSIONER:** Mr. Manderville?  
11                  **MR. MANDERVILLE:** Nothing to add, Mr.  
12                  Commissioner.  
13                  **THE COMMISSIONER:** Ms. Lahaie or Custom?  
14                  **MS. LAHAIE:** No comments.  
15                  **THE COMMISSIONER:** Mr. Carroll?  
16                  **MR. CARROLL:** Nothing, thank you.  
17                  **THE COMMISSIONER:** No one from the school  
18                  boards here today.  
19                  Maître Dumais.  
20                  **Me RUEL:** Ruel.  
21                  **THE COMMISSIONER:** Ruel, I'm sorry.  
22                  **Me RUEL:** On the question of the notice, I  
23                  addressed that yesterday, I won't repeat what I ---  
24                  **THE COMMISSIONER:** Well, no, please do  
25                  because my memory is short.

1                   **Me RUEL:** Okay. I'm sorry.

2                   For Exhibits 145 and 146, we gave notice.

3                   We found in our research the synopsis of those interviews,  
4                   and we gave notice of those documents.

5                   Counsel for the Diocese sent the Commission,  
6                   notice that they may use some documents in cross-  
7                   examination. And they gave notice of the full transcript  
8                   or the full interview, which our research had not generated  
9                   or found. So, since we believe we had given notice of the  
10                  substance of the document and another party gave notice of  
11                  the document, so I think there's no surprise to anyone, so  
12                  we included the full document in our list of exhibits. So  
13                  that's the story.

14                  With respect to the relevancy, those  
15                  documents are, in our view, relevant. Those are  
16                  statements given to the OPP. They obviously had  
17                  an impact on the trial because they relate to an  
18                  identification issue and the trial in Montreal  
19                  resulted in an acquittal, I understand, based on  
20                  identification. So they're clearly relevant. In  
21                  any event, those are statements given to a public  
22                  institution, which is subject to this mandate.

23                  I believe those exhibits should be marked as  
24                  "P". The name is protected by your publication ban.

25                  My friend talks about the details of the

1           allegations. I'm not going to ask any questions about the  
2           details of the allegations against this individual.

3                       I understand that in Exhibit 138 there is  
4           mention about the details of the allegations. If my friend  
5           has a request to protect those details through a  
6           publication ban, we would have no objection, but apart from  
7           that, the documents should be, in our view, marked as "P"  
8           exhibits, and they should be viewed as relevant.

9                       Thank you.

10                      **THE COMMISSIONER:** Thank you.

11                      Mr. Sherriff-Scott rose yesterday and again  
12           today to ask that documents -- exhibits -- he rose  
13           yesterday as Commission counsel were filing 45 documents as  
14           exhibits to be put to -- may or may not be put to Mr.  
15           Marleau, I suppose, in examination in-chief. He rose and  
16           indicated that those documents, which are 138, 145 and 146  
17           should be marked as interim "C" documents because he wanted  
18           to argue that they should remain confidential or that there  
19           should be a publication ban.

20                      At that time, I agreed with him that they  
21           should be marked and that the proper time, as I have  
22           indicated in my prior reasons, both in his application and  
23           in Father MacDonald's application, is that the proper time  
24           to bring this application is when the witness is here and  
25           when the exhibits are about to be filed.

1                   He indicates to me now, and there seems to  
2                   have been some confusion, in that he wanted Exhibit 178 and  
3                   179 marked as interim confidential as well. Whether it be  
4                   by misunderstanding or miscommunication, they were not  
5                   marked, but I am prepared to exercise my discretion at this  
6                   time to mark them as interim "C" for further discussion and  
7                   until I make my ruling.

8                   He indicates that with respect to exhibits  
9                   number -- and so I suppose what we have to do is have some  
10                  latitude in dealing with these exhibits. We have probably  
11                  hundreds, if not thousands of exhibits that will be placed  
12                  before me and that we should accommodate human error or  
13                  misunderstanding. So for the time being, that will be  
14                  marked as interim "C".

15                  With respect to his submission that  
16                  Commission counsel did not give notice, I find that in the  
17                  same way, we should give some latitude to counsel. There  
18                  was notice, from what I can see, of the synopsis of it, and  
19                  that the documents were, in fact, produced by Mr. Sherriff-  
20                  Scott. He has not indicated any prejudice or any reason  
21                  why the lack of notice would be fatal.

22                  Accordingly, I find that that has very  
23                  little weight and the lack of notice, in these  
24                  circumstances, does not fall favourably with me.

25                  With respect to whether the documents are

1 relevant at a trial or not is irrelevant to this part of  
2 the Inquiry, at this point in any event. Those documents  
3 form part of a recitation or an explanation as to the  
4 institutional response and how Mr. Marleau was dealt with  
5 in the OPP portion of this witness' evidence.

6 Now then, we come to what I think is really  
7 the important matter, and I'm going to ask Mr. Sherriff-  
8 Scott to give me further submissions because in his request  
9 to have the name of the moving party protected by a ban of  
10 publication, he also indicated at that point that he wanted  
11 the graphic details of the sexual abuse to be the subject  
12 matter of a publication ban. And I think that, in fairness  
13 to him, I should hear him on that argument because his  
14 Notice of Motion dealt with that, dealt with issues of  
15 prejudice against the moving party, and I want to further  
16 hear from him with respect to that argument.

17 Mr. Sherriff-Scott.

18 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** The documents which are  
19 Exhibits 138, 145 and 146 contain allegations and details  
20 which, I submit, are not germane to your Inquiry and ought  
21 not to be received in the public record.

22 **THE COMMISSIONER:** Ought not to be received  
23 in the public record, you mean ---

24 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Are not relevant.

25 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

1                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I'm just looking at my  
2 note from yesterday, and my note was that all of the last  
3 four exhibits from 178 to 181 were marked as conditional  
4 "C" as well.

5                   **THE COMMISSIONER:** Madam Clerk, were they  
6 marked?

7                   **THE REGISTRAR:** No.

8                   **THE COMMISSIONER:** They weren't.

9                   And so the error has been corrected, if  
10 there was an error.

11                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Thank you.

12                   **THE COMMISSIONER:** Pardon me? The last four  
13 -- now I went to 178 and 179. Now you're going to ---

14                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** No, I'm just looking at  
15 my note from yesterday and I have a "C" beside all four of  
16 the last exhibits. So I'm just ---

17                   **THE COMMISSIONER:** Well, what we'll do, we  
18 have transcripts from yesterday.

19                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Perhaps ---

20                   **THE COMMISSIONER:** Let's look at the  
21 transcript and that will tell us.

22                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Right.

23                   **THE COMMISSIONER:** Okay?

24                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** The question -- the  
25 issue is, which is the basis of my original objection on

1 the motion which was dismissed which is that these ---

2 **THE COMMISSIONER:** No, I'm sorry, sir; the  
3 motion was dismissed with respect to the name of the  
4 individual.

5 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, the motion was  
6 dismissed with respect to the name ---

7 **THE COMMISSIONER:** With respect to the issue  
8 of the graphic details, now is the time.

9 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** The alleged graphic  
10 details, I submit, are irrelevant to the mandate of the  
11 Inquiry, and they are prejudicial to my client. There is  
12 no -- they are already dismissed, and there is no reason  
13 they ought to be received. There is nothing that will  
14 advance your Inquiry here, to be gained by reviewing them  
15 with the witness in any form, and I submit they should not  
16 be received for context or any other reason. There is  
17 simply no basis to do that, in my submission, and there is  
18 nothing to be gained from it.

19 So that's all I can say about this. I think  
20 that the allegations need not be part of this Inquiry.  
21 There was an assurance at the outset that at best this  
22 material would be contextual. It would not be tendered for  
23 the truth of its contents and, in the circumstances,  
24 particularly given the acquittal, I cannot see why it would  
25 be tendered here either as a public exhibit or through the



1 mouth of the witness *viva voce*.

2 And I submit that for all of those reasons,  
3 all of the documents I have identified should not form part  
4 of the record.

5 **THE COMMISSIONER:** All right.

6 Now, I can understand the three statements -  
7 - and I don't know what the four others are, except for two  
8 of them are reasons for judgment; they are already in the  
9 public domain.

10 So what do you say about that?

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I say that from the  
12 point of view of this Inquiry, they refer to the  
13 allegations and detail them and they should not be  
14 received.

15 **THE COMMISSIONER:** I know, but they are  
16 already public documents.

17 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I maintain my  
18 objection, sir.

19 **THE COMMISSIONER:** I'm just asking you.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, I understand. And  
21 my response is I object to them being part of the record  
22 here insofar as they recount the allegations, whether they  
23 are otherwise available or not.

24 **THE COMMISSIONER:** Okay. But if they are  
25 available elsewhere, what is the value of -- would you

1 agree with me that I can't issue a publication ban on those  
2 details of the judgment?

3 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** No, I would not agree  
4 with you.

5 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I would say that you're  
7 entitled to issue a publication ban on any material that  
8 emanates from this Inquiry.

9 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

10 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** And that's where your  
11 control stops, and that's what I'm asking you to do or have  
12 asked you to do.

13 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

14 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** And so the documents  
15 that are tendered here should be the subject of a  
16 publication ban -- I have already made that submission --  
17 to the extent that they refer to my client. Whether they  
18 can be accessed somewhere else or not is not the point that  
19 I'm contending for here.

20 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

21 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** So my submission is  
22 that all of these statements are not relevant, that the  
23 details and contents of any identification of my client, as  
24 well as the allegations are not relevant and that they  
25 should not be received. My view is these documents are

1 seamless and they can't be parsed. They are read  
2 essentially together as part of one record of statements  
3 and they cannot be cut up and put into the record.

4 **THE COMMISSIONER:** Okay. So 178 and 179 are  
5 judgments.

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I believe 180 and 181  
7 are as well. The trial judgments are 178, 179. The appeal  
8 judgments are 180, 181.

9 **THE COMMISSIONER:** Okay. Thank you.  
10 Anything else?

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** No. Thank you.

12 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

13 Mr. Wardle.

14 **MR. WARDLE:** Well, Mr. Commissioner, we have  
15 some sympathy for Mr. Sherriff-Scott's position with  
16 respect to the graphic details and it's not been the  
17 practice of Commission counsel to lead those details thus  
18 far in the Inquiry, and we agree that there's no reason to  
19 lead them in this case.

20 **THE COMMISSIONER:** Can I just stop you?

21 Maître Ruel, do you have any intention of  
22 going to the allegations themselves?

23 **Me RUEL:** No, Mr. Commissioner.

24 **THE COMMISSIONER:** Okay. Thank you.

25 Mr. Wardle.

1                   **MR. WARDLE:** So the only other submission  
2 I'd make, which I think is the obvious one, and that is I'm  
3 not really sure that this Commission can actually ban  
4 publication of a court order that's in the public record  
5 already. I don't know that that would be particularly  
6 effective, speaking ---

7                   **THE COMMISSIONER:** The public record in  
8 Quebec.

9                   **MR. WARDLE:** That's correct.

10                   And I would have thought, without wanting to  
11 get into the point, that it would raise some much larger  
12 issues. So in my submission, that's unnecessary.

13                   At the end of the day, this is a bit of a  
14 balancing to protect -- to be fair to Mr. Sherriff-Scott's  
15 client, but at the same time, what's in the public record  
16 is out there, and there's not much we can do about that.

17                   **THE COMMISSIONER:** Thank you.

18                   Mr. Lee.

19                   **MR. LEE:** The one point I want to make, Mr.  
20 Commissioner, is that the word "details" and the word  
21 "allegations" are being kind of used interchangeably right  
22 now.

23                   I don't disagree with Mr. Sherriff-Scott  
24 that we don't need the details of the allegations. We  
25 don't need to hear "He touched me here" or "He did this" or

1 "He did that". Allegations, on the other hand, that  
2 "Father X abused me in this place and this time," clearly,  
3 we need to be able to hear that. We need to be able to  
4 know what he told the OPP, what he told other people.

5 My understanding of those two words, details  
6 is one thing and allegations is something separate. So I  
7 just wanted to make that distinction.

8 As for the issue with Exhibits 178 and 179,  
9 180 and 181 being the judgments of the Trial Court and of  
10 the Appeal Court, I agree with Mr. Wardle's submissions  
11 that those are out there. Those are decisions of a court.  
12 They're in the public record. Frankly, whether or not you  
13 have the authority to issue a publication ban in the  
14 context of this Inquiry on those isn't the point as much,  
15 it would seem to me, as the effect of what that would be  
16 because those documents are going to be available anyways.  
17 Anybody can go and get them and the media, as an example,  
18 could go and get them in Quebec and say, "We got them in  
19 Quebec and here's what they say" even though they're not  
20 getting them here.

21 I just don't see the utility of issuing the  
22 ban, whether you're entitled to or not.

23 **THE COMMISSIONER:** Okay. Thank you.

24 Ms. Gibson?

25 **MS, GIBSON:** Nothing to add, Mr.

1 Commissioner.

2 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

3 Mr. Rose.

4 **MR. ROSE:** No submissions.

5 **THE COMMISSIONER:** Mr. Kloeze.

6 **MR. KLOEZE:** Nothing to add, sir.

7 **THE COMMISSIONER:** I would have thought the  
8 Attorney General would have some comments about whether or  
9 not a judgment could be the subject matter of a publication  
10 ban in a subsequent proceeding. No comment?

11 **MR. KLOEZE:** I simply agree with my friend,  
12 Mr. Lee, that the judgment matter is on the court record  
13 and I have no comment as to whether or not it should be  
14 subject to a publication ban other than that.

15 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

16 Ms. Makepeace?

17 **MS. MAKEPEACE:** Nothing to add.

18 **THE COMMISSIONER:** Mr. Manderville?

19 **MR. MANDERVILLE:** Nothing to add.

20 **THE COMMISSIONER:** Ms. Lahaie and Costom?

21 **MS. LAHAIE:** No submissions.

22 **THE COMMISSIONER:** Mr. Carroll?

23 **MR. CARROLL:** Nothing to add.

24 **THE COMMISSIONER:** All right.

25 Let me say this, first of all, that with

1       respect to interim confidential Exhibits 178, 179, 180 and  
2       181 which are decisions of the Quebec Superior Court or  
3       Court of Québec, that I find that I have no jurisdiction to  
4       issue a publication ban with respect to those documents.

5               Secondly, I note that, having reviewed three  
6       of them in any event, though not in detail, that there is  
7       very little detail with respect to anything of the  
8       allegations and I think that the judgments deal mostly with  
9       the issue of reasonable doubt and the fact that they  
10      believed the accused with respect to his non-participation  
11      in all of that. And so I don't know that that would be  
12      prejudicial in any event to the accused or to the moving  
13      party.

14              With respect to the three documents that I  
15      have in which I find that I have jurisdiction over, which  
16      are Exhibits 138, 145 and 146, let me begin by saying this,  
17      that it is my understanding that, at no time, no time was  
18      it the intention of the Commission counsel to lead details  
19      with respect with any, as Mr. Sherriff-Scott indicated,  
20      graphic details of any alleged sexual abuse.

21              As well, I think that even if Mr. Ruel had  
22      wanted or tried to do that, that I would have immediately  
23      stopped him because, as I have indicated throughout this  
24      Inquiry, the purpose of this Inquiry is to look at  
25      institutional response and to deal with privacy issues as

1           they should be dealt with in balancing the interests of the  
2           public to know the details and, of course, the moving  
3           party's privacy interests.

4                        As I have indicated in my judgment or my  
5           ruling in the last two rulings with respect to this  
6           gentleman and to Father MacDonald, I find that the issue of  
7           the name being used is a separate and distinct issue as to  
8           with respect to the graphic details. I am not interested  
9           in dealing with graphic details until and unless someone  
10          from the parties indicate in a very forceful and relevant  
11          argument that it is essential to the mandate of this  
12          Inquiry that we hear the graphic details.

13                       I don't think that there is anything served  
14          in applying the *Mentuck/Dagenais* test to have these types  
15          of documents -- not the documents -- I am sorry -- the  
16          graphic details published in a public way. I say that  
17          because much like with the victims, where there were items  
18          that were greatly prejudicial to them, that I did exercise  
19          my discretion and did order a non publication ban on  
20          certain portions of the exhibits. I am of the view that  
21          these documents will remain interim "C" documents pending  
22          the decision of the Divisional Court as they pertain to the  
23          identity of the moving party.

24                       I am of the view, however, that in the event  
25          that Mr. Sherriff-Scott's client is unsuccessful at the



1 Divisional Court level, that there should be a ban of  
2 publication on the details. What I will do in order to  
3 deal with this matter properly is we will go in camera at  
4 an appropriate time -- I don't think we have to interrupt  
5 the testimony at this time -- and I will provide counsel  
6 with my indication as to what portions of these interview  
7 reports should be the subject matter of a publication ban.

8 I will invite counsel to give me their  
9 submissions with respect to agreement or disagreement or to  
10 the extent that the graphic details should be dealt with.  
11 Again, I do not want to deal with the identity of the  
12 person. That will either stand or fall with respect to the  
13 Divisional Court decision.

14 All right. Thank you.

15 **Me RUEL:** Merci, monsieur le Commissaire.

16 Maintenant, je comprends que pour entendre  
17 cette preuve, il faudrait qu'on -- conformément à ce que je  
18 comprends de votre jugement d'hier, votre ordonnance  
19 d'hier, qu'on se -- puisque qu'il y a une ordonnance de non  
20 publication sur l'identité de l'individu, si nous voulons  
21 débattre la question de façon la plus complète possible et  
22 nous ne voulons pas -- nous voulons éviter d'échapper le  
23 nom alors qu'on discute de la question, il serait peut-être  
24 -- en fait, d'après ce que je comprends, nous devrions  
25 aller à huis clos pour entendre la preuve sur ce point-là

1 et je comprends que si mon collègue n'est pas -- n'a pas  
2 gain de cause devant la Cour divisionnaire, à ce moment-là  
3 le huis clos -- en fait, l'ordonnance sera ou pourra être  
4 levée. Mais pour le moment, je pense, d'après ce que je  
5 comprends, nous devrions aller à huis clos pour entendre  
6 cette preuve-là.

7 **THE COMMISSIONER:** All right.

8 Any comments about that? What we are  
9 suggesting is that we go in camera to hear the testimony  
10 and in the event that Mr. Sherriff-Scott's client is  
11 unsuccessful, then that in-camera hearing would then be  
12 made part of the transcript and available to the public.  
13 If he is successful, then it would remain in camera.

14 Any comments?

15 I take it that that's a no. So for those of  
16 you who are listening or watching on the website and with  
17 Cogeco, we will go into an in-camera session. That does  
18 not mean that the public here will be excluded. They will  
19 be permitted to stay. However, given the fact that this  
20 would, in effect, be, in my view, a publication of this  
21 evidence, it is, in my discretion, the wiser move to have  
22 the website shut off and the evidence heard in camera.

23 Mr. Wardle?

24 **MR. WARDLE:** Commissioner, if I might raise  
25 one small point of clarification arising out of ---

1                   **THE COMMISSIONER:** Yes.

2                   **MR. WARDLE:** --- some previous discussions  
3 with respect to how many client representatives are  
4 entitled to be in the room during an in-camera session.

5                   **THE COMMISSIONER:** I am sorry, just a  
6 minute.

7                   I have used the word in camera improperly in  
8 the sense that it's not going to be -- we're going into a  
9 non broadcast mode. I think that's fair. And I'll ask Mr.  
10 Sherriff-Scott to make sure that he agrees with that, but  
11 you are right.

12                   All that Mr. Sherriff-Scott has asked for,  
13 in my view, is a non publication order of the name so far,  
14 and so I think in order not to breach my own non  
15 publication order, I would have to shut off the website,  
16 but everybody else in the audience is permitted to stay  
17 here.

18                   **MR. WARDLE:** That's helpful then, sir.

19                   **THE COMMISSIONER:** All right.

20                   Mr. Sherriff-Scott, do you have any comments  
21 with respect to that?

22                   **MR. SHERRIFF-SCOTT:** That sounds  
23 satisfactory, Commissioner.

24                   Just to be clear for the point of view of  
25 the media, any of the exhibits and the details thereof

1 which will be entered, whether provisionally or not, are  
2 subject to a publication ban of two days ago.

3 **THE COMMISSIONER:** Yes.

4 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** The interim ban and the  
5 details thereof in terms of the evidence are now subject to  
6 a publication ban which will be more fulsomely identified  
7 by you shortly.

8 **THE COMMISSIONER:** Yes, absolutely.

9 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I just want the record  
10 to be clear for those media in the room and so that we'll  
11 be off the Web and off the Cogeco?

12 **THE COMMISSIONER:** Yes.

13 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Thank you.

14 **THE COMMISSIONER:** All right.

15 So now, Monsieur Marleau, nous devons  
16 prendre un pause afin de faire les choses techniques et  
17 puis à ce moment-là peut-être qu'on pourrait commencer avec  
18 une discussion de quels détails graphiques qu'on pourrait  
19 imposer une ordonnance de non publication sur les pièces en  
20 preuve 138, 145 et 146.

21 Merci.

22 Let's take 15.

23 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;  
24 veuillez vous lever.

25 The hearing will resume at 10:45 a.m.

1 --- Upon recessing at 10:31 a.m. to resume in-camera /  
2 L'audience est suspendue à 10h31 pour reprendre à  
3 huis clos

4 --- Upon resuming in public at 1:48 p.m./  
5 L'audience est reprise en public à 13h48

6 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;  
7 veuillez vous lever.

8 This hearing of the Cornwall Public Inquiry  
9 is now in session. Please be seated. Veuillez vous  
10 asseoir.

11 **THE COMMISSIONER:** Thank you. Merci.  
12 Maître Ruel.

13 **Me RUEL:** Bon après-midi, monsieur le  
14 Commissaire, Monsieur Marleau.

15 **M. MARLEAU:** Bonjour.

16 **CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous affirmation solennelle:**

17 --- **EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me**  
18 **RUEL (cont'd/suite):**

19 **Me RUEL:** Monsieur Marleau, je voudrais  
20 maintenant vous poser quelques questions sur l'enquête  
21 policière. Nous avons parlé de certaines déclarations que  
22 vous avez faites aux policiers. Donc, on a examiné en  
23 détail ces déclarations-là.

24 De façon plus générale maintenant, je  
25 voulais parler de ce qui reste à couvrir pour l'enquête

1 policière.

2 Est-ce qu'il y a eu d'autres conversations  
3 ou rencontres avec les policiers de la Police provinciale  
4 de l'Ontario que celles qu'on a couvert ce matin?

5 **M. MARLEAU:** Je ne saurais pas dire. Il y  
6 en a eu tellement. Non, je ne croirais pas. Je pense  
7 qu'ils documentaient les rencontres quand on ---

8 **Me RUEL:** Est-ce que c'est exact de dire  
9 qu'il y a eu des appels plus courts pour discuter de la  
10 progression de l'enquête, comment ça se déroulait, pour  
11 vous informer de la progression de l'enquête? Est-ce que  
12 c'est exact de dire ça?

13 **M. MARLEAU:** Oui, souvent instigué de ma  
14 part, régulièrement parce que j'avais mon projet à mettre  
15 en marche pour le Costa Rica. Donc, plus vite la partie  
16 criminelle était terminée, plus vite que je pouvais  
17 continuer avec ma vie. Donc, assez souvent il y avait des  
18 appels -- je faisais des appels aux policiers.

19 **Me RUEL:** Votre contact principal, je  
20 comprenais que c'était le policier Génier ---

21 **M. MARLEAU:** Oui, c'est Génier.

22 **Me RUEL:** --- et vous avez eu -- il y a  
23 plusieurs notes où le policier Séguin aussi a noté des  
24 conversations des rencontres avec vous.

25 Donc, le principal contact était Génier?

1                   **M. MARLEAU:** Était Génier, mais à l'occasion  
2 Steve Séguin était de la partie.

3                   **Me RUEL:** Jugez-vous avoir été informé  
4 adéquatement par les policiers de la progression de  
5 l'enquête policière?

6                   **M. MARLEAU:** Bien souvent, c'était les  
7 informations, c'est moi qui devait les demander. Je  
8 sentais dans le début de la partie que je dirais enquête,  
9 ce qui a mené aux charges à l'été '96, je crois, '96, '97?

10                  **Me RUEL:** En '98.

11                  **M. MARLEAU:** En '98 plutôt, je m'excuse.  
12 Bon, ça tardait. On m'avait dit oui, on va déposer des  
13 charges, mais je m'attendais plus à ce que ce soit en  
14 décembre ou en novembre de '97 et non à l'été.

15                  **Me RUEL:** Les accusations ont été déposées  
16 le 9 juillet '98. Votre plainte a été faite le 31 juillet  
17 '97, donc un an plus tard.

18                  **M. MARLEAU:** Oui.

19                  **Me RUEL:** Est-ce que vous avez des  
20 commentaires à faire sur le délai avant que les accusations  
21 soient déposées?

22                  **M. MARLEAU:** Effectivement, j'ai trouvé cela  
23 extrêmement long et j'appelais de temps à autre pour  
24 savoir, parce que j'avais aussi à planifier mon horaire  
25 dans ma pratique. Donc, je ne pouvais pas prendre des

1 dossiers à la Cour -- quand je planifiais des dossiers à la  
2 Cour, quand un juge vous donne une date, c'est difficile de  
3 -- et comme ma pratique à moi est une -- j'étais un des  
4 seuls au bureau. Je n'avais pas de <back-up>, donc cela me  
5 chicotait un peu. Et, je sais que dans cette première  
6 portion-là, il y avait des problèmes au niveau de la  
7 Couronne. C'est ce qu'on me disait qu'il y avait ---

8 **Me RUEL:** Qui vous disait cela?

9 **M. MARLEAU:** Les policiers.

10 **Me RUEL:** Quels policiers?

11 **M. MARLEAU:** Génier; ça fait partie des  
12 discussions. Vous savez, il y a toute la partie qui est,  
13 je dirais, "on the record", mais plusieurs conversations  
14 que j'ai pu avoir avec les policiers soit en allant dîner,  
15 soit dans des "breaks" et ainsi de suite. Avec la  
16 formation que j'ai, je posais des questions que peut-être  
17 d'autres témoins ne poseraient pas ou d'autres plaignants  
18 ne poseraient pas. Génier et Steve Séguin, puis ça m'avait  
19 été confirmé par les deux autres, apparemment qu'il y avait  
20 eu une Couronne qui venait du coin d'Alexandria ou un peu  
21 plus haut dans ce coin-là -- je ne me souviens pas. J'ai  
22 de la misère avec ce secteur-là de l'Ontario -- qui avait  
23 été nommé, puis il y avait un problème de conflit d'intérêt  
24 ou d'apparence de conflit d'intérêt et on m'a dit que cela  
25 ça retardait le processus.



1                   **Me RUEL:** Est-ce que c'est la seule raison  
2 qui vous a été donnée pour ce qui est du délai à procéder?  
3 Je m'excuse, du délai avant que les accusations soient  
4 déposées?

5                   **M. MARLEAU:** En gros, ça serait ça, je  
6 pense, pour la période -- aux accusations.

7                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a avisé, les  
8 policiers ou autre personne, vous ont avisé quand les  
9 accusations ont été déposées?

10                   **M. MARLEAU:** Bien, j'ai dû le savoir quelque  
11 part en début de juin parce que, à ma demande, comme les  
12 relations avec ma famille n'étaient pas très bonnes, et  
13 surtout avec ma mère qui prenait de l'âge, je ne voulais  
14 pas qu'elle l'apprenne par les journaux. Donc, ça  
15 demandait une certaine logistique de ma part avant, pour  
16 aller la voir et lui expliquer parce qu'elle aussi elle  
17 tombait des nuits, je n'avais pas parlé à personne.

18                   Donc, je voulais aussi la protéger de se  
19 sentir coupable de ne pas avoir vu cela à l'époque ou ainsi  
20 de suite. On ne peut rien changer à ça. Et donc, à ce  
21 moment-là, je me souviens que, ça doit être deux ou trois  
22 semaines avant. Il y avait le fait aussi que les policiers  
23 voulaient lui parler. Ils voulaient lui parler  
24 probablement pour ---

25                   **LE COMMISSAIRE:** Avec votre mère?

1                   **M. MARLEAU:** Avec ma mère pour corroborer.  
2                   D'ailleurs, elle a témoigné à l'enquête préliminaire ou, je  
3                   ne me souviens pas, à un des procès pour corroborer  
4                   certains faits des années '60, pas directement sur les  
5                   abus. Et donc, j'ai dû le savoir un trois semaines avant  
6                   que les charges soient déposées.

7                   **Me RUEL:** Vous avez mentionné des appels.  
8                   Des appels de votre part. Je vous ai posé la question est-  
9                   ce que vous vous souvenez s'il y a eu des appels de leur  
10                  part, c'est-à-dire de la part des policiers?

11                  **M. MARLEAU:** Les appels que j'ai pu avoir  
12                  des policiers sont probablement tous reflétés dans les  
13                  documents qu'on a vus ce matin, suite à l'épisode de la  
14                  deuxième personne à Montréal. C'est sûr qu'il y avait des  
15                  ajustements qui se faisaient au niveau de l'enquête, mais  
16                  en général, c'est moi qui appelait.

17                  **Me RUEL:** Vous êtes resté en contact, c'est-  
18                  à-dire, il y a eu un complément d'enquête après que les  
19                  accusations ont été déposées. Donc, vous êtes resté en  
20                  contact avec les policiers, n'est-ce pas?

21                  **M. MARLEAU:** Oui.

22                  **Me RUEL:** Pour ce qui est des différents  
23                  policiers avec qui vous avez traité, je vais juste vous  
24                  demander des commentaires, si vous en avez, à l'égard de  
25                  l'enquête ou des enquêtes qui ont été faites par le

1            policier. Vous avez donné quelques renseignements. Je ne  
2            sais pas si vous avez des choses à ajouter.

3                            Don Génier; est-ce que vous avez des  
4            commentaires particuliers sur son travail d'enquête?

5                            **M. MARLEAU:** Bien, je pense que monsieur  
6            Génier était, comme j'ai dit l'autre jour, c'était des  
7            jeunes policiers qui, selon moi, ce type de matière leur  
8            était nouveau. Je pense qu'avec les moyens qu'on mettait à  
9            leur disposition, ils ont fait ce qu'ils ont pu, dans  
10           essayer de nous mettre à l'aise.

11                            Je pense qu'il y avait une certaine -- ils  
12            avaient un désir d'aller au bout des choses, mais je  
13            sentais, durant l'enquête et même durant le procès, que de  
14            plus haut, il y avait une volonté d'en finir le plus vite  
15            possible avec l'enquête.

16                            Et je m'explique en ce sens-là, c'est que  
17            dans mon raisonnement à moi, surtout à cause du passage  
18            entre les mains de Lapierre, qui était, selon moi, très lié  
19            à l'évêque ---

20                            **Me RUEL:** Là, on parle de Paul Lapierre?

21                            **M. MARLEAU:** De Paul Lapierre, c'est ça.

22                            Je m'interrogeais beaucoup à savoir pourquoi  
23            l'enquête policière n'allait pas en ce sens-là.

24                            **Me RUEL:** Qu'est-ce que vous voulez dire en  
25            ce sens-là?

1                   **M. MARLEAU:** Bien qu'on n'enquêtait pas, du  
2                   côté du Diocèse. J'ai posé souvent des questions et je  
3                   sentais que les plus jeunes policiers avaient cette volonté  
4                   de vouloir aller enquêter dans ce sens-là, mais il y avait  
5                   un certain malaise à ce niveau-là chez Pat Hall et chez  
6                   Dupuis, qui étaient, quant à moi, des policiers plus  
7                   expérimentés. Mais je sentais que leur malaise à eux  
8                   venait de plus haut. Il ne venait pas d'eux. Et, si je  
9                   globalise tout cela après coup, en tout cas, ils sauront  
10                  vous le dire. C'est mon impression à moi, mais j'avais  
11                  l'impression qu'au moment où on est arrivé à aller à un  
12                  procès, les policiers avaient un écoeurement qui -- on  
13                  sentait que la pression qui venait de plus haut, n'allait  
14                  pas dans le sens de comment eux auraient voulu mener leur  
15                  enquête.

16                   **Me RUEL:** Quand vous dites les deux --  
17                   excusez-moi de vous interrompre -- c'est?

18                   **M. MARLEAU:** Bien surtout ceux en charge de  
19                   l'enquête, Pat Hall et Dupuis, qui était son collègue.

20                   Il a pris sa retraite tout de suite après  
21                   puis il avait hâte de la prendre.

22                   **Me RUEL:** Pat Hall ou Dupuis?

23                   **M. MARLEAU:** Pat Hall, Pat Hall. Bien je  
24                   pense que l'autre a pris sa retraite un peu après aussi,  
25                   mais ça se manifestait dans leur façon de parler, leur

1           façon de -- j'avais vraiment l'impression qu'il se passait  
2           de quoi entre l'État major et eux, qui n'allait pas dans le  
3           même sens. Quoi? Je ne pourrais pas vous le dire.

4                   **Me RUEL:** Est-ce que vous dites, ça c'est  
5           des impressions ou des déductions que vous avez faites sur  
6           une base de conversations avec ces gens-là?

7                   **M. MARLEAU:** Oui. Par les questions que je  
8           posais parce que, vous savez il y a eu -- Cornwall c'est  
9           très petit. Puis, je ne sais pas si vous vivez ça, les  
10          gens qui se déplacent ici, puis si on se rapporte à il y a  
11          dix ans, il n'y avait pas tant d'hôtels que ça où on  
12          pouvait demeurer.

13                   Ça arrivait que je passais des fois deux,  
14          trois jours au Parkway. Les policiers habitaient là. Les  
15          journalistes étaient là. Puis, c'est juste si la Défense  
16          n'était pas là. Donc, c'est arrivé des soirs qu'on se  
17          ramassait à une même table, puis -- donc, il y a eu des  
18          discussions informelles dans lesquelles j'étais en mesure  
19          de voir que, bien, un exemple, j'avais posé des questions  
20          sur ce que les journalistes ont appelé la filière de la  
21          Floride. Des policiers me disaient, <Oui, on aimerait ça  
22          aller dans ce sens-là pour voir>, parce qu'il y avait des  
23          victimes qui s'étaient avancées là-dessus et ainsi de  
24          suite. Mais il semblait que -- je ne sais pas si c'est  
25          Toronto ou Ottawa, en tout cas, -- où étaient -- ceux qui

1           étaient en charge de l'enquête plus haut ne voulaient pas  
2           aller dans ce sens-là.

3                   **Me RUEL:** Vous faites référence à une ou des  
4           conversations; est-ce que c'est encore avec les policiers?

5                   **M. MARLEAU:** Toujours. Oui.

6                   **Me RUEL:** Les mêmes policiers?

7                   **M. MARLEAU:** Bien avec -- dans l'ensemble,  
8           les quatre. C'est-à-dire que les -- encore là, c'est des  
9           déductions de ma part -- ça vaut ce que ça vaut. Mais je  
10          sentais qu'il y avait un malaise là qui -- et on avait de  
11          la misère à répondre à mes questions.

12                   **Me RUEL:** Quelles questions? Vous avez  
13          parlé du Diocèse?

14                   **M. MARLEAU:** Bien moi, vous savez à  
15          l'époque, il commençait à y avoir de la jurisprudence à  
16          l'effet qu'on pouvait condamner des directeurs d'école pour  
17          ne pas avoir fait des dénonciations; pour avoir caché des  
18          faits et ainsi de suite. Il commençait à y avoir de la  
19          jurisprudence à cet effet-là.

20                   Je pourrais peut-être traduire la  
21          responsabilité ministérielle.

22                   **Me RUEL:** Vous parlez de jurisprudence en  
23          matière pénale ou civile?

24                   **M. MARLEAU:** En pénal, en civil; on voyait  
25          des gens qui étaient amenés devant les tribunaux au pénal,

1 en tout cas au Québec, à ce moment-là. En tant que  
2 personne en autorité qui avait su qu'il y avait eu des abus  
3 et ainsi de suite. Et à l'époque, il y avait un dossier en  
4 France qui commençait à l'époque. D'ailleurs, qui  
5 concernait un prêtre du Québec qui avait été transféré en  
6 France et qui avait été responsable d'abus au Québec et qui  
7 a récidivé en France. L'enquête policière française  
8 démontrait qu'il y avait eu des échanges entre les évêques  
9 pour cacher ça. Je me disais que c'était d'actualité et je  
10 me demandais pourquoi on n'allait pas dans ce sens-là alors  
11 que moi, je savais que -- en tout cas, pour ce qui est des  
12 années '60, que l'évêque était assez proche des prêtres par  
13 qui j'ai été abusé.

14 **Me RUEL:** L'évêque; vous parlez de quel  
15 évêque? Est-ce que vous avez un nom?

16 **M. MARLEAU:** Bien de mon temps, je crois que  
17 c'était Proulx, mais je veux dire ce n'est pas  
18 nécessairement par Proulx qui -- je pensais qu'il fallait  
19 là; il fallait peut-être aller voir dans les archives puis  
20 dans ---

21 **Me RUEL:** Vous dites qu'il était proche.  
22 Est-ce que vous avez de l'information qui permettrait de  
23 croire que ces gens-là, comme l'évêque ou les évêques, qui  
24 ont été en poste pendant la période pertinente savaient  
25 qu'est-ce qui s'est ---

1                   **M. MARLEAU:** Bien j'ai l'intime conviction  
2                   moi, que l'évêque du temps le savait. Paul Lapierre était  
3                   trop proche de lui et d'ailleurs, dans son Curriculum Vitae  
4                   au moment du procès, ça se voyait qu'il avait un statut  
5                   spécial dans le Diocèse et qu'il était un des conseillers  
6                   de l'évêque. S'il y a de la fumée, il y a du feu. Le gros  
7                   bon sens allait en ce sens-là quant à moi.

8                   **Me RUEL:** Donc, vous auriez voulu que les  
9                   policiers poussent l'enquête dans cette direction-là?  
10                  C'est ce que vous voulez ---

11                  **M. MARLEAU:** J'étais très surpris que ça se  
12                  pousse pas dans ce sens-là.

13                  **Me RUEL:** Qu'est-ce qu'on vous répondait?

14                  **M. MARLEAU:** Au début on me disait, "Oui, je  
15                  pense qu'on va aller dans ce sens-là."

16                  **Me RUEL:** Qui disait cela?

17                  **M. MARLEAU:** Les plus jeunes policiers.

18                  **Me RUEL:** Les plus jeunes?

19                  **M. MARLEAU:** Je pouvais reposer la question  
20                  un mois, un mois et demi après et puis là je voyais qu'il y  
21                  avait des réticences. J'en profitais quand j'étais en  
22                  présence des officiers supérieurs pour reposer la question.  
23                  On ne me disait pas directement, "En haut, ils veulent  
24                  pas", mais on sentait la frustration dans ce sens-là.

25                  **Me RUEL:** Quand vous dites "en haut", avez-



1 vous rencontré d'autres ---

2 M. MARLEAU: Non.

3 Me RUEL: Des officiers supérieurs de la  
4 Police provinciale de l'Ontario ---

5 M. MARLEAU: Non.

6 Me RUEL: --- au-dessus des gens avec qui  
7 vous avez traité?

8 M. MARLEAU: À part la fois que j'ai appelé  
9 à Orillia dans le tout début.

10 Me RUEL: À Orillia?

11 M. MARLEAU: À Orillia, qui semblait être la  
12 personne en charge de l'enquête, non.

13 Me RUEL: Donc, vous faites référence à des  
14 conversations ou des rencontres. Avez-vous un journal ou  
15 des dates ---

16 M. MARLEAU: Non, je n'ai pas gardé de  
17 journal. C'est avec recul que je vous dis cela. À  
18 l'époque, moi, j'étais content, dans le fond, qu'il y ait  
19 une enquête Project Truth parce que probablement que moi,  
20 je n'aurais jamais parlé, si ça n'avait pas existé.

21 Je pense que les gens qui étaient sur le  
22 terrain ont fait probablement du mieux qu'ils ont pu pour  
23 ce que je connais du travail policier, mais des choses  
24 comme cela me sautaient à la face.

25 Et puis je ne dis pas cela parce que je

1           cherche une vengeance. Ce stade-là, ça fait longtemps que  
2           je l'ai passé. Mais avec recul et avec ce qui est dans le  
3           domaine public présentement par rapport aux agissements de  
4           l'église, pas juste ici, les déplacements de prêtres à  
5           chaque fois qu'il y avait des -- c'est quasiment du domaine  
6           public ça maintenant, que c'était comme cela qu'agissait  
7           l'église. Donc, encore plus dans ces années-là et c'est de  
8           quoi qui n'arrête pas.

9                           Je vis en Amérique centrale présentement,  
10           puis il y a cinq prêtres dans le district de San Jose  
11           présentement, qui sont devant les tribunaux pour des  
12           affaires de pédophilie et l'évêque actuel va peut-être être  
13           mis sous enquête parce qu'en pleine enquête policière, ils  
14           ont déménagé un prêtre sur le Honduras. Ce n'est pas  
15           d'hier et puis ce n'est pas demain que ça va arrêter.

16                           Peut-être que ça va arrêter ici parce que  
17           vous vous êtes mis le nez dedans. Puis l'autre chose c'est  
18           que les prêtres étant vieillissants sont moins une menace  
19           ici, mais les prêtres en Amérique centrale, ils ont l'âge  
20           de mes abuseurs.

21                           J'ai vu de biais les transcripts des gens  
22           qui sont venus expliquer la réforme de l'Église et ainsi de  
23           suite, mais moi, peut-être que je ne suis pas la bonne  
24           personne pour vous dire cela, mais je n'y crois pas parce  
25           que je le vois ailleurs. Je le vois ailleurs dans un pays

1 où le catholicisme est au même rang qu'il l'était ici dans  
2 les années '60, avec la même structure qu'il y avait ici  
3 dans les années '60, sauf que les nouvelles vont plus vite  
4 maintenant. Et je n'y crois pas, moi, quand ils disent  
5 qu'ils ont mis des standards en place et ainsi de suite.

6 Il y a un des prêtres à San Jose, qui a  
7 attiré l'attention d'un journaliste d'enquête à la radio,  
8 un genre de Lowell Green et qui, à force de creuser, il  
9 trouvait des choses. Ce prêtre-là est devant les tribunaux  
10 criminels maintenant pour avoir commandé l'assassinat de ce  
11 -- et l'évêché réagit exactement comme ce qu'il y a dans  
12 ces dossiers-ci.

13 Donc, peut-être que les circonstances d'ici,  
14 les circonstances de Boston, les circonstances qu'on a vues  
15 plus contemporaines vont aider les autorités costariciennes  
16 à faire le ménage, mais en tout cas, ce n'est pas avec la  
17 collaboration de l'évêché présentement, de ce que j'en  
18 connais que ça va se faire.

19 Donc, là je suis rendu peut-être un peu loin  
20 de votre question, mais oui.

21 **LE COMMISSAIRE:** Oui, oui.

22 **Me RUEL:** Donc, est-ce que je dois  
23 comprendre de votre réponse que vous avez demandé à ce que  
24 l'enquête soit approfondie sur ---

25 **M. MARLEAU:** Je n'avais pas à le demander.

1 Je n'étais qu'un plaignant.

2 Me RUEL: Vous l'avez demandé. C'est ce que  
3 vous avez ---

4 M. MARLEAU: J'ai sûrement posé la question  
5 si l'enquête allait aller dans ce sens-là.

6 Me RUEL: Et votre compréhension d'après ce  
7 qui -- l'enquête n'est pas allée dans ce sens-là. Est-ce  
8 que c'est votre ---

9 M. MARLEAU: Elle n'est pas allée dans ce  
10 sens-là. Il y avait certaines pistes qui n'ont pas été  
11 suivies.

12 Me RUEL: Nous avons parlé du policier  
13 Génier, ce qui a amené à une plus longue réponse. Je  
14 voulais juste les passer un par un pour voir si vous aviez  
15 des commentaires spécifiques à faire. Si vous n'en avez  
16 pas, vous le dites.

17 Le policier Séguin, est-ce qu'il y a quelque  
18 chose que vous voudriez dire au sujet de son travail  
19 d'enquête?

20 M. MARLEAU: À part le fait que les plus  
21 jeunes n'étaient, selon moi, par formés pour faire la prise  
22 d'entrevue, mettre les gens à l'aise en ce sens-là, j'ai  
23 l'impression qu'ils n'avaient aucune formation à traiter  
24 des causes à caractère sexuel, mais je crois qu'ils ont  
25 fait ce qu'ils pouvaient avec le bagage qu'ils avaient. Je

1           veux pas leur lancer de pierres. Je pense que les  
2           officiers à la base ont fait ce qu'ils ont pu avec ce  
3           qu'ils avaient.

4                   **Me RUEL:** Qu'en est-il de Pat Hall et de Joe  
5           Dupuis?

6                   **M. MARLEAU:** Bien encore là, je dirais  
7           qu'ils ont fait avec ce qu'ils avaient aussi, mais si  
8           j'avais un reproche à faire au niveau des policiers, je  
9           pense que ça venait de pas mal plus haut qu'à la base.

10                   **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

11                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a -- d'abord,  
12           avant de -- je vais reformuler. Je vais reprendre --  
13           ravalier ma question.

14                   Comment vous êtes-vous senti -- comment  
15           avez-vous vécu le processus, au plan personnel, le  
16           processus d'enquête policière; c'est-à-dire les rencontres,  
17           exprimer votre histoire et tout ça?

18                   **M. MARLEAU:** À part le fait que toute cette  
19           histoire-là a été libérateur, si on met cela de côté, je  
20           pense qu'avec -- si j'avais su dans quoi je m'embarquais,  
21           probablement que je ne l'aurais pas fait. Je pensais que  
22           vu qu'il y avait une enquête d'envergure, que le système  
23           aurait eu les moyens pour aller au fond des choses et ça  
24           n'a pas été le cas.

25                   **Me RUEL:** Qu'est-ce que vous -- pouvez-vous

1 élaborer sur la question des moyens?

2 **M. MARLEAU:** Bien, dans les moyens, on a  
3 touché l'autre jour le fait d'avoir des psychologues pour  
4 venir. Il me semble que dans tout cela, dans une enquête  
5 qui avait cette envergure, on devait avoir les moyens que  
6 la Commission a eus pour se faire instruire l'hiver passé  
7 et le printemps passé, avant d'entrer dans le vif du sujet.

8 **Me RUEL:** Vous voulez dire une preuve --  
9 est-ce que vous faites référence à une preuve d'expert ou -  
10 --

11 **M. MARLEAU:** Oui, les preuves d'experts ou -  
12 - vous savez, je pense qu'il y a un gros problème dans  
13 l'appareil judiciaire chez vous au niveau de la formation  
14 permanente ou, en tout cas, il y avait à ce moment-là.

15 **Me RUEL:** Vous dites "chez vous" ---

16 **LE COMMISSAIRE:** Ici en Ontario.

17 **M. MARLEAU:** En parlant de l'Ontario, c'est  
18 cela; parce que dans -- en tout cas, au niveau des avocats,  
19 ça fait plusieurs années chez nous qu'il se donne des cours  
20 de formation permanente aux gens qui oeuvrent  
21 spécifiquement dans ces domaines-là, autant pour la défense  
22 que pour les juges, que pour -- je ne sais pas; je me  
23 trompe peut-être. Peut-être que ça existe ici, mais en  
24 tout cas, ce n'était pas apparent, je pense.

25 **Me RUEL:** Est-ce que vous savez si -- donc,

1 vous faites référence aux avocats, aux juges. Est-ce que  
2 vous savez si les avocats qui ont traité -- je parle  
3 particulièrement des avocats de la Couronne, les procureurs  
4 de la Couronne, les juges aussi, si vous le savez. Est-ce  
5 que vous êtes au courant ou vous savez quel type de  
6 formation ou s'ils avaient reçu une formation ---

7 **M. MARLEAU:** C'est encore mon impression en  
8 tant que -- mais pour vous donner un exemple, dans le  
9 dossier de Paul Lapierre, je crois que c'est le Juge  
10 Lalonde -- et je crois que c'est dans le transcript -- à un  
11 moment donné se questionne à savoir si on ne devrait pas  
12 avoir des "statute of limitations" sur ce type de crime.

13 Pour moi, ça envoie un message aux victimes  
14 que tu n'as pas nécessairement la bonne personne sur le  
15 banc pour t'écouter.

16 **Me RUEL:** J'allais ---

17 **M. MARLEAU:** Moi, le message que ça m'a  
18 envoyé c'est qu'on n'avait pas compris pourquoi j'avais  
19 pris tant de temps à m'exprimer et à amener des charges,  
20 malgré qu'il disait qu'il me croyait.

21 **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

22 **M. MARLEAU:** Ça envoie un message, en tout  
23 cas, tout au moins malhabile.

24 **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

25 **Me RUEL:** Est-ce que ça dénote un manque de

1 formation, selon vous? C'est votre témoignage?

2 **M. MARLEAU:** C'est un des aspects qui fait  
3 que je pense qu'il y a un manque de formation à quelque  
4 part.

5 **Me RUEL:** Je vais vous montrer la -- vous  
6 exhiber la Pièce 165. Je voulais en parler plus tard, mais  
7 comme vous avez parlé de ce sujet-là, je pense que ce  
8 serait opportun de regarder le passage auquel vous faites  
9 référence.

10 **LE COMMISSAIRE:** Quelle page?

11 **M. MARLEAU:** Si vous pouvez indiquer la  
12 page?

13 **Me RUEL:** excusez-moi, c'est la page 63. Il  
14 s'agit du jugement de l'Honorable Juge Lalonde de la Cour  
15 supérieure de l'Ontario dans le procès de Paul Lapierre,  
16 donc les motifs, et 63 c'est l'avant-dernière page du  
17 jugement, dernier paragraphe. Je vais vous le lire pour le  
18 bénéfice de tout le monde:

19 "My assessment of the evidence leaves  
20 me with a conflict, and as  
21 unsatisfactory as it may be, that is  
22 not unusual, especially in historic  
23 sexual cases involving only two persons  
24 who would be able to identify the  
25 truth, Claude Marleau and Paul



1                   Lapierre. Maybe, just maybe, one day  
2                   the Criminal Code will be able to  
3                   impose a limitation period for sexual  
4                   offences. It would mean an earlier  
5                   denunciation by the victims and earlier  
6                   closure of sad episodes in their lives  
7                   and evidence that can be more easily  
8                   investigated."

9                   Est-ce que c'est le paragraphe auquel vous -  
10                  --

11                  **M. MARLEAU:** Oui.

12                  **Me RUEL:** --- faisiez référence?

13                  **M. MARLEAU:** C'est le paragraphe auquel je  
14                  faisais référence. Je trouve que c'est envoyer un message  
15                  aux victimes qui sont aux prises avec le problème d'une  
16                  dénonciation que si vous ne vous ouvrez pas la trappe assez  
17                  rapidement, ça va être prescrit. Alors que pour moi, sans  
18                  vouloir tomber dans le mélodrame, ce qui arrive à ces  
19                  victimes-là c'est un peu la mort de leur adolescence, puis  
20                  je ne sais pas si ce serait très bien vu qu'un juge dise  
21                  qu'on devrait avoir une prescription criminelle sur le  
22                  meurtre.

23                  Pour moi, si à eux ça ne leur apparaît pas  
24                  aussi important, c'est peut-être l'influence de la justice  
25                  américaine, mais je pense qu'on a une tradition de droit au

1 Canada qui est assez impressionnante à ce niveau-là. Je  
2 peux pas comprendre qu'un juge dise cela dans un jugement,  
3 la victime présente. C'est pas les seules choses que j'ai  
4 ---

5 **Me RUEL:** On va revenir, c'est parce que  
6 vous l'avez soulevé avant, c'est -- vous me devancez dans  
7 mes questions, si vous le permettez, peut-être qu'on  
8 pourrait traiter du reste des motifs, un peu plus tard.

9 Vous avez parlé de moyens de formation, vous  
10 avez parlé des juges et des avocats. Est-ce que vous avez  
11 des commentaires au sujet -- vous en avez déjà fait, vous  
12 avez des commentaires additionnels à faire sur la formation  
13 des policiers?

14 **M. MARLEAU:** Non, je me prétends pas un  
15 expert en matière policière, mais je pense qu'il y a  
16 sûrement matière à amélioration. Je pense que l'état major  
17 a du voir à ce que les gens qui étaient sur le plancher des  
18 vaches, aient les moyens nécessaires pour mener à bien le  
19 mandat qu'ils avaient.

20 **Me RUEL:** Vous parlez des moyens de la  
21 police, c'est distinct, ça me semble un concept distinct  
22 d'information --

23 **M. MARLEAU:** De ce que j'ai pu comprendre  
24 aussi, c'est que souvent on servait l'argument des moyens  
25 financiers pour pousser l'enquête un peu plus loin.

1                   **Me RUEL:** C'est-à-dire?

2                   **M. MARLEAU:** Bien, que les budgets alloués à  
3 l'enquête étaient -- on voulait limiter ça.

4                   **Me RUEL:** Vous conviendrez, quand même, que  
5 l'enquête Project Truth, c'est une enquête policière  
6 majeure qui a duré plusieurs années.

7                   **M. MARLEAU:** Oui, mais --

8                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a fourni, au  
9 cours de l'enquête policière, des références ou de l'aide  
10 qu'on appelle l'aide aux victimes ou victimes présumées de  
11 crime. Est-ce que vous avez reçu de l'aide de la part des  
12 policiers, des références pour de l'aide aux victimes?

13                   **M. MARLEAU:** Oui, on m'a donné une carte  
14 avec un pamphlet.

15                   **Me RUEL:** Qui vous a donné ça?

16                   **M. MARLEAU:** C'est les policiers, mais je  
17 pense que c'était en présence de la Couronne et on m'avait  
18 dit, « On nous a demandé de te donner ça ». Et je l'ai  
19 ouvert et l'aide était à Ottawa; j'habite Québec. Mais, on  
20 m'a pas expliqué -- j'ai senti que c'était une formalité  
21 qu'on avait demandée, qui soit faite.

22                   **Me RUEL:** Est-ce que vous vous souvenez, bon  
23 vous avez parlé d'un pamphlet --

24                   **M. MARLEAU:** Je pense que ça s'appelait  
25 Men's Project ou quelque chose du genre.

1                   **Me RUEL:** Est-ce que vous avez consulté,  
2 est-ce que vous avez utilisé ces ressources-là?

3                   **M. MARLEAU:** Pas du tout. Ça ne m'aurait  
4 pas été pratique. J'habite Québec, moi je venais à  
5 Cornwall pour rencontrer les policiers, puis --

6                   **Me RUEL:** Est-ce que vous auriez souhaité  
7 avoir du -- plus de renseignements ou de support, dans le  
8 cadre de l'enquête policière?

9                   **M. MARLEAU:** Je ne le sais pas si j'aurais  
10 été rendu là dans mon cheminement, mais je crois que ça  
11 doit être disponible.

12                   **Me RUEL:** Le prochain sujet, Monsieur  
13 Marleau, c'est --

14                   **LE COMMISSAIRE:** Monsieur Ruel, je dois  
15 prendre une pause. Si on pourrait prendre une pause de  
16 cinq/six minutes.

17                   **Me RUEL:** Oui.

18                   **LE COMMISSAIRE:** Merci.

19                   **THE REGISTRAR:** The hearing will resume at  
20 2:35 p.m.

21 --- Upon recessing at 2:24 p.m./

22 L'audience est suspendue à 14h24

23 --- Upon resuming at 2:35 p.m./

24 L'audience est reprise à 14h35

25                   **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;

1           veuillez vous lever.

2                           This hearing of the Cornwall Public Inquiry  
3           is now in session. Please be seated. Veuillez vous  
4           asseoir.

5           **CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous affirmation solennelle:**

6           **--- EXAMINATION IN CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN CHEF PAR Me**  
7           **RUEL (Cont'd/suite):**

8                           **Me RUEL:** On me dit, Monsieur le  
9           commissaire, que tout le monde ne serait pas revenu.

10                          **LE COMMISSAIRE:** Comme on le dit en anglais  
11           "The show must go on".

12                          **Me RUEL:** Monsieur Marleau, vous avez parlé  
13           d'un document qui vous a été remis par les policiers, qui  
14           faisait référence à un service d'aide. Est-ce que vous  
15           avez encore ce document-là?

16                          **M. MARLEAU:** Oui, malheureusement il est à  
17           mon bureau.

18                          **Me RUEL:** Votre bureau à Québec?

19                          **M. MARLEAU:** À Québec. En relisant des  
20           transcripts pour préparer ma venue ici, je l'ai vu la  
21           semaine passée, dans un cartable que j'ai au bureau.

22                          **Me RUEL:** Est-ce que vous pourriez vous  
23           engager, auprès de la Commission, à fournir ce document-là,  
24           aussitôt que possible?

25                          **M. MARLEAU:** Je peux même faire des

1 arrangements avec mon bureau, si vous voulez, pour le faire  
2 faxer.

3 **LE COMMISSAIRE:** C'est ça.

4 **Me RUEL:** Le faire faxer, merci.

5 **M. MARLEAU:** Ce soir?

6 **Me RUEL:** On va le déposer en preuve demain.

7 Je voulais vous parler maintenant du rôle de  
8 la Couronne en relation avec vos plaintes criminelles.

9 Donc, vous avez parlé, il y a eu une rencontre avec les  
10 procureurs de la Couronne, on en a parlé un petit peu plus  
11 tôt, qui aurait eu lieu, selon les documents que nous  
12 avons examinés, le 19 octobre 1998. C'était la Pièce 142.

13 Je vous resitue, Monsieur Marleau, c'est  
14 pour -- c'était une rencontre à Long Sioux.

15 **M. MARLEAU:** Oui.

16 **Me RUEL:** Et, d'après ce que j'ai compris,  
17 il s'agirait de la première rencontre que vous avez eue  
18 avec les procureurs de la Couronne.

19 **M. MARLEAU:** Oui, je me souviens de ce  
20 document-là, on en a parlé ce matin. Effectivement,  
21 c'était la première fois que j'ai recontré --

22 **Me RUEL:** Donc, les deux procureurs -- vous  
23 avez expliqué qu'il s'agissait -- qui devait traiter de vos  
24 dossiers -- c'est Shelley Hallett, qui était du Procureur  
25 général à Toronto. Il y a un autre avocat, Alain Godin.

1 Savez-vous -- est-ce qu'Alain Godin était un avocat associé  
2 ou, en fait, membre ou employé du Procureur général de  
3 l'Ontario?

4 **M. MARLEAU:** Je ne suis pas sûr que je fais  
5 la distinction. Chez nous, les substituts du Procureur  
6 général sont tous des substituts de Procureur général, je  
7 ne sais pas s'il y a une différence ici, mais --

8 **Me RUEL:** Est-ce que c'est un mandataire,  
9 dans le sens, est-ce que l'on a donné un mandat?

10 **M. MARLEAU:** Un avocat en pratique privée,  
11 qui aurait eu un mandat?

12 **Me RUEL:** C'est ça.

13 **M. MARLEAU:** Non, je crois que c'était un  
14 employé du Ministère.

15 **Me RUEL:** Donc, Madame Hallett avait eu  
16 l'assignation de dossiers de gens qui avaient des --

17 **M. MARLEAU:** Ce qui était du "high profile",  
18 je tiens à ça d'elle. Je lui ai posé la question et je  
19 tiens ça d'elle. Elle semblait avoir comme assignation et  
20 c'était pas -- le sentiment que j'ai eu de la discussion  
21 que j'ai eu avec, c'était pas juste dans Project Truth,  
22 c'est que s'il y avait d'autres choses ou il y avait des  
23 allégations, pas nécessairement à caractère sexuel, mais de  
24 fraude ou d'autre chose, qui impliquaient soit des  
25 politiciens, soit des gens ayant occupé des charges

1           publiques, des policiers, que -- je sais pas si elle  
2           faisait partie d'une équipe ou c'était juste elle mais,  
3           c'est les genres de dossiers qu'elle traitait.

4                   **Me RUEL:** Est-ce que, de ce que vous vous  
5           souvenez de l'époque, est-ce que c'était un procureur  
6           expérimenté avec un certain nombre d'années de barreau?

7                   **M. MARLEAU:** Je pense que c'est quelqu'un  
8           qui avait probablement autant de barreau que j'avais à  
9           l'époque.

10                   **Me RUEL:** C'est-à-dire une quinzaine  
11           d'années?

12                   **M. MARLEAU:** Il y dix ans, oui c'est ça.

13                   **Me RUEL:** Et, Monsieur Godin, savez-vous de  
14           quel endroit, est-ce que c'était un procureur de Toronto?

15                   **M. MARLEAU:** Non, c'est un procureur qui  
16           venait du nord du Québec. Des discussions que j'ai pu  
17           avoir avec, il travaillait beaucoup avec des autochtones.

18                   **Me RUEL:** Du nord du Québec ou de l'Ontario?

19                   **M. MARLEAU:** Je m'excuse, de l'Ontario.

20                   **Me RUEL:** Et, est-ce que c'est un -- combien  
21           d'années d'expérience, selon vous, si vous le savez, ce  
22           procureur là avait?

23                   **M. MARLEAU:** J'ai l'impression qu'il devait  
24           avoir, peut-être quatre/cinq ans de moins que Shelley  
25           Hallett.



1 Me RUEL: Moins d'expérience?

2 M. MARLEAU: Oui.

3 Me RUEL: Donc, lui a traité, a eu  
4 l'assignation des quatre dossiers restants qui ont  
5 procédés, c'est-à-dire Paul Lapierre, Ken Martin, il y a eu  
6 Sandy Lawrence --

7 M. MARLEAU: C'est les trois qu'il avait.

8 Me RUEL: C'est les trois qu'il avait?

9 M. MARLEAU: Parce qu'il y en deux qui sont  
10 décédés.

11 Me RUEL: Ah, c'est ça.

12 M. MARLEAU: Peachey et --

13 Me RUEL: Peachey est décédé et c'est --

14 M. MARLEAU: Et, Roch Landry.

15 Me RUEL: Il y avait Roch Landry aussi.

16 Roch Landry, c'est Godin qui était à la charge de --

17 M. MARLEAU: À l'enquête préliminaire, ils  
18 étaient tous vivants et l'assignation de Godin était tout  
19 sauf Peachey.

20 Me RUEL: Tous sauf Peachey, donc Landry  
21 inclus.

22 M. MARLEAU: Parce que Peachey, selon ma  
23 connaissance, avait été coronaire, donc il avait occupé une  
24 charge publique.

25 Me RUEL: Est-ce que vous pouvez nous

1           expliquer un petit peu la fréquence et le type de rencontre  
2           -- d'abord, avez vous eu des rencontres avec, et des  
3           conversations avec ces procureurs-là?

4                       **M. MARLEAU:** Oui.

5                       **Me RUEL:** Est-ce qu'elles étaient  
6           fréquentes?

7                       **M. MARLEAU:** Il y en a eu, celles dont vous  
8           m'avez parlées tantôt, parce que l'enquête préliminaire  
9           devait se tenir, je pense que c'était en juin. En tout  
10          cas, elle devait se tenir au mois de mai, quand je les ai  
11          rencontré, elle devait se tenir dans les semaines qui  
12          venaient, donc il y a eu une rencontre préparatoire là.  
13          Sauf, que je ne me souviens pas c'était quels détails, je  
14          sais qu'il y a eu des remises à la demande de la défense,  
15          autant pour des accusés valables que Maître Johnson qui  
16          représentait la plupart des accusés, il avait fait -- un  
17          problème cardiaque.

18                      **Me RUEL:** Ma question c'était, est-ce que  
19          vous les avez rencontrés fréquemment?

20                      **M. MARLEAU:** Donc, je les ai peut-être  
21          rencontrés une ou deux fois avant cette épisode-là. Et  
22          bien, par le temps où on s'est rendu à l'enquête  
23          préliminaire, j'ai dû les rencontrer un autre deux/trois  
24          fois.

25                      **Me RUEL:** Est-ce que vous avez eu des

1           conversations téléphoniques? Est-ce que vous avez pu en  
2           avoir, est-ce que vous en avez eu?

3                   **M. MARLEAU:** Oui j'ai, surtout avec Maître  
4           Godin, parce que passé l'enquête préliminaire, Maître  
5           Hallett était sortie du portrait, parce que Peachey était  
6           décédé, à peu près quand il a appris la date de son procès.

7                   **Me RUEL:** Est-ce que vous pouvez nous --  
8           d'abord, il y a eu des rencontres communes avec Godin et  
9           Hallett, c'est ça?

10                   **M. MARLEAU:** Dans les tous débuts, oui.

11                   **Me RUEL:** Est-ce que vous pouvez nous faire  
12           part de la dynamique entre ces deux procureurs-là?

13                   **M. MARLEAU:** C'était deux personnalités très  
14           différentes et leur approche aux dossiers était également  
15           très différente.

16                   **Me RUEL:** Dans quel sens?

17                   **M. MARLEAU:** Je dirais que Maître Hallett  
18           était peut-être plus une avocate, en mettant de côté son  
19           expérience, si j'avais été Maître de stage, j'aurais -- ça  
20           aurait été une excellent avocate pour monter mes mémoires,  
21           dans sa façon de procéder, ainsi de suite. Je pense que  
22           c'est une bonne juriste. Je veux pas dire que Maître Godin  
23           n'était pas un bon juriste, mais Maître Godin avait une  
24           expérience, selon moi et dans son approche, il avait une  
25           approche plus de volume, je ne sais pas si je peux utiliser

1       cette -- mais, dans des districts judiciaires où le volume  
2       est important, parce qu'il faut que la justice se rende et  
3       les dossiers vont rapidement et ils ne sont pas tous de la  
4       nature de ce que ça pouvait être ici. Donc, au niveau de  
5       l'approche, je pense que c'est ce que je peux dire.

6                   **Me RUEL:** Est-ce que ça a causé, cette  
7       différence d'approche-là, est-ce que ça a causé quelques  
8       difficultés dans la gestion des dossiers?

9                   **M. MARLEAU:** Bien, je reviens toujours à  
10      dire que, quand à moi, il y aurait peut-être dû y avoir une  
11      preuve d'experts. J'ai parlé de ça au tout début dans les  
12      rencontres communes et je me souviens de discussions avec  
13      les deux où c'était pas -- ils s'entendaient pas sur ce  
14      fait-là.

15                   **LE COMMISSAIRE:** Je ne sais pas si on a dit  
16      qui était pour, qui était contre. Est-ce que vous vous  
17      souvenez?

18                   **M. MARLEAU:** J'avais pensé -- c'est qu'il me  
19      semble que Maître Hallett privilégiait cette approche,  
20      alors que Maître Godin, non. Il y avait des discussions  
21      entre eux comme « Mais comment tu penses faire telle  
22      preuve » et ainsi de suite. Il y avait des discussions  
23      assez vigoureuses parce qu'il y avait, tant qu'à moi, un  
24      niveau d'incompréhension qui relève de -- un peu de ce que  
25      je vous ai dit tantôt, une expérience dans le champs, une

1 expérience -- ou à mon sens peut-être que l'expérience de  
2 travailler avec des experts était peut-être là pour Maître  
3 Hallett alors que cela ne l'était pas pour -- toucher un  
4 point exact là-dessus, je ne pourrais pas vous dire, mais  
5 ça je le sentais.

6 **Me RUEL:** Vous faites état de divergence.  
7 Vous êtes avocat; vous savez que la divergence fait partie  
8 du travail quotidien. Est-ce que c'était des divergences  
9 par respect ou des divergences -- on parle de divergence  
10 normale ou d'une divergence d'un autre ordre?

11 **M. MARLEAU:** Non, j'irais pas jusqu'à dire  
12 que c'était d'un autre ordre. Je suis avocat; j'ai souvent  
13 des divergences avec des avocats de la partie adverse, mais  
14 dans l'équipe, disons que pour des divergences d'équipe,  
15 j'aurais pensé peut-être que c'est des choses qu'ils  
16 auraient pu régler ailleurs que devant moi.

17 **Me RUEL:** Est-ce que vous savez si ça s'est  
18 -- par exemple, cette question-là, est-ce que ça s'est  
19 réglé? Je présume que ces gens-là se rapportaient à des  
20 supérieurs. Est-ce que cette question-là ou d'autres se  
21 sont -- ont été portées à des échelons supérieurs?

22 **M. MARLEAU:** Bien, à l'époque, on ne m'a pas  
23 informé de ça.

24 **Me RUEL:** Est-ce qu'il y a eu d'autres  
25 commentaires que vous souhaitez faire sur la dynamique des

1 relations entre les procureurs?

2 **M. MARLEAU:** Bien, dans le dossier de  
3 Lapierre, surtout dans les passages où il a témoigné et  
4 qu'il admettait connaître les abus et d'en avoir parlé avec  
5 l'évêque, il me semble qu'il y avait une porte très large  
6 d'ouverte là que la Couronne n'a pas compris.

7 **Me RUEL:** Vous faites référence au passage  
8 dont on a discuté hier qui traitait du ---

9 **M. MARLEAU:** De la connaissance de Hollis  
10 Lapierre.

11 **Me RUEL:** --- de Hollis Lapierre.

12 Mais ça, est-ce que ça a un lien avec --  
13 c'était Godin qui était le procureur ---

14 **M. MARLEAU:** C'était Godin qui était le  
15 procureur.

16 **Me RUEL:** Est-ce que cela a un lien avec  
17 Shelley Hallett?

18 **M. MARLEAU:** Pas du tout.

19 **Me RUEL:** Donc, quel est le point que vous  
20 voulez faire là-dessus?

21 **M. MARLEAU:** Parler du travail de la  
22 Couronne.

23 **Me RUEL:** Travail de la Couronne, de Godin  
24 en particulier. Donc vous auriez aimé qu'il ---

25 **M. MARLEAU:** Oui, il me semble que c'est --

1 ce point de vue là aurait dû être exploré un peu plus.

2 Me RUEL: Pour quelle raison?

3 M. MARLEAU: Pour toutes les raisons qu'on a  
4 apprises sur le contre-interrogatoire.

5 Me RUEL: C'est-à-dire?

6 M. MARLEAU: C'est-à-dire que quand tu as  
7 percé une brèche dans le témoignage en contre-  
8 interrogatoire de la personne -- ça ne faisait pas de sens  
9 cette histoire-là. Avec un peu plus de questionnement et  
10 ainsi de suite, je pense qu'on aurait peut-être arrivé à ce  
11 que Lapierre s'ouvre plus.

12 Me RUEL: Excusez-moi, j'ai manqué ---

13 LE COMMISSAIRE: S'ouvre plus.

14 M. MARLEAU: S'ouvre plus, oui.

15 Me RUEL: Donc il n'est pas allé assez loin.

16 C'est votre ---

17 M. MARLEAU: C'est mon opinion.

18 Me RUEL: Il a contre interrogé quand même  
19 sur le sujet. La question est sortie en contre-  
20 interrogatoire?

21 M. MARLEAU: Oui.

22 Me RUEL: Est-ce que vous avez quelque chose  
23 à indiquer sur le témoignage -- pas le témoignage -- la  
24 relation entre les procureurs de la Couronne et les  
25 policiers?

1                   **M. MARLEAU:** Les policiers n'aimaient pas  
2 beaucoup Maître Hallett.

3                   **Me RUEL:** C'est votre perception?

4                   **M. MARLEAU:** C'est pas juste ma perception;  
5 c'est des remarques que j'ai entendues et ainsi de suite.  
6 Ça relève peut-être des personnalités de chacun, mais cela  
7 a été exprimé souvent.

8                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous disait pourquoi?

9                   **M. MARLEAU:** On faisait la différence entre  
10 les gens qui viennent de Toronto et les gens qui viennent  
11 pas de Toronto.

12                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous disait pourquoi,  
13 quel était le fondement de cette affirmation-là?

14                   **M. MARLEAU:** Je pense que c'était plus  
15 l'attitude et la direction, la façon de travailler avec ces  
16 policiers de Maître Hallett qui ne leur plaisait pas. La  
17 façon de travailler de Maître Godin leur plaisait plus.  
18 J'ai pas à faire de -- ce n'est pas moi qui a à faire  
19 l'appréciation de ça mais vous demandez la question,  
20 comment cela allait entre -- c'était ça.

21                   **Me RUEL:** Ça, je présume que c'était un  
22 travail d'équipe. Est-ce que vous aviez l'impression que -  
23 --

24                   **M. MARLEAU:** Non, il n'y avait pas de -- je  
25 sentais qu'il n'y avait pas beaucoup de collusion, pas de



1 collusion mais de -- les rapports étaient assez froids dans  
2 ce sens-là.

3 **Me RUEL:** Froid entre les ---

4 **M. MARLEAU:** Entre les policiers et Maître  
5 Hallett surtout alors qu'ils étaient beaucoup plus chauds  
6 avec Maître Godin.

7 **Me RUEL:** Est-ce que ces considérations-là,  
8 soit les divergences de vue entre Maître Godin et Hallett  
9 et les perceptions des policiers face à Maître Hallett ont,  
10 à votre connaissance -- ou est-ce que vous avez une  
11 impression que cela a pu avoir un impact sur le déroulement  
12 soit de l'enquête policière, soit des poursuites  
13 criminelles?

14 **M. MARLEAU:** Je ne saurais pas dire.

15 **Me RUEL:** Vous avez parlé de -- j'ai compris  
16 que c'est les policiers qui semblaient avoir moins  
17 d'atomes crochus, si vous me permettez de reformuler votre  
18 affirmation, avec Maître Hallett. Est-ce que c'était ---

19 **M. MARLEAU:** Les Couronnes aussi, il n'y  
20 avait pas d'atomes crochus entre eux.

21 **Me RUEL:** Les Couronnes, entre eux?

22 **M. MARLEAU:** M'hm.

23 **LE COMMISSAIRE:** N'avaient pas de quoi?

24 **M. MARLEAU:** D'atomes crochus. C'est une  
25 expression qui veut dire que la compatibilité et le ---

1                   **LE COMMISSAIRE:** Était moindre.

2                   **M. MARLEAU:** Était moindre. En général,  
3                   cette expression-là on s'en sert quand les gens ont  
4                   beaucoup de misère à s'entendre.

5                   **LE COMMISSAIRE:** O.k. Correct.

6                   **Me RUEL:** Les policiers, donc, face à Maître  
7                   Hallett, est-ce que vous pouvez nommer -- est-ce que c'est  
8                   certains policiers ou est-ce que c'est tous les policiers?

9                   **M. MARLEAU:** Je pense que c'était plus Pat  
10                  Hall et Dupuis et -- en tous les cas, une certaine partie  
11                  de ça aussi à part le côté personnel, je pense, venait du  
12                  dossier Dunlop, avec recul, parce que j'ai posé des  
13                  questions moi à savoir pourquoi on voulait pas que je lui  
14                  parle, ainsi de suite et j'avais pas beaucoup de réponses,  
15                  mais j'ai fini par voir qu'il y avait un certain désaccord  
16                  entre la police et la Couronne dans quelle direction  
17                  prendre par rapport à l'implication de Dunlop dans ce  
18                  dossier et probablement dans d'autres dossiers que Maître  
19                  Hallett avait, mais ça apparaissait dans le mien aussi.

20                  **Me RUEL:** Pouvez-vous donner des détails sur  
21                  les divergences de vue à cet égard?

22                  **M. MARLEAU:** Bien, probablement que  
23                  l'épisode où Monsieur Dunlop m'a appelé pour -- en relation  
24                  avec ses notes, je venais de -- probablement de directives  
25                  de Maître Hallett aux policiers. Il y avait un malaise à

1 ce niveau-là. Je pourrais pas vous l'expliquer tout en  
2 détail mais il y avait un malaise.

3 **Me RUEL:** Monsieur Marleau, la question du  
4 consentement, on en a déjà discutée. Ça a été un élément  
5 important dans les -- en particulier dans les poursuites  
6 qui ont procédé contre Ken Martin et Sandy Lawrence. Vous  
7 êtes au courant de ça?

8 **M. MARLEAU:** Oui, je suis au courant de ça.

9 **Me RUEL:** On a vu un document un petit peu  
10 plus tôt aujourd'hui qui faisait référence à une  
11 conversation en présence d'Alain Godin où on vous informe  
12 de la question de l'âge de consentement qui était de 14 ans  
13 à l'époque. Vous vous souvenez de ça?

14 **M. MARLEAU:** Oui, je me souviens de ça.

15 **Me RUEL:** Et les policiers avant ça vous  
16 avaient posé des questions sur la question du consentement  
17 et la première fois, on a établi hier que c'était lors  
18 d'une conversation téléphonique avec le policier Séguin le  
19 13 -- au mois de mai 1998.

20 **M. MARLEAU:** Oui.

21 **Me RUEL:** Est-ce que -- je vais vous montrer  
22 un document qui ne provient pas de vous, donc vous ne  
23 pourrez pas l'identifier, mais je voudrais savoir -- je  
24 vais vous poser quelques questions sur ce document-là pour  
25 vérifier si on a soulevé avec vous certains des points qui

1 y sont mentionnés. C'est la Pièce 176.

2 Il s'agit d'un document daté du 7 mai '98 de  
3 Robert Pelletier, Crown Attorney, Procureur de la Couronne,  
4 à Tim Smith qui était, à cette époque-là, detective  
5 inspector de la Police provinciale de l'Ontario. Donc,  
6 vous connaissez pas -- vous n'avez jamais vu ---

7 **M. MARLEAU:** Tim Smith, non.

8 **Me RUEL:** Je parle du document. Ce n'est  
9 pas un document ---

10 **M. MARLEAU:** Ce document-là, je l'avais  
11 jamais vu avant la semaine passée.

12 **Me RUEL:** Et à la première page, pour vous  
13 expliquer un peu le contexte, ce qu'on fait dans ce  
14 document-là, de ce que j'en comprends, c'est que le  
15 procureur de la Couronne a revu les -- ce qu'on appelle les  
16 Crown briefs ici en Ontario ---

17 **M. MARLEAU:** Vous parlez de quelle Couronne?

18 **Me RUEL:** Bien, la Couronne ici semble être  
19 Robert Pelletier qui a revu les Crown briefs ; c'est-à-dire  
20 toute l'information disponible relative à l'enquête avec  
21 les motifs, en fait, qui, d'après ce que je comprends,  
22 justifient de procéder avec une plainte criminelle. Donc  
23 il aurait visé le travail des policiers concernant  
24 plusieurs accusés dont plusieurs qui -- en fait, accusés  
25 présumés, parce qu'à ce moment-là ces gens-là n'étaient pas

1 encore accusés. Et il donnait des opinions, en fait, sur  
2 l'opportunité oui ou non de procéder à l'enquête  
3 préliminaire avec certains accusés. Et on parle du Docteur  
4 Peachey, le premier point.

5 **M. MARLEAU:** M'hm.

6 **Me RUEL:** Et on mentionne dans le paragraphe  
7 -- un petit peu plus loin que le milieu du paragraphe --

8 "From my review of the statements it  
9 does not appear as though Marleau was  
10 challenged specifically on the issue of  
11 consent. He was clearly of an age of  
12 legal consent even in the '60s and it  
13 maybe that he would be well advised to  
14 confront Marleau with such a suggestion  
15 in order to obtain his views. On the  
16 other hand, the general tenor of  
17 Marleau's statement is such that he was  
18 not a fully willing participant."

19 Ma question c'est est-ce qu'on vous a -- on  
20 parle ici de vous confronter. Est-ce qu'on vous a  
21 confronté sur ces -- pour utiliser le langage du procureur  
22 Pelletier, est-ce qu'on vous a confronté sur cette  
23 question-là?

24 **M. MARLEAU:** À part les documents qu'on a  
25 lus ce matin, cela a été l'étendue de ce qu'il y a eu sur

1 le consentement.

2 Me RUEL: Ces documents-là suivent --  
3 d'après la chronologie, ce document-là est du 7 mai ---

4 M. MARLEAU: Quelques semaines après.

5 Me RUEL: Quelques semaines après.

6 Il y a d'autres commentaires sur les autres  
7 accusés ou les autres accusés à venir ou autres accusations  
8 à venir et dans le cas de Lawrence ---

9 M. MARLEAU: Ils étaient tous accusés à ce  
10 moment-là.

11 Me RUEL: Pardon?

12 M. MARLEAU: Ils étaient tous accusés à ce  
13 moment-là.

14 Me RUEL: Je ne pense pas, Monsieur Marleau,  
15 parce que c'était le 7 mai '98 et les accusations ---

16 M. MARLEAU: Vous avez raison.

17 Me RUEL: --- sont venues en juillet.

18 Et à la page 3 du document on parle de  
19 George -- Sanford Lawrence, Sandy Lawrence, puis dans le  
20 paragraphe -- le paragraphe commence comme suit:

21 "Comments previously made in relation  
22 to the issue of consent arise in this  
23 particular case."

24 Et un peu plus bas:

25 "As mentioned..."

1       À la fin, la dernière phrase:

2                               "...in the cases of Peachey and Martin,  
3                               I would recommend that Marleau, who is  
4                               legally trained, be advised of the  
5                               apparent difficulties with these  
6                               prosecutions in order to obtain his  
7                               fully informed views on the matter."

8                               Donc, est-ce qu'on a -- est-ce qu'on vous a  
9       avisé des difficultés apparentes en relation avec ces  
10      poursuites et obtenu votre, si je traduis, consentement  
11      pleinement ---

12                              **M. MARLEAU:** Éclairé?

13                              **Me RUEL:** --- éclairé sur la question?

14                              **M. MARLEAU:** Les discussions qu'il y a pu y  
15      avoir étaient de l'ordre de ce qu'on a vu dans les comptes  
16      rendus, mais il ressortait toujours des discussions avec  
17      Monsieur Godin et Madame Hallett qu'il existait une  
18      jurisprudence à l'effet qu'en faisait la preuve du  
19      "grooming" on pouvait passer par-dessus ces embûches-là.  
20      C'est ce que j'ai compris de nos discussions. À part ça,  
21      je n'ai pas eu d'autres discussions sur ça.

22                              **Me RUEL:** Le processus judiciaire, de façon  
23      générale, ça a débuté en juillet '98 quand les accusations  
24      ont été déposées. Les jugements ont été rendus en 2001, si  
25      je ne m'abuse, à l'automne 2001 pour les trois accusés

1 restants. Donc, c'est une durée -- de '98, ça fait trois  
2 ans avant d'obtenir une résolution.

3 Est-ce que vous avez des commentaires à  
4 faire sur le délais de trois ans en ce qui concerne les  
5 procédures judiciaires et les explications des points qui  
6 vous ont été fournis relativement à ces délais-là s'il y a  
7 lieu?

8 **M. MARLEAU:** Je ne suis pas prêt à dire que  
9 c'était indûment long, mais quand on est à la position que  
10 moi j'étais par rapport au dossier, c'est sûr que j'ai  
11 trouvé ça long. Certaines des longueurs ont été causées  
12 par la défense, c'est sûr. Mais j'ai surtout trouvé long  
13 qu'on arrive à l'enquête préliminaire juste un an après que  
14 les dénonciations avaient été faites, alors que les  
15 dénonciations avaient été faites l'année d'avant. Ça, j'ai  
16 trouvé ça long.

17 **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a donné des  
18 explications au sujet du délais, premier point?

19 **M. MARLEAU:** Des explications ---

20 **Me RUEL:** Et est-ce que vous en avez  
21 demandées?

22 **M. MARLEAU:** Oui, c'est sûr que j'en ai  
23 demandées. Autre ce que j'ai mentionné tantôt qu'on me  
24 disait qu'il y avait une Couronne qui avait été nommée et  
25 puis que ça fonctionnait pas parce qu'il y avait un conflit



1 d'intérêt ou que c'était trop proche de la ville de  
2 Cornwall, je me souviens pas exactement pourquoi, mais il y  
3 avait quelqu'un qui avait été nommé et qui avait commencé à  
4 se saisir des dossiers parce que ça n'a pas fonctionné,  
5 avec qui j'ai jamais eu de rencontre.

6 Après, on m'a souvent parlé que le juge en  
7 chef à Ottawa avait de la misère à trouver des juges  
8 bilingues pour entendre les dossiers vu que je procédais en  
9 français.

10 **Me RUEL:** Donc, vous avez témoigné en  
11 français dans les procédures?

12 **M. MARLEAU:** J'ai témoigné en français mais  
13 avec interprète.

14 **Me RUEL:** Donc, ça a été -- c'est de  
15 l'information que vous avez eue de qui ça?

16 **M. MARLEAU:** Ça, j'ai eu ça autant de la  
17 Couronne que des policiers.

18 **Me RUEL:** Puis je crois que vous avez  
19 répondu. Je vous ai demandé est-ce que vous avez demandé  
20 des informations au sujet des délais?

21 **M. MARLEAU:** Oui, c'est les réponses que  
22 j'ai eues.

23 **Me RUEL:** C'est ça, suite à des ---

24 **M. MARLEAU:** Suite à des demandes, parce que  
25 je trouvais que c'était long.

1                   Il faut dire que j'étais préoccupé  
2                   d'ailleurs. J'ai retardé mon départ sur le Costa Rica, mon  
3                   établissement au Costa Rica à l'époque et comme je voyais  
4                   que ça avançait pas, je suis parti et je suis revenu du  
5                   Costa Rica pour mes procès entre les deux.

6                   **Me RUEL:** Vous êtes parti à quel moment?

7                   **M. MARLEAU:** En 2000. Je suis parti en  
8                   février 2000 et j'ai dû revenir en juillet pour commencer à  
9                   me préparer pour ça. C'était à l'automne, je crois.

10                  **Me RUEL:** Est-ce que c'était votre premier  
11                  départ pour le -- départ de façon ---

12                  **M. MARLEAU:** Définitive.

13                  **Me RUEL:** --- définitive pour le Costa Rica,  
14                  juillet 2000? Vous avez indiqué juillet 2000, je pense?

15                  **M. MARLEAU:** Non, je suis parti en -- les  
16                  procès ont eu lieu en 2001?

17                  **Me RUEL:** Les procès ont eu lieu en 2001,  
18                  oui.

19                  **M. MARLEAU:** En 2001. Donc, je suis parti à  
20                  l'automne 2000 pour revenir en juillet ou à la fin juin,  
21                  début juillet. Les procès ont eu lieu en octobre ou en  
22                  septembre.

23                  **Me RUEL:** À l'automne.

24                  **M. MARLEAU:** À l'automne, c'est ça.

25                  **Me RUEL:** Donc, vous êtes revenu en juillet

1 de l'année suivante, donc 2000.

2 **M. MARLEAU:** L'année suivante et je suis  
3 redescendu. Il faut dire que je faisais ça en voiture à  
4 l'époque.

5 **Me RUEL:** Est-ce qu'à aucun moment votre  
6 séjour au Costa Rica a contribué à retarder le début des  
7 procès ou les procédures judiciaires?

8 **M. MARLEAU:** En aucun moment. En aucun  
9 moment.

10 **Me RUEL:** Donc, quand on vous a demandé  
11 d'être disponible, vous êtes venu?

12 **M. MARLEAU:** Autant pour les procès au  
13 Québec par la suite qu'ici.

14 **Me RUEL:** Il y a deux accusés qui sont  
15 décédés au cours -- on a déjà établi ça -- au cours du  
16 processus judiciaire, Roch Landry et le Docteur Peachey,  
17 c'est ça?

18 **M. MARLEAU:** M'hm.

19 **Me RUEL:** Est-ce qu'il y a eu des -- on va  
20 parler des procès, des enquêtes préliminaires. Est-ce  
21 qu'il y a eu des tentatives de règlement, à votre  
22 connaissance, des dossiers criminels?

23 **M. MARLEAU:** Dans les premières discussions  
24 que j'ai eues avec la Couronne, il a été question de voir  
25 s'il pourrait y avoir des plaidoyers de culpabilité. Dans

1 les discussions que j'ai eues avec les Couronnes, ils  
2 devaient faire des tentatives auprès de Maître Donihee qui  
3 représentait ---

4 **Me RUEL:** Maître Donihee?

5 **M. MARLEAU:** Donihee, je crois, qui  
6 représentait -- un avocat local ici qui représentait  
7 Monsieur Landry, parce que tous les autres étaient  
8 représentés par Maître Johnson et Donihee était représenté  
9 -- Landry était représenté par un autre avocat. La  
10 Couronne me disait que c'était une stratégie qu'ils ne  
11 soient pas tous représentés parce que Monsieur Landry avait  
12 moins de chance d'invoquer des choses sur le consentement  
13 et qu'ils allaient faire une tentative de règlement en  
14 pensant qu'il pourrait peut-être y avoir un plea bargaining  
15 sur la sentence en échange d'informations par rapport aux  
16 autres accusés.

17 **Me RUEL:** Ça n'a pas eu lieu?

18 **M. MARLEAU:** J'en n'ai jamais eu de  
19 nouvelles.

20 **Me RUEL:** Vous parlez -- dans ce cas-là  
21 c'était avec Landry?

22 **M. MARLEAU:** Oui. Puis c'est la seule fois  
23 où j'ai entendu parler de possibilité de faire un deal avec  
24 ---

25 **Me RUEL:** Vous savez qu'il y a eu -- vous me

1           confirmeriez qu'il y a eu deux enquêtes préliminaires, une  
2           dans le cas de Roch Landry qui a eu lieu les 17 et 18 mai  
3           '99 devant le Juge Gilles Renaud ici à Cornwall, je pense,  
4           et Landry a été renvoyé à procès par le juge le 18 mai '99.  
5           Est-ce que vous ---

6                       **M. MARLEAU:** Oui, je me souviens. Je me  
7           souviens pas si l'enquête devait être commune ou si on a  
8           manqué de temps et puis que ça a été re-cédulé, mais dans  
9           ma tête à moi c'était une enquête qui devait être commune,  
10          mais ça s'est passé comme vous me le dites.

11                      **Me RUEL:** Et par la suite il y a eu une  
12          autre -- d'après les informations que nous avons, il y a eu  
13          une deuxième enquête préliminaire qui a suivi immédiatement  
14          celle de Roch Landry pour les poursuites de Paul Lapierre,  
15          Sandy Lawrence, Ken Martin et le Docteur Peachey -- Arthur  
16          Peachey, qui s'est déroulée devant le même juge du 19 au 27  
17          mai '99 et le 27 mai '99, le juge a renvoyé tous les  
18          accusés à procès. Est-ce que c'est exact de dire ça?

19                      **M. MARLEAU:** Oui, c'est exact.

20                      **Me RUEL:** Je voudrais vous montrer un  
21          document et c'est pour le bénéfice de -- votre bénéfice,  
22          Monsieur le Commissaire, pour qu'on puisse voir un peu  
23          qu'est-ce qui s'est passé à l'enquête préliminaire. C'est  
24          à la page -- pardon, c'est la Pièce 159.

25                      **LE COMMISSAIRE:** Quelle pièce encore?

1                   **Me RUEL:** Cent cinquante-neuf (159).

2                   **LE COMMISSAIRE:** Quelle page?

3                   **Me RUEL:** C'est à la page 87 de la  
4 transcription.

5                   **LE COMMISSAIRE:** Excusez, 87?

6                   **Me RUEL:** De la transcription. Il s'agit de  
7 la transcription de l'enquête préliminaire de Paul Lapierre  
8 et autres du 27 mai '99 et la page de la transcription  
9 c'est 87 et ça débute par "Reasons for Committal".

10                   **LA GREFFIÈRE:** C'est quoi le Bates page?

11                   **Me RUEL:** Bates page c'est le 1035436.

12                   Donc, il s'agit, Monsieur Marleau, de la  
13 décision du juge de l'enquête préliminaire de renvoyer à  
14 procès -- son renvoi à procès du Docteur Peachey, et pour  
15 vous mettre en contexte, on traite -- le juge traite  
16 d'abord -- et c'est mentionné "Juge Renaud, orally":

17                   "Dealing firstly with the original  
18 information, Count number 1 that  
19 alleges that Dr. Peachey did commit an  
20 act of gross indecency..."

21 Et à la page suivante, dans le premier paragraphe à la fin:

22                   "Me Marleau's evidence is tremendously  
23 impressive. There is evidence to  
24 indicate that the individual did not  
25 consent, as that was understood at the

1 time and as it is now understood  
2 pursuant to the Ewanchuck decision, the  
3 definition of consent which was binding  
4 at that time and which is binding today  
5 has always included an element of  
6 absence of fraud, that there is no  
7 undue influence, that there was no  
8 duress and that indeed the individual  
9 not only took a willing part but did so  
10 'en pleine connaissance de cause', to  
11 use the French expression to describe  
12 the person's understanding. In this  
13 case, there is evidence to suggest that  
14 any free will that Maître..."

15 Maître, c'est vous ça.

16 "...enjoyed at that time had overborne  
17 by his prior victimization dating back  
18 a number of years, and there is  
19 evidence to suggest that that would  
20 have been known to the individual  
21 involved."

22 Donc, je présume, Monsieur Marleau, que vous  
23 étiez -- les jugements ou la décision, évidemment, ce n'est  
24 pas une décision de procès. Le standard n'est pas le même.  
25 Vous êtes conscient de ça.

1 M. MARLEAU: M'hm.

2 Me RUEL: Est-ce que vous étiez satisfait  
3 des décisions de renvoyer les accusés à procès?

4 M. MARLEAU: Moi, c'est sûr que j'étais  
5 content de la chose et qu'au moins, *prima facie*, on  
6 retienne les charges, c'est sûr.

7 Me RUEL: Je veux attirer votre attention  
8 sur un commentaire, et je vais le relire. Le juge  
9 mentionne:

10 "In this case there is evidence to  
11 suggest that any free will had  
12 overborne by his prior victimization  
13 dating back a number of years..."

14 Est-ce que je me trompe ou ça semble référer  
15 à la question dont on a discuté un peu plus tôt hier, la  
16 question du "grooming"?

17 M. MARLEAU: Je pense que le Juge Renaud,  
18 contrairement aux autres juges, a eu la preuve devant lui  
19 de la séquence des événements, ce qui a été empêché dans  
20 les autres procès.

21 Me RUEL: Donc, ma lecture des  
22 transcriptions indique que -- vous me corrigerez, mais je  
23 pense que c'est ce que vous venez de dire -- il y a eu une  
24 preuve faite au sujet de la séquence Landry, Paul Lapierre,  
25 Scott, Martin, Lawrence, Hollis Lapierre, Peachey et



1 Benoit.

2 Donc, vous avez eu la chance de raconter  
3 votre histoire du début jusqu'à la fin à l'enquête  
4 préliminaire. N'est-ce pas?

5 **M. MARLEAU:** C'est en plein ça. Ce qui ne  
6 s'est pas répété au ---

7 **Me RUEL:** Ce qui ne s'est pas répété par la  
8 suite.

9 **M. MARLEAU:** Par la suite.

10 **Me RUEL:** Nous allons examiner ça, dans  
11 quelques minutes.

12 **LE COMMISSAIRE:** Est-ce qu'on devrait  
13 prendre la pause de l'après-midi à ce moment-ci?

14 **Me RUEL:** Oui.

15 **LE COMMISSAIRE:** Parfait. Merci.

16 --- Upon recessing at 3:15 p.m./

17 L'audience est suspendue à 15h15

18 --- Upon resuming at 3:41 p.m./

19 L'audience est reprise à 15h41

20 **LE COMMISSAIRE:** Maître Ruel.

21 **CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous le même serment:**

22 **EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN-CHEF PAR Me RUEL**

23 **(cont'd/suite):**

24 **Me RUEL:** Monsieur Marleau, la pièce 159,  
25 encore une fois, qui est le même document que nous

1 discussions, à la page 100 de la transcription; donc c'est  
2 l'enquête préliminaire les <Reasons for Committal>.

3 **M. MARLEAU:** M'hm.

4 **Me RUEL:** Dans *Lapierre* et autres, page 100,  
5 dans les deux derniers paragraphes. Madame la Greffière,  
6 avez-vous besoin des pages Bates?

7 **LA GREFFIÈRE:** Non, je les ai ici.

8 **Me RUEL:** Et ça, le Juge Renaud traitait --  
9 je vais juste vous lire ce passage-là -- de ses motifs pour  
10 citer à procès Ken Martin et dans le deuxième paragraphe,  
11 dernière phrase:

12 "In those circumstances, there is evidence to  
13 suggest a complete absence of consent, and I  
14 frame within the negative as I understand the  
15 *Ewanchuck* decision and decisions that were  
16 enforced at the relevant time, there is not  
17 evidence of consent that one has to look for, it  
18 is evidence of non-consent. There is in this  
19 case, abundant evidence of non-consent dealing,  
20 not just with the disparity in terms of age,  
21 disparity in terms of social status, how it is  
22 that someone finds himself under someone else's  
23 roof."

24 Est-ce que vous vous souvenez de cela?

25 **M. MARLEAU:** Oui.

1                   **Me RUEL:** Maintenant, Monsieur Marleau, ces  
2                   individus-là ont été cités à procès. Deux sont décédés et  
3                   les procès ont eu lieu à l'automne 2001. Le procès de Paul  
4                   Lapierre a débuté le 4 septembre 2001. Est-ce que, pour ce  
5                   qui est de la préparation des procès, je comprends que vous  
6                   traitez essentiellement avec le -- exclusivement avec le  
7                   procureur Godin, pour les trois accusés restant.

8                   **M. MARLEAU:** Oui, à partir du décès de  
9                   Monsieur Peachey, je n'ai pas revu Madame Hallett.

10                  **Me RUEL:** Est-ce que vous avez des  
11                  commentaires à faire sur le travail de préparation, en vue  
12                  des procès et des interactions que vous auriez pu avoir  
13                  avec le procureur Godin avant les procès?

14                  **M. MARLEAU:** Pendant la préparation, je  
15                  trouvais qu'à part les commentaires que j'ai pu faire sur  
16                  la preuve d'experts, je trouvais que les choses allaient  
17                  bien et je me suis confié entre les mains de la Couronne.  
18                  Il semblait savoir où il s'en allait surtout avec la  
19                  théorie du <grooming> qui semblait avoir passé un certain  
20                  test au niveau de l'enquête préliminaire.

21                  Par contre, dans le déroulement du procès,  
22                  ce n'est pas du tout ça qui est arrivé.

23                  **Me RUEL:** Qu'est-ce que vous voulez dire?

24                  **M. MARLEAU:** Bien, c'est que la possibilité  
25                  de mettre cette théorie de l'avant devant les juges qui

1 instruisaient les dossiers, ça n'a pas été fait.

2 **Me RUEL:** Est-ce que c'est exact de dire et  
3 on va regarder les pages de la transcription au procès de  
4 Paul Lapierre, qu'il n'y a eu de preuve que sur -- dans la  
5 chaîne des événements -- Landry, Paul Lapierre et Don  
6 Scott, dans le procès de Paul Lapierre?

7 **M. MARLEAU:** Je ne me souviens pas si ça  
8 s'est rendu jusqu'à Don Scott, mais règle générale, ça  
9 s'arrêtait à l'accusé.

10 **Me RUEL:** Je vais vous demander de --  
11 d'abord juste un point avant pour comprendre le contexte,  
12 je pense qu'on a déjà établi ça juste pour les fins de  
13 cette discussion, Paul Lapierre a témoigné au procès?  
14 Donc, on a établi ça?

15 **M. MARLEAU:** Oui.

16 **Me RUEL:** Et, il a nié toute activité de  
17 nature sexuelle avec ---

18 **M. MARLEAU:** À mon égard, oui.

19 **Me RUEL:** À votre égard. Il n'a pas nié  
20 vous connaître?

21 **M. MARLEAU:** Il n'a pas nié me connaître.  
22 Il disait qu'il m'avait connu à travers d'autres prêtres.  
23 Il savait qui j'étais et a essayer de dépeindre un portrait  
24 assez lugubre de mes habitudes et ainsi de suite, mais que  
25 rien de ça l'impliquait.

1                   **Me RUEL:** Je vais vous exhiber la pièce 160

2                   ---

3                   **M. MARLEAU:** M'hm.

4                   **Me RUEL:** --- qui est la transcription du  
5                   procès, dans le dossier Paul Lapierre, en date du 4  
6                   septembre 2001.

7                   **M. MARLEAU:** À quelle page?

8                   **Me RUEL:** À la page 81 de la transcription.  
9                   Madame la Greffière, c'est 1130611.

10                  **M. MARLEAU:** Quatre vingt treize (93) vous  
11                  dites?

12                  **Me RUEL:** Quatre vingt un (81).

13                  **M. MARLEAU:** Oui.

14                  **Me RUEL:** Donc, dans le bas de la page, le  
15                  procureur Godin vous demande, indiquant monsieur Lapierre  
16                  qui est devant la Cour,

17                                 <Monsieur le Juge, comment êtes-vous

18                                 venu à connaître monsieur Lapierre?>

19                                 <C'est Roch Landry qui me l'a

20                                 introduit.>

21                  Et, à ce moment-là, le procureur Godin répond:

22                                 <À ce point-ci, Monsieur le Juge, je

23                                 vais explorer. Je ne veux pas aller en

24                                 grands détails, mais des liens que

25                                 Monsieur Marleau aurait eus avec

1 Monsieur Landry afin d'expliquer ce qui  
2 se passait dans sa tête. Parce que  
3 juste simplement donner un portrait  
4 d'allégations avec Monsieur Lapierre  
5 laisserait un vide.>

6 Et là, il y a eu une -- vous avez quitté la salle. Dans le  
7 milieu de la page on voit ça, à la page 82:

8 <On va vous excuser, Monsieur Marleau,  
9 pour quelques minutes...>

10 **M. MARLEAU:** Ok. Je le vois.

11 **Me RUEL:** Et, à la page 83, vous n'étiez pas  
12 là, mais je vais vous le montrer parce que peut-être vous  
13 avez lu la transcription ou on vous a fait rapport de ce  
14 qui s'est discuté, peut-être après le procès par exemple.

15 Et on parle dans le paragraphe où monsieur  
16 Godin parle, dans le milieu, il parle de:

17 "It's a type of theory of grooming,  
18 your Honour, as to being passed on from  
19 one person to another, hence the  
20 necessity for you to get the complete  
21 picture and not just get a small  
22 snapshot of the reality that was going  
23 on for Mr. Marleau at the time."

24 Est-ce que vous êtes au courant de ces représentations-là  
25 ou c'est la première fois que vous lisez ceci?

1                   **M. MARLEAU:** C'est la première fois que je  
2                   lis ça, parce que les transcriptions des procès, je ne les  
3                   avais pas vues avant aujourd'hui.

4                   **Me RUEL:** Il y a eu un débat sur cette  
5                   question-là et à la page 98, donc le Juge Lalonde et dans  
6                   le deuxième paragraphe, le Juge indique:

7                                    "At this point..."

8                   Et, la question c'était de savoir si la  
9                   preuve, que la Couronne pouvait faire cette preuve-là,  
10                  c'est-à-dire, la séquence des gens qui vous auraient abusé  
11                  et le Juge mentionne:

12                                    "At this point in time, I will allow  
13                                   the Crown to proceed reserving my right  
14                                   to stop the Crown at any time if it  
15                                   turns out that it is a waste of  
16                                   everybody's time, as not being remotely  
17                                   relevant material."

18                  Êtes-vous au courant de ça?

19                  **M. MARLEAU:** Non, vous me l'apprenez.

20                  **Me RUEL:** À la page 101, donc dans le milieu  
21                  de la page, Monsieur Godin vous demande:

22                                    <Monsieur Marleau, vous nous avez  
23                                   indiqué auparavant que Monsieur Landry  
24                                   vous a introduit à Monsieur Lapierre.  
25                                   Est-ce correct?>

1 <C'est bien ça.>

2 Donc, là on fait la chaîne de Landry à  
3 Lapierre.

4 Et, le prochain document que j'aimerais vous  
5 montrer, c'est la pièce 161, qui est la continuation du  
6 procès. C'est à la page 14 de la transcription. Madame la  
7 Greffière, ça va aller?

8 Dans le bas de la page, on vous pose  
9 toujours en interrogatoire par Maître Godin, dans le bas,  
10 deux dernières lignes:

11 **M. MARLEAU:** Oui.

12 **Me RUEL:**

13 <Comment en êtes-vous venu à connaître  
14 Don Scott?>

15 <C'est Paul Lapierre qui me l'a  
16 introduit.>

17 Donc, on a parlé de Don Scott.

18 **M. MARLEAU:** M'hm.

19 **Me RUEL:** Et à la page 22, on vous pose la  
20 question dans le bas de la page:

21 <Connaissez-vous Ken Martin?>

22 <Oui.>

23 Et, il y a une objection qui est faite. Est-ce que c'est  
24 votre souvenir?

25 **M. MARLEAU:** Ça fait quand même sept ans,



1       mais ---

2                   **LE COMMISSAIRE:** Et vous auriez été demandé  
3 de quitter la chambre pour une deuxième fois -- la salle  
4 d'audience. Est-ce que ---

5                   **M. MARLEAU:** Sûrement que c'est ça, oui.

6                   **Me RUEL:** Ce qui a été décidé, c'est à la  
7 page 28; c'est que je vais vous expliquer. Je ne sais pas  
8 si vous vous souvenez de la situation. Vous me  
9 l'indiquerez. Le procureur Johnson représentait Ken Martin  
10 et le Docteur Peachey et ce qu'il indiquait c'est que s'il  
11 avait de la preuve sur ces individus-là, ça pourrait faire  
12 en sorte de le placer en situation de conflit d'intérêt,  
13 puisqu'il aurait potentiellement à faire témoigner ces  
14 gens-là. Et le Juge a déterminé qu'il n'entendrait pas  
15 cette preuve-là, à ce moment-ci.

16                   Et un petit peu plus loin, à la page 30, 29  
17 et 30, il y a eu un débat sur le Docteur Peachey. Et en  
18 haut, le Juge mentionne:

19                   "Is there any necessity for me to  
20 receive that?"

21 Et, un peu plus bas dans la même page:

22                   "So necessity makes a factor and you  
23 have to guide me on your position of  
24 necessity."

25 Et, on voit qu'est-ce que le procureur Godin répond. Et

1 l'interrogatoire reprend et je comprends qu'il n'y a pas eu  
2 de questions additionnelles sur les autres individus et,  
3 d'après ce que je comprends, le procureur Godin n'a pas  
4 donné d'argument supplémentaire sur la nécessité de faire  
5 cette preuve-là.

6 Est-ce que c'est ---

7 **M. MARLEAU:** Ça semble être une bonne  
8 compréhension.

9 **Me RUEL:** Est-ce que vous vous souvenez de  
10 ça ou c'est --?

11 **M. MARLEAU:** Vous savez, j'ai fait tellement  
12 d'interrogatoires dans cette période-là que -- mais ce que  
13 je retiens, c'est que la théorie du <grooming> n'a pas été  
14 procédée.

15 **Me RUEL:** Dans l'affaire *Lapierre*, vous  
16 aviez -- vous l'avez rencontré, vous auriez eu 11, 12 ans,  
17 je pense. Donc, la question du consentement était, à  
18 l'époque, comme l'âge de consentement était 14 ans, d'après  
19 ce que je comprends, la question du consentement ne se  
20 posait pas. Ça ne pouvait pas être une défense à  
21 l'accusation d'attentat à la pudeur. Est-ce que c'est --

22 **M. MARLEAU:** C'est ce que j'en comprends.

23 **Me RUEL:** Vous souvenez-vous s'il y a eu  
24 quand même des questions sur le point du consentement, lors  
25 du procès?

1                   **M. MARLEAU:** Pas que je me souviennne, mais  
2 maintenant que vous me parlez du conflit d'intérêt  
3 potentiel de Maître Johnson, je me souviens que ça, on en  
4 avait jase.

5                   **Me RUEL:** Je vais maintenant vous demander  
6 de prendre, souligner quelques passages et c'est aussi pour  
7 informer les parties et vous-même, Monsieur le commissaire,  
8 c'est la décision du Juge Lalonde. On en a parle un petit  
9 peu plus tôt, mais je voulais juste souligner quelques  
10 passages. La pièce 165.

11                   Et c'est à la page 54 de la décision, numéro  
12 de Bates c'est le 1131171. Et je ne veux pas -- je pense  
13 que pour rendre justice au Juge, il faudrait lire la  
14 décision de A à Z, mais je veux juste souligner quelques  
15 passages, qui je pense, illustrent la teneur générale de la  
16 décision.

17                   Dans le milieu de la page 54, le Juge  
18 Lalonde mentionne:

19                   "Nevertheless, I find that there is a  
20 ring of truth in Claude Marleau's  
21 disclosure."

22 Vous vous souvenez de cela?

23                   **M. MARLEAU:** Oui.

24                   **Me RUEL:** À la page 56, dans le milieu de la  
25 page, paragraphe 43:

1 "Turning to the evidence of the  
2 accused, I had the opportunity to  
3 observe him in the witness stand, and  
4 having reviewed his testimony in great  
5 detail, I only believe small parts of  
6 his evidence. Most of his evidence  
7 does not have the ring of truth."

8 Vous vous souvenez de ça?

9 **M. MARLEAU:** Oui.

10 **Me RUEL:** Plus loin dans la décision,  
11 d'après ce que je comprends, le Juge, malgré avoir  
12 généralement cru votre témoignage, a néanmoins questionné  
13 la fiabilité de certaines de vos déclarations. Est-ce que  
14 vous vous souvenez de ça?

15 **M. MARLEAU:** Oui.

16 **Me RUEL:** Et, à la fin, page 63, dans le  
17 paragraphe 58, le Juge indique:

18 "I have heard the evidence of Claude  
19 Marleau and reviewed it many times. I  
20 cannot say I disbelieve him, I cannot  
21 say I believe the defense version of  
22 events either. It follows I cannot say  
23 that the Crown had proved its case  
24 beyond a reasonable doubt. I want  
25 Claude Marleau to know that I believe

1                                    what he said. It may very well be true  
2                                    in whole or in part."

3        Et un peu plus loin:

4                                    "I simply don't know."

5                                    Évidemment, je ne veux pas vous demander de  
6        -- le jugement est ce qu'il est. Mais comment vous êtes  
7        vous senti lorsque -- d'abord, est-ce que vous étiez  
8        présent quand ça été rendu ça?

9                                    **M. MARLEAU:** Oui, j'étais présent et si on  
10       regarde le jugement dans son entièreté, le juge a commencé  
11       à expliquer et on sentait que peut-être qu'on aurait une  
12       conviction dans la façon qu'il a amené son jugement. Et,  
13       après ça, ça pris un tournant qui était -- à ce moment-là,  
14       moi et ma femme on s'est levé et on a quitté la salle.

15                                   **Me RUEL:** Avant la fin ou ---

16                                   **M. MARLEAU:** Pendant la fin parce qu'on  
17       savait pertinemment ce qui s'en venait.

18                                   **Me RUEL:** Je présume -- comment avez-vous  
19       réagi; comment vous êtes-vous senti face à la décision?

20                                   **M. MARLEAU:** Bien, je me suis senti trahi.  
21       Je me suis senti -- je me disais que si, dans le dossier de  
22       Lapierre, on n'y était pas arrivé, comment est-ce qu'on y  
23       arriverait dans les autres, alors qu'on avait apparemment  
24       des problèmes, des embûches de consentement, et je  
25       considérais, si j'étais capable de faire arrêter les

1 procédures à ce moment-là ---

2 **Me RUEL:** Est-ce que ça été -- parce que les  
3 autres procès se sont déroulés ---

4 **M. MARLEAU:** Oui, ils se sont déroulés par  
5 la suite et, encore là, on me parlait de "grooming" et de -  
6 --

7 **Me RUEL:** Qui vous parlait du "grooming"?

8 **M. MARLEAU:** La Couronne.

9 **Me RUEL:** La question de la prescription, on  
10 a discuté de cela tantôt. Vous avez donné vos commentaires  
11 là-dessus.

12 **M. MARLEAU:** Oui.

13 **Me RUEL:** Maintenant, est-ce qu'il y a  
14 d'autres commentaires que vous voulez faire concernant la  
15 question du ---

16 **M. MARLEAU:** Il y a un passage dans le  
17 jugement, où le juge regarde les inconsistances de mon  
18 témoignage et il y a un endroit où il dit, je ne me  
19 souviens plus à quelle page, que je n'avais pas déclaré les  
20 épisodes de Lapierre dans le premier -- que j'arrivais pas  
21 à me souvenir plutôt, pas des épisodes, à me souvenir du  
22 nom de Lapierre dans la première déclaration que j'avais  
23 faite au policier. Et je crois qu'il a mal lu la preuve  
24 parce que -- et qu'il faisait sûrement référence à Hollis  
25 Lapierre à ce moment-là. Donc, je trouvais que -- je

1           trouvais peut-être que c'était un motif d'appel. Je  
2           trouvais peut-être ---

3                   **LE COMMISSAIRE:** Que c'était un quoi?

4                   **M. MARLEAU:** Je trouvais peut-être que  
5           c'était un motif d'appel à ce moment-là. Ça été mon  
6           premier raisonnement, mais depuis lors ---

7                   **Me RUEL:** On va trouver le passage, mais si  
8           je me souviens bien, il s'agissait d'une -- Lapierre disait  
9           vous avoir rencontré en '88 et en '93, et vous, vous aviez  
10          parlé d'une rencontre unique seulement, en '85, '84/'85.  
11          C'est ça?

12                   **M. MARLEAU:** Non, il y a deux éléments. Il  
13          y a cet élément également, mais ça c'est à l'appréciation  
14          du juge tant qu'à moi parce que Lapierre avait fabriqué  
15          cette date-là, donc le juge pouvait en tenir compte s'il  
16          voulait. Dans le fond, c'était son appréciation, mais ce  
17          que je mentionne ---

18                   **LE COMMISSAIRE:** Excuse -- Dans quel but  
19          est-ce qu'on ---

20                   **Me RUEL:** Bien je demandais si le témoin  
21          avait d'autres commentaires sur -- par rapport à la  
22          décision.

23                   **LE COMMISSAIRE:** Ok. Ce que vous dites, en  
24          fin de compte, c'est que vous trouvez que le Juge a fait  
25          une erreur en disant que vous n'aviez pas pu identifier ce

1           prêtre Lapierre dans votre déclaration initiale, puis dans  
2           lequel vous dites que vous l'aviez?

3                   **M. MARLEAU:** Oui, ça on l'a vérifié.

4                   **LE COMMISSAIRE:** Point, ok. Je pense qu'on  
5           peut laisser cela ---

6                   **M. MARLEAU:** Mais c'était un des motifs sur  
7           lesquels il s'appuyait pour ---

8                   **LE COMMISSAIRE:** D'accord.

9                   **Me RUEL:** Dans le jugement ou le procès de  
10          Sandy Lawrence et c'est à la Pièce 166 de la transcription.

11                   **M. MARLEAU:** C'est quel document?

12                   **Me RUEL:** La Pièce 166, le document 120913.

13                   **M. MARLEAU:** La Pièce 166. Oui.

14                   **Me RUEL:** C'est à la page 11. Quelques  
15          points de la transcription que je voudrais regarder avec  
16          vous, dans le milieu de la page, c'est en interrogatoire  
17          par le procureur Godin, on vous demande:

18                   "Comment avez-vous connu Monsieur                   Roch Landry."

19                   Donc, vous avez parlé de Roch Landry et  
20          d'abus sexuel, à ce moment-là. Vous vous souvenez de cela?

21                   **M. MARLEAU:** M'hm.

22                   **Me RUEL:** À la page suivante, ---

23                   **LE COMMISSAIRE:** Il était quoi à ce temps  
24          là? Je m'excuse, je n'ai pas compris la question.

25                   **Me RUEL:** On a parlé d'abus sexuel aussi et



1 c'est dans la transcription, "Décrivez s'il vous plaît ce  
2 que vous voulez dire par des abus", des abus sexuels; donc  
3 vous avez parlé de ça?

4 **M. MARLEAU:** Oui.

5 **Me RUEL:** Page 13, dans le haut de la page,  
6 vous -- le procureur demande,

7 "D'après Monsieur Landry, avez-vous  
8 rencontré une autre personne?"

9 "Oui, Monsieur Landry m'a présenté au  
10 Père Paul Lapierre".

11 **M. MARLEAU:** Oui.

12 **Me RUEL:** Et après cela, à la page  
13 21, dans le milieu de la page, on vous  
14 demande:

15 "Comment avez-vous connu Monsieur Lawrence?"

16 Et vous répondez:

17 "C'est Paul Lapierre qui me l'a  
18 présenté."

19 **M. MARLEAU:** Oui.

20 **Me RUEL:** À la page 30, dans -- disons, la  
21 question qui commence par "maintenant":

22 "Maintenant, votre relation avec  
23 Monsieur Lawrence, vous avez dit que  
24 les attouchements de votre part, est-ce  
25 que vous compreniez la relation comme



1       Ça, c'est en contre-interrogatoire; vous avez par le  
2       procureur Peris:

3                               "Vous avez également reçu un appel  
4                               téléphonique, je vais essayer de  
5                               rafraîchir votre mémoire, qui est daté  
6                               du 19 mai '98."

7               Et on a regardé ce mémo-là et à la page 80,  
8       c'est sur la question du consentement, une discussion  
9       détaillée qu'on a examinée hier et, à la page 80, on vous  
10      confronte avec le fait, la question qui vous a été posée,  
11      voir si ça vous aide:

12                              "In regard to Dr. Peachey, did you ever  
13                              consent?"

14      Est-ce que vous vous souvenez de cela?

15                              **M. MARLEAU:** Oui.

16                              **Me RUEL:** Page 81, dans le bas de la page,  
17      vous avez quitté, mais je vais quand même vous montrer le  
18      passage, peut-être que ça pourra vous rafraîchir ou peut-  
19      être vous avez une mémoire où vous avez lu ça ou on vous  
20      l'a expliqué. Le tribunal, le juge qui était dans cette  
21      affaire-là ---

22                              **LE COMMISSAIRE:** Charbonneau.

23                              **Me RUEL:** Juge Charbonneau demande:

24                              "Pourriez-vous me dire pourquoi -- on  
25                              m'a parlé de bien du monde. Pourquoi

1 on n'a pas parlé du Docteur Peachey?"

2 Donc, c'est la question et à la page  
3 suivante, Godin répond ou indique qu'en fait, de ce que je  
4 comprends, il se sentait contraint:

5 "Je ne pouvais aller là parce que  
6 j'essaie de garder ça de façon  
7 linéaire, Monsieur Landry, Monsieur  
8 Lapière, Monsieur Lawrence."

9 Le tribunal répond:

10 "Monsieur Charbonneau, ok."

11 Et à la page 83, dans le milieu de la page,  
12 d'après ce que je comprends, c'est que le tribunal indique  
13 à Godin:

14 "Oui, oui vous me demanderiez de  
15 reposer des questions?"

16 "Oui."

17 "Concernant l'affaire Peachey?"

18 "Oui."

19 Donc Godin a demandé, réalisant que la  
20 défense posait des questions sur Peachey, a demandé la  
21 permission de poser des questions à ce sujet-là. Est-ce  
22 que ça vous dit quelque chose?

23 **M. MARLEAU:** C'est la première fois que je  
24 vois ça.

25 **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a posé des

1 questions, par la suite, concernant Peachey et les autres?

2 **M. MARLEAU:** Je m'en souviens pas.

3 **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a posé des  
4 questions directes à savoir si vous aviez consenti à ces  
5 actes en interrogatoire en-chef?

6 **M. MARLEAU:** Je ne crois pas.

7 **Me RUEL:** Je vous demanderais de prendre la  
8 Pièce 167.

9 **M. MARLEAU:** Oui, à quelle page, Maître?

10 **Me RUEL:** Ce qui est à la page 4. En fait,  
11 je vais vous demander de prendre la page 1, donc c'est une  
12 autre transcription dans l'affaire *Lawrence*, et le Juge  
13 Charbonneau, de façon orale, rend une décision et il  
14 mentionne:

15 "The Defence makes a motion for a  
16 directed verdict on count number 2,  
17 which charges Mr. Lawrence with  
18 indecent assault."

19 Est-ce que vous savez ce que c'est, un  
20 "directed verdict"?

21 **M. MARLEAU:** J'en n'ai aucune idée.

22 **Me RUEL:** Et on mentionne à la page  
23 suivante:

24 "One of the essential elements of the  
25 offence of assault is lack of consent."

1 Et le Juge mentionne:

2 "The Defence argues that there is no  
3 evidence before the Court which it  
4 believes, by a properly charged jury,  
5 acting reasonably, would justify a  
6 conviction."

7 Donc, d'après ce que je comprends, la  
8 demande de la défense était fondée sur le fait qu'il n'y  
9 avait pas de preuve d'absence de consentement. Vous  
10 comprenez ça?

11 **M. MARLEAU:** Je le comprends en le lisant.

12 **Me RUEL:** À la page 4 de la décision,  
13 troisième paragraphe ou quatrième paragraphe, le Juge  
14 Charbonneau mentionne:

15 "There was no question put to Mr.  
16 Marleau in examination in-chief  
17 concerning consent. There was no  
18 question put to him as to whether he  
19 actually consented or specifically  
20 consented to these sexual encounters  
21 with Mr. Lawrence."

22 Est-ce que ça vous dit quelque chose ça? Je  
23 ne sais pas si vous étiez là quand la décision a été  
24 rendue.

25 **M. MARLEAU:** Sûrement que j'étais là, mais -

1 --

2 **Me RUEL:** Et c'est conforme à ce qu'on vient  
3 d'examiner. Il ne semble pas y avoir eu de questions sur -

4 --

5 **M. MARLEAU:** C'est conforme.

6 **Me RUEL:** --- le consentement, ni pour  
7 établir la théorie du "grooming".

8 Ce qui s'est passé à ce moment-là c'est que  
9 l'accusation d'attentat à la pudeur a été cassé avant la  
10 preuve de la défense. Est-ce que vous êtes au courant de  
11 ça?

12 **M. MARLEAU:** Vaguement, je me souviens de  
13 ça, mais pour d'avoir compris toute la dynamique, non.

14 **Me RUEL:** La Pièce -- j'ai quelques  
15 questions sur la Pièce 169. C'est le jugement du Juge  
16 Charbonneau dans l'affaire Lawrence sur l'infraction  
17 restante de grossière indécence. À la page 6 -- d'abord à  
18 la page 5, dans le deuxième paragraphe, le juge mentionne:

19 "It is now settled law in Ontario that  
20 it is not essential for the Crown's  
21 case to have expert evidence as to the  
22 standard of the average citizen at the  
23 historical time."

24 Et le juge réfère à un cas qui est *Regina c. Larochelle*.

25 Donc, il n'y a pas eu de -- le juge dit que

1 la preuve d'expert en ce qui concerne -- d'après ce que je  
2 comprends, est la norme de tolérance de la société à des  
3 actes indécents à l'époque, donc, cette preuve-là n'est pas  
4 essentielle, mais suggérant qu'elle peut néanmoins est  
5 faite.

6 Donc, est-ce qu'à votre connaissance il y a  
7 eu une preuve faite dans le procès Lawrence ou les autres  
8 procès en ce qui concerne la norme de tolérance de la  
9 société en ce qui concerne les actes visés par votre  
10 plainte?

11 **M. MARLEAU:** Non seulement il n'y en n'a pas  
12 eu; ça n'a jamais été discuté.

13 **Me RUEL:** Je vais passer les passages  
14 d'analyse de preuve. Je pense que le juge n'a pas accepté  
15 tous les éléments de votre preuve. Il a trouvé que  
16 Lawrence était généralement pas crédible et il a retenu  
17 certains faits parce que Lawrence avait admis certaines  
18 rencontres de nature sexuelle avec vous, n'est-ce pas?

19 **M. MARLEAU:** C'est bien ça.

20 **Me RUEL:** À la page 22, le juge indique:

21 "What the Crown submits are the  
22 particular circumstances which clearly  
23 makes this a case of gross indecency is  
24 the way the young Mr. Marleau was  
25 conditioned basically by Lapierre and



1 possibly others to take on this  
2 lifestyle, that he was, in a sense,  
3 bred to become some kind of sexual toy  
4 for a group of homosexual men. Now, if  
5 there was clear evidence establishing  
6 the Crown's theory, I would agree with  
7 Mr. Godin that this would be a very  
8 different case. Without diminishing  
9 the blameworthiness of Mr. Lapierre's  
10 conduct in taking advantage of a young  
11 man's easily influenced mind and  
12 leading him astray, I conclude that the  
13 evidence before the Court falls way  
14 short of establishing the Crown's  
15 theory. There is no evidence of  
16 collusion in the sense of a conspiracy  
17 between Mr. Lawrence and any other men  
18 to corrupt Mr. Marleau. I must say  
19 that Mr. Godin had a hard time  
20 articulating the Crown's theory in that  
21 respect. While I'm sure that this is  
22 not because of lack of talent on his  
23 part but because the evidence that  
24 supports the Crown's theory is simply  
25 not there. At most, there is the

1 beginning of an attempt to demonstrate  
2 this. The Court was left under the  
3 impression it was being asked to fill  
4 the blanks and/or read between the  
5 lines."

6 Est-ce que vous vous souvenez de ça?

7 **M. MARLEAU:** Oui.

8 **Me RUEL:** Il n'y a pas eu de preuve sur  
9 cette question-là?

10 **M. MARLEAU:** Il n'y a pas eu de preuve sur  
11 ça.

12 **Me RUEL:** Page 24, deuxième paragraphe:

13 "As indicated earlier, there is no  
14 evidence before the Court to fix an  
15 objective standard as to what was  
16 considered this decent standard in 1969  
17 and 1970. Now, this lack of evidence  
18 is not fatal to the Crown's case. The  
19 Court is asked to use its own  
20 experience and common sense to fix that  
21 standard."

22 Un peu plus bas:

23 "Today's standards are more tolerant  
24 than the standards of the 1960s and  
25 '70s. This is certainly so in regards

1 to sexual activities between males. On  
2 the other hand, the standard of what is  
3 acceptable in relation to sex between  
4 an adult and a teenager seems to be  
5 less tolerant today."

6 Ce que le juge semble suggérer c'est que  
7 dans les années '60-'70 on était plus tolérant que  
8 maintenant sur les relations sexuelles entre un adulte et  
9 un adolescent. Il n'y a pas de preuve d'expert qui a été  
10 faite à cet égard-là?

11 **M. MARLEAU:** Il n'y en a pas eue, non.

12 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez des  
13 commentaires à faire à ce sujet-là? Dans les années '60-  
14 '70, est-ce que la norme de la tolérance de société en  
15 relation avec -- en ce qui concerne des relations sexuelles  
16 entre un adolescent et un adulte était plus grande qu'elle  
17 le serait aujourd'hui?

18 **M. MARLEAU:** Dans mon opinion, non, parce  
19 que les choses étaient d'ailleurs beaucoup plus tabous à  
20 l'époque, cachées. On est avant le bill Omnibus.

21 **Me RUEL:** Qu'est-ce que c'est le bill  
22 Omnibus, pour les gens qui n'ont pas de mémoire de cette  
23 époque-là?

24 **M. MARLEAU:** Le bill Omnibus, à mon sens,  
25 est quand le Premier Ministre Trudeau est arrivé au

1 pouvoir. Ça a été un des premiers bills -- je ne sais pas  
2 si ça avait fait partie de ses promesses de campagne à  
3 l'époque, mais c'est là où on a décriminalisé  
4 l'homosexualité entre majeurs consentants.

5 Donc, tant qu'à moi c'est une indication que  
6 dans la société il y avait une ouverture vers  
7 l'homosexualité. On n'en était pas rendu à vouloir être  
8 tolérant envers les situations d'homosexualité entre gens  
9 d'un certain âge et les adolescents, à mon sens.

10 Mais il se trompe et probablement qu'une  
11 preuve d'expert aurait peut-être aidée dans ce sens-là.

12 **Me RUEL:** Maintenant, dans le procès  
13 suivant, Martin, ça s'est déroulé devant le juge Cusson et  
14 encore une fois la question du -- vous aviez indiqué,  
15 d'après ce qu'on a établi au début, que vous auriez eu  
16 entre 13 et 15 ans lorsque vous auriez rencontré Martin.  
17 Donc, la question du consentement se pose -- au plan -- je  
18 comprends qu'au plan juridique se posait et j'éviterai  
19 peut-être de faire référence aux transcriptions, mais ma  
20 lecture indique que sur la preuve de la séquence des abus  
21 que vous présentiez, il n'y a eu -- sur la chaîne, il y a  
22 eu une preuve sur Landry, Paul Lapierre et on est allé  
23 directement à Martin. C'est tout ce qui a été fait?

24 **M. MARLEAU:** Effectivement. Et en aucun cas  
25 on a parlé de Hollis Lapierre et des deux qui étaient

1           décédés.

2                       **Me RUEL:** Est-ce que vous vous souvenez si  
3 on a parlé de -- on vous a posé des questions sur le  
4 consentement à ce procès-là?

5                       **M. MARLEAU:** Pas que je me souviene.

6                       **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a posé des  
7 questions sur certaines des questions que je vous ai posées  
8 hier sur la différence d'âge, la perception face que vous  
9 pouviez avoir face à un prêtre comme jeune -- comme  
10 adolescent?

11                      **M. MARLEAU:** Non plus.

12                      **Me RUEL:** Il n'y a pas eu de preuve  
13 d'expert?

14                      **M. MARLEAU:** Non plus.

15                      **Me RUEL:** Et je vais vous demander de  
16 prendre le jugement qui est à la Pièce 173, qui a été rendu  
17 le 9 novembre 2001. Donc, il y a eu un débat. Je vais  
18 laisser à tout le monde la chance de lire ça. Il y a eu  
19 certaines évaluations. Je n'ai pas noté que vous aviez été  
20 jugé non crédible, mais il y a eu certains rajustements au  
21 niveau de votre version qui ont été, en fait, faits par le  
22 juge. Est-ce que vous êtes d'accord avec ça?

23                      **M. MARLEAU:** Oui.

24                      **LA GREFFIÈRE:** Quelle page?

25                      **Me RUEL:** À la page 28, et on parle du

1           consentement encore parce qu'une partie de la décision a  
2           été reliée ou a porté la dessus. Dans le bas de la page  
3           28:

4                            "To vitiate consent, the Crown must  
5                            demonstrate that there was a  
6                            relationship of authority between the  
7                            accused and the complainant and that  
8                            there was some exercise of that  
9                            relationship that prevented the  
10                           complainant from providing his  
11                           independent consent. In the present  
12                           case, it is readily agreed that the  
13                           accused, being an adult and expecting  
14                           to provide transportation to and from  
15                           the intended ski resort and perhaps  
16                           paying some of Claude Marleau's  
17                           expenses, was in a position of trust  
18                           vis-à-vis the complainant. That does  
19                           not place him in a position of  
20                           authority and, of itself, does not show  
21                           the accused as having exercised such  
22                           authority to influence Mr. Marleau into  
23                           submitting or consenting to the sexual  
24                           activity against his will."

25                           Vous vous souvenez de ça?

1 M. MARLEAU: Oui.

2 Me RUEL: Vous avez lu ça?

3 M. MARLEAU: Oui.

4 Me RUEL: On parle un peu plus bas, le Juge  
5 Cusson, de la question du complot, "the conspiracy":

6 "Crown counsel suggested that there was  
7 some form of conspiracy between the  
8 accused and others to abuse the  
9 complainant. There is some suggestion  
10 by Mr. Marleau in his testimony that  
11 there were other adult abusers in his  
12 life, but that in no way amounts to a  
13 proof beyond reasonable doubt of a  
14 conspiracy or plan in which the accused  
15 took part to extract sexual favours  
16 from the complainant against his  
17 consent."

18 Donc, encore une fois, on a vu que la preuve  
19 sur cette question-là n'avait pas été faite, tout  
20 simplement.

21 M. MARLEAU: Effectivement.

22 Me RUEL: Sur l'autre accusation, page 30,  
23 de grossière indécence, le juge a estimé qu'il s'agissait  
24 d'actes faits en privé et qui n'étaient pas grossièrement  
25 indécents, c'est ça?

1 M. MARLEAU: C'est ça.

2 Me RUEL: Comment avez-vous réagi --  
3 d'abord, est-ce que vous étiez présent lorsque les deux  
4 jugements -- les deux derniers jugements ont été rendus?

5 M. MARLEAU: Oui.

6 Me RUEL: Comment avez-vous réagi?

7 M. MARLEAU: C'est sûr que j'étais déçu.  
8 J'étais déçu.

9 Me RUEL: Comment généralement -- quelle est  
10 votre -- avez-vous des commentaires à faire au sujet de la  
11 façon dont vous avez été traité par le système judiciaire  
12 en relation avec les plaintes que vous avez faites?

13 M. MARLEAU: Je me suis -- comme je disais  
14 tantôt, je me suis fié à la Couronne et à ceux qui avaient  
15 la charge de faire les preuves. C'est sûr que j'en suis  
16 sorti déçu et que ce qu'on m'avait expliqué au niveau de  
17 faire la preuve du "grooming" n'a pas été fait. Si j'avais  
18 su ça, je pense que les charges qui avaient été portées où  
19 il y avait un problème de consentement là, je ne me serais  
20 pas tapé tout ça.

21 Me RUEL: Les juges, est-ce que vous avez --  
22 -

23 M. MARLEAU: J'aurais pris ma pilule  
24 judiciaire.

25 Me RUEL: Est-ce que vous avez des



1 commentaires à faire sur le comportement des juges dans le  
2 processus, la façon dont les juges vous ont traité ou ont  
3 géré les procès?

4 **M. MARLEAU:** À part les remarques que j'ai  
5 faites tantôt, je ne pense que ---

6 **Me RUEL:** Avez-vous reçu de la part de la  
7 Couronne -- on a parlé du support aux plaignants ou aux  
8 victimes. Est-ce que vous avez reçu -- est-ce qu'on vous a  
9 offert quelque support que ce soit de la part de la  
10 Couronne ou autre acteur que la police dans le contexte du  
11 processus judiciaire?

12 **M. MARLEAU:** Qu'est-ce que vous entendez par  
13 encouragement?

14 **Me RUEL:** C'est-à-dire, vous avez mentionné  
15 tantôt une carte ou un pamphlet qui vous avait été donné ou  
16 des services d'aide ou des choses comme ça. Est-ce qu'on  
17 vous a -- est-ce que la Couronne ou autre acteur du système  
18 judiciaire vous ont donné accès à de tels services ou  
19 informations?

20 **M. MARLEAU:** Non, il n'en a jamais été  
21 question.

22 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez -- est-ce  
23 qu'il y a eu des appels qui ont été logés en ce qui  
24 concerne les trois jugements de Cornwall acquittant les  
25 trois accusés Paul Lapierre, Lawrence et Martin?

1                   **M. MARLEAU:** Je crois que j'ai su qu'il y en  
2                   avait un qui avait été logé dans Lapierre, si je ne me  
3                   trompe pas. Et c'est-à-dire que de ce que je comprends de  
4                   la situation, et dans chaque dossier Monsieur Godin me  
5                   disait que lui il allait recommander que ça aille en appel.  
6                   Si je ne me trompe pas, ça fait quand même cinq ou six ans.  
7                   Il me semble que c'est dans le dossier Lapierre où il y a  
8                   une tentative de faire un appel mais que -- je pense que  
9                   c'est la que j'ai compris qu'ici c'était un comité de  
10                  Couronnes, je pense, qui décide si ça va en appel. Nous au  
11                  Québec, c'est laissé à la charge de chacune des Couronnes  
12                  ou de l'avocat qui est au dossier. Donc, je pensais que --  
13                  j'ai eu l'impression que ça avait été refusé à ce niveau-  
14                  là.

15                  **Me RUEL:** Est-ce que le procureur Godin vous  
16                  a expliqué sur quelle base il souhaitait faire appel?

17                  **M. MARLEAU:** Pas que je me souviene.

18                  **Me RUEL:** Donc, il n'y a pas eu d'appel dans  
19                  ces jugements-là. Est-ce que c'est exact?

20                  **M. MARLEAU:** Ce que moi je me souviens c'est  
21                  qu'il y avait eu des recommandations pour un appel de la  
22                  part de Monsieur Godin. Corrigez moi si je me trompe, mais  
23                  je ne pense pas qu'il y ait eu d'appel.

24                  **Me RUEL:** Est-ce que vous savez -- est-ce  
25                  qu'on vous a expliqué pourquoi les recommandations

1 n'auraient pas été acceptées?

2 M. MARLEAU: Non.

3 Me RUEL: Vous êtes avocat pourtant. Vous -  
4 - je présume que -- est-ce que vous faites du droit  
5 criminel?

6 M. MARLEAU: Je ne fais aucun droit  
7 criminel.

8 Me RUEL: Vous êtes quand même en mesure de  
9 comprendre les tenants et aboutissants de certaines  
10 situations juridiques?

11 M. MARLEAU: Oui.

12 Me RUEL: On ne vous a jamais expliqué les  
13 motifs pour lesquels on ne serait pas allé en appel?

14 M. MARLEAU: Pas à ma souvenance.

15 Me RUEL: Les dossiers au Québec maintenant  
16 ou le dossier, on en a déjà traité. Donc Paul Lapierre a  
17 été trouvé coupable au Québec d'un acte unique qui s'est  
18 produit en présence d'un autre individu et on pourrait  
19 regarder le jugement de la Cour du Québec -- pardon -- oui,  
20 de la Cour du Québec qui est la Pièce -- on l'a déjà  
21 examiné, Monsieur Marleau. C'est la Pièce 178.

22 M. MARLEAU: Oui.

23 Me RUEL: Donc, essentiellement, c'est à la  
24 page -- je ne lirai pas les passages, mais c'est la page 17  
25 et 18 du jugement. Je comprends d'abord que Lapierre n'a

1 pas témoigné à ce procès-là, n'est-ce pas?

2 **M. MARLEAU:** Non, ils ont choisi de ne pas  
3 le faire témoigner. Je crois qu'ils ont pris leur décision  
4 sur le témoignage qu'il avait rendu ici.

5 **Me RUEL:** Et vous avez été cru?

6 **M. MARLEAU:** Oui.

7 **Me RUEL:** Et à la page 17, je vais vous  
8 citer un passage:

9 "Le tribunal a écouté très  
10 attentivement le plaignant témoigner et  
11 les différents repères qu'il a donnés  
12 pour se souvenir de l'époque des  
13 événements, également de tout le  
14 sérieux qu'il a mis dans la recherche  
15 de ces repères."

16 Donc, ce qui semble se dégager du jugement  
17 c'est qu'on ne vous a pas tenu rigueur du fait que vous  
18 aviez erré sur certaines dates ou certaines informations  
19 dans vos déclarations initiales. On a mis ça sur le compte  
20 du temps et de la mémoire historique, d'après ce que je  
21 comprends.

22 **M. MARLEAU:** C'est bien ça, parce que toutes  
23 ces avenues-là ont été exploitées par la défense également.  
24 C'est Maître Peris qui représentait Lapierre au Québec et  
25 au moment du procès de Lapierre en Ontario, à cause de la

1           difficulté de la langue, Maître Peris avait été parachuté  
2           pour aider Monsieur Johnson ici. Donc, il connaissait très  
3           bien la preuve ici, la preuve là-bas, cela a été pas mal  
4           les mêmes arguments au niveau des erreurs sur la mémoire  
5           historique.

6                       **Me RUEL:** Paul Lapierre a reçu une peine  
7           d'emprisonnement de 12 mois suivie d'une période de  
8           probation de trois ans. J'avais indiqué trois mois hier;  
9           c'est trois ans pour l'accusation d'attentat à la pudeur.  
10          Et c'est le jugement -- la condamnation ainsi que la peine  
11          ont été confirmées par la Cour d'appel; c'est exact?

12                      **M. MARLEAU:** C'est exact. Après de  
13          multiples requêtes qui se rendaient jusqu'à la Cour  
14          d'appel, qui revenaient en bas et qui retournaient en Cour  
15          d'appel.

16                      **Me RUEL:** Je veux juste attirer votre  
17          attention sur un passage du jugement de la Cour d'appel sur  
18          la condamnation, qui est la Pièce 180.

19                      **M. MARLEAU:** Que je n'ai pas.  
20                      Merci.

21                      **LE COMMISSAIRE:** Quelle page?

22                      **Me RUEL:** Au paragraphe 29.

23                      Est-ce que c'est exact de dire que dans le  
24          procès à Montréal il y a eu des débats juridiques mais vous  
25          avez été autorisé à faire la preuve d'une partie ou en tout

1 cas, de la chaîne des événements impliquant les autres  
2 personnes impliquées dans la séquence, incluant les faits  
3 qui concernaient les abus de Paul Lapierre à Cornwall?

4 **M. MARLEAU:** Effectivement. La défense a  
5 tout fait pour empêcher que quelques actes qui avaient eu  
6 lieu en Ontario soient mis en preuve au Québec en  
7 s'autorisant de la règle de la chose jugée. Il y a eu des  
8 sérieux débats là-dessus, mais le juge a circonscrit  
9 l'utilisation de ça et ça a été permis.

10 **Me RUEL:** Paragraphe 29, la Cour d'appel --  
11 et c'est rendu par, je pense, Juge Doyon pour la cour le 11  
12 septembre 2006. On parle:

13 "Cette preuve était essentielle..."

14 C'est la preuve dont on discutait

15 "...était essentielle à une bonne  
16 compréhension des événements. Comment  
17 pourrait-on croire qu'un garçon de 12  
18 ou 13 ans puisse accepter d'être amené  
19 de Cornwall à Montréal par un prêtre  
20 sans que ses parents n'interviennent à  
21 moins qu'il ne soit démontré que les  
22 deux individus se connaissaient..."

23 Les deux, c'est vous et Lapierre.

24 "...se connaissaient et se  
25 fréquentaient régulièrement. Elle



1 fait état des règles de droit  
2 applicables et a cité divers extraits  
3 tirés de la jurisprudence. Il a  
4 ensuite énoncé les facteurs qu'il  
5 prenait en considération. Mentionnons  
6 notamment la période de temps écoulée  
7 depuis les événements, les problèmes de  
8 santé de l'appelant, l'absence  
9 d'antécédents judiciaires, le stress  
10 inhérent à un procès, le déshonneur, la  
11 préméditation évidente, le rôle joué  
12 par l'appelant qui a amené le garçon  
13 chez un ami pour en abuser  
14 sexuellement, les séquelles avec  
15 lesquelles a dû vivre la victime qui  
16 dit s'être perçue comme un objet, une  
17 bête que l'on offre à quelqu'un et  
18 enfin une forme d'abus de confiance  
19 commis par un homme dont la fonction  
20 devait consister à protéger le garçon."

21 Paragraphe 13:

22 "L'appelant a abusé de la confiance  
23 tant de la victime que de ses parents.  
24 Son statut et son rôle dans la société  
25 lui donnaient un accès privilégié aux



1 membres de sa communauté pour exercer  
2 son ministère. Il a plutôt profité de  
3 son statut et de la confiance qu'on lui  
4 portait pour abuser sexuellement un  
5 jeune garçon avec qui il entretenait  
6 des liens étroits et qu'il l'a  
7 littéralement partagé avec un de ses  
8 amis. Même s'il s'agit d'un événement  
9 isolé dans la vie de l'appelant, la  
10 préparation et la préméditation dont il  
11 a fait preuve qui excluent l'argument  
12 de l'égaré passager militent en  
13 faveur d'une peine sévère."

14 Est-ce que vous avez -- vous êtes au courant  
15 de ces -- est-ce que vous avez des commentaires à faire au  
16 sujet de la distinction apparente du traitement qui a été  
17 fait de vos dossiers entre les tribunaux du Québec et les  
18 tribunaux de l'Ontario?

19 **M. MARLEAU:** En 1983, j'ai fait le serment  
20 de toujours honorer la justice et je dois vous dire  
21 qu'avant d'accepter de venir ici, j'ai eu énormément de  
22 problèmes avec cette question-là.

23 C'est des jugements qui ont été rendus pas  
24 mal à la même époque dans un système où malgré toutes les  
25 différences qu'on peut -- dont on peut parler sur le plan

1 politique ces jours-ci entre le Québec et le reste du  
2 Canada, j'avais la -- en tout cas -- la confiance que  
3 l'administration de la justice était la même partout. J'ai  
4 plus cette conviction-là.

5 En quelque part, j'ai eu raison devant les  
6 tribunaux dans le dossier de monsieur Lapierre au Québec.  
7 C'est un événement. Alors, ici il y en avait plusieurs et  
8 je n'ai vraiment pas le sentiment que j'ai eu le même  
9 traitement dans les dossiers ici en Ontario.

10 Je ne sais pas quoi vous dire de plus, mais  
11 ça a tout au moins ébranlé ma foi dans le système. Ce sera  
12 à vous, monsieur le Commissaire, de faire le tri dans tout  
13 cela.

14 **Me RUEL:** Monsieur le Commissaire, je crois  
15 en avoir pour une autre heure. Je ne sais pas si vous  
16 souhaitez ou peut-être un peu moins. Je ne sais pas si  
17 vous souhaitez prendre une pause à ce moment-ci et  
18 recommencer dans ---

19 **THE COMMISSIONER:** Je pense qu'une courte  
20 pause de dix minutes et puis ensuite nous procéderons avec  
21 ---

22 **Me RUEL:** Merci.

23 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;  
24 veuillez vous lever.

25 The hearing will resume at 4:50 p.m.

1 --- Upon recessing at 4:41 p.m./

2 L'audience est suspendue à 16h41

3 --- Upon resuming at 4:54 p.m./

4 L'audience est reprise à 16h54

5 **THE REGISTRAR:** This hearing of the Cornwall  
6 Public Inquiry is now in session.

7 Please be seated. Veuillez vous asseoir.

8 **LE COMMISSAIRE:** Parfait. Merci.

9 **CLAUDE MARLEAU, Resumed/Sous le même serment:**

10 **EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN-CHEF PAR Me RUEL**  
11 **(cont'd/suite):**

12 **Me RUEL:** Monsieur le Commissaire, monsieur  
13 Marleau, on m'a fait part à la pause d'un passage qui,  
14 selon l'une des parties, aurait été pertinent pour moi de  
15 faire référence pendant l'interrogatoire en ce qui concerne  
16 le jugement du Juge Lalonde dans l'affaire Paul Lapierre et  
17 je vais faire référence à ce passage-là. Je pense que ça  
18 va compléter le portrait.

19 La Pièce 165, à la page 58, numéro Bates  
20 c'est le 1131175.

21 **LE COMMISSAIRE:** Quelle page encore?

22 **Me RUEL:** La page 58 du jugement. C'est le  
23 Bates 1131175.

24 **LE COMMISSAIRE:** Merci.

25 **Me RUEL:** C'est sur la question du

1           consentement, j'avais dit ou on a discuté un peu plus tôt  
2           que dans cette affaire-là, vous étiez plus jeune. Donc, la  
3           question du consentement ne se posait pas et je veux juste  
4           lire le passage où le juge traite de cela. Il indique:

5                               "Back in 1964, the age of consent was  
6                               14 years of age. Consent by Mr.  
7                               Marleau to sexual acts does not come  
8                               into play firstly because Mr. Lapierre  
9                               states that the sexual contacts between  
10                              him and Marleau did not happen.  
11                              Secondly, in the event that they did  
12                              happen, Mr. Marleau was 11, 12 or 13  
13                              years of age."

14           Et un peu plus bas:

15                              "Thirdly, should I be wrong concerning  
16                              the time when the alleged sexual  
17                              assault took place, I accept the Crown  
18                              counsel submission that Paul Lapierre  
19                              represented an authoritative figure and  
20                              that there was an imbalance of power  
21                              present in that relationship between a  
22                              man who is a priest with a high profile  
23                              in a community and a young boy in his  
24                              early teens."

25                              Donc, vous êtes au courant de cela je

1           présume?

2                           **M. MARLEAU:** Oui.

3                           **Me RUEL:** Donc, ce juge, le Juge Lalonde  
4 n'avait pas -- les faits étaient différents mais ce n'est  
5 pas exactement la même analyse qui a été faite, par  
6 exemple, par le juge dans l'affaire Martin, par exemple,  
7 qui est aussi un prêtre. Donc, il semble y avoir une  
8 différence ---

9                           **M. MARLEAU:** Une différence au niveau de  
10 l'application des principes.

11                          **Me RUEL:** En ce qui concerne maintenant la  
12 -- on a parlé de l'analyse de la réponse institutionnelle  
13 de diverses institutions. On va aborder celle maintenant  
14 du Diocèse d'Alexandria-Cornwall, qui est une des parties  
15 ici.

16                          Le premier point, vous avez déjà témoigné à  
17 ce sujet-là et indiqué que je ne veux pas -- j'essaie de  
18 paraphraser ce que vous avez dit, mais que l'évêque du  
19 temps, selon vous, aurait dû ou devait être au courant de  
20 ce qui se passait avec Paul Lapierre. Est-ce que c'est ce  
21 que ---

22                          **M. MARLEAU:** C'est bien ce que j'ai dit.  
23 Oui.

24                          **Me RUEL:** Est-ce que c'est fondé sur des  
25 conversations avec Paul Lapierre ou avec d'autres?

1                   **M. MARLEAU:** Le premier abus a eu lieu dans  
2 la bâtisse voisine de la résidence de l'évêque à l'évêché  
3 d'Alexandria. Et je me souviens que quand je me suis rendu  
4 là, j'ai posé la question à Paul Lapierre, mais il n'a pas  
5 ---

6                   **LE COMMISSAIRE:** Posé quelle question?

7                   **M. MARLEAU:** Je lui ai posé la question par  
8 rapport au fait que l'évêque demeurait à côté.

9                   **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

10                  **M. MARLEAU:** Il m'a dit de ne pas m'occuper  
11 de cela, que l'évêque était son grand ami et qu'il n'y en  
12 avait pas de problème avec l'évêque. Et c'est avec cela  
13 que je suis parti dans toute cette relation-là, moi.

14                  **Me RUEL:** Dans toute quoi? Pardon?

15                  **M. MARLEAU:** Dans toute cette relation.

16                  **Me RUEL:** Oui, dans cette relation. Pardon.

17                  **M. MARLEAU:** Et il était en charge à  
18 l'évêché de la maison de retraite, qui était voisine de  
19 l'évêché. Ce qui est venu confirmer mon sentiment plus  
20 tard c'est lors du témoignage de Paul Lapierre, je n'ai pas  
21 revu les transcripts de cela, mais ce que je retiens de son  
22 témoignage c'est qu'il avait une relation -- parce qu'ils  
23 ont produit son Curriculum Vitae, je ne sais pas si vous  
24 l'avez dans vos documents, au procès -- et dans  
25 l'interrogatoire en-chef, ils ont élaboré là-dessus et il

1           semblait avoir, il ressortait de cela qu'il avait une  
2           relation privilégiée avec l'évêque en tant que conseil de  
3           je ne sais pas trop quoi. Je ne comprends pas grand chose  
4           à leurs différents ---

5                       **LE COMMISSAIRE:** organisation?

6                       **M. MARLEAU:** --- leur organisation, mais il  
7           avait un statut particulier et tellement particulier que  
8           cela faisait des années qu'il était rendu à Montréal et il  
9           était encore rattaché au Diocèse d'Alexandria.

10                      Donc, dans ma tête à moi, il n'y a vraiment  
11           pas de doute que cet homme-là entretenait une relation  
12           assez serrée avec l'évêque. Et je pense que dans le  
13           dossier de Martin aussi et ça c'est à ma connaissance  
14           depuis les procès que lui aussi avait été conseillé de  
15           l'évêque du temps.

16                      **Me RUEL:** Sur le point de la connaissance,  
17           vous avez indiqué aussi et on a revu ces passages-là que  
18           lors du procès et de son témoignage, Paul Lapierre a dit  
19           avoir parlé à l'évêque et c'est une question que je pense  
20           que ça va être important d'y faire -- j'y ai déjà fait  
21           référence, mais c'est la Pièce 163, qui était la  
22           transcription. On a déjà vu ce document, monsieur le  
23           Commissaire, 163, transcription du procès Paul Lapierre, à  
24           la page 108, Bates 1130954.

25                      **LE COMMISSAIRE:** Quelle page encore?

1                   **Me RUEL:** Page 108 de la transcription.

2                   **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

3                   **Me RUEL:** Et on a vu ce passage. On vous a  
4 demandé:

5                                 "Do you have information that he  
6                                 possibly had been abused?"

7                   C'est Paul Lapierre qui se fait contre-  
8 interroger. Il répond:

9                                 "Yes."

10                                "Did you report it to anybody?"

11                                "No."

12                   Et il mentionne un petit peu plus loin:

13                                "Because when I spoke with Bishop  
14                                Brodeur, it was matter of conscience,  
15                                and I told him about my -- this kind of  
16                                knowledge, and I felt that I didn't  
17                                want to talk about it."

18                   Donc, d'après -- ce n'est pas très clair,  
19 mais d'après ce qui est indiqué là, il semble que "I spoke  
20 with Bishop Brodeur, it was a matter of conscience...";  
21 "...this kind of knowledge".

22                   Donc, il semble faire référence à  
23 l'information au sujet de Hollis Lapierre qu'il avait  
24 obtenue de Don Scott. Donc, on ne sait pas à quel moment,  
25 mais il y aurait eu une connaissance d'après ce qu'on peut



1           comprendre du témoignage de Paul Lapierre de la part de  
2           l'Évêque Brodeur de certains abus, dont vous auriez été  
3           victime de la part de Hollis Lapierre.

4                       C'est votre compréhension du témoignage?

5                       **M. MARLEAU:** C'est ma compréhension du  
6           témoignage et j'en ai l'intime conviction qu'il était au  
7           courant. Je l'avais avant que ça sorte.

8                       **Me RUEL:** Lorsque les accusations ont été  
9           déposées contre les -- Paul Lapierre et Ken Martin ainsi  
10          que l'autre prêtre, dont nous devons taire le nom pour le  
11          moment.

12                      **M. MARLEAU:** Oui.

13                      **Me RUEL:** Est-ce que vous saviez où ces  
14          gens-là, sauf pour le dernier, je vous demanderais de ne  
15          pas donner de détails, mais est-ce que vous savez où se  
16          trouvait, est-ce que ces gens-là avaient un ministère  
17          quelconque au sein du Diocèse ou un ministère ou une  
18          fonction religieuse quelconque, soit à Cornwall ou  
19          ailleurs?

20                      **M. MARLEAU:** Ils n'avaient pas de -- ils  
21          étaient tous les deux rattachés au Diocèse, mais ---

22                      **Me RUEL:** Vous parlez de Paul Lapierre et de  
23          Ken Martin?

24                      **M. MARLEAU:** Oui, c'est cela.

25                      **Me RUEL:** Au moment des accusations?

1                   **M. MARLEAU:** Au moment des accusations, ils  
2                   étaient rattachés au Diocèse mais n'oeuvraient pas dans le  
3                   Diocèse.

4                   **Me RUEL:** Ils oeuvraient où?

5                   **M. MARLEAU:** Il y en a un qui oeuvrait,  
6                   Martin, dans le cas de Martin, il oeuvrait dans le West-  
7                   Island de Montréal auprès de personnes âgées dans ce que  
8                   j'ai su une maison pour personnes âgées.

9                   Et Lapierre était toujours là où je l'avais  
10                  vu dans les années '70, sur Surrey Gardens à Montréal. Il  
11                  était toujours prédicateur.

12                  **Me RUEL:** Comment vous savez qu'ils étaient  
13                  toujours rattachés au Diocèse ici d'Alexandria-Cornwall?

14                  **M. MARLEAU:** Ça s'est dit pendant le procès  
15                  qu'ils étaient encore sous la gouverne et qu'ils étaient  
16                  rattachés à -- et au procès, ça s'est dit aussi qu'ils  
17                  étaient toujours rattachés à ---

18                  **Me RUEL:** Est-ce qu'à votre connaissance,  
19                  les trois prêtres en question ont été ---

20                  **M. MARLEAU:** Celui qu'on ne peut pas parler  
21                  était ici, à Cornwall.

22                  **Me RUEL:** Est-ce que ces individus-là, est-  
23                  ce que vous savez s'ils ont maintenu des fonctions  
24                  religieuses officielles après avoir été accusées.

25                  **M. MARLEAU:** Les trois.

1                   **Me RUEL:** Est-ce que vous savez s'ils ont  
2                   maintenu des fonctions religieuses après avoir été ---

3                   **M. MARLEAU:** Oui, les trois ont maintenu.

4                   **Me RUEL:** À votre connaissance auraient  
5                   maintenu leurs fonctions?

6                   **M. MARLEAU:** Oui.

7                   **Me RUEL:** Vous avez été -- nous avons vu que  
8                   vous avez été cru quant à la substance de l'allégation  
9                   contre Paul Lapierre par le Juge Lalonde. Est-ce que  
10                  malgré l'acquiescement, le juge a indiqué vous croire, donc,  
11                  est-ce que vous avez été contacté par le Diocèse après le  
12                  rendu du jugement par le Juge Lalonde?

13                  **M. MARLEAU:** En aucun temps.

14                  **Me RUEL:** Est-ce que vous avez contacté  
15                  vous-même le Diocèse?

16                  **M. MARLEAU:** Non plus.

17                  **Me RUEL:** En ce qui concerne Hollis  
18                  Lapierre, compte tenu de ce qui a été dit par Paul  
19                  Lapierre, est-ce que vous avez été contacté de la part du  
20                  Diocèse à quelque moment?

21                  **M. MARLEAU:** En aucun temps.

22                  **Me RUEL:** Est-ce que vous avez reçu des  
23                  excuses de la part du Diocèse à quelque moment?

24                  **M. MARLEAU:** Non, puis je ne crois pas que  
25                  c'est sans leurs habitudes.

1                   **Me RUEL:** Est-ce que vous avez été contacté  
2                   -- je vais dans des cas spécifiques, mais de façon  
3                   générale, avez-vous déjà reçu un appel du Diocèse même  
4                   après la condamnation de Paul Lapierre à Montréal pour quoi  
5                   que ce soit, discuter du problème, de la question, des  
6                   excuses?

7                   **M. MARLEAU:** Non.

8                   **Me RUEL:** Vous n'avez jamais contacté le  
9                   Diocèse non plus?

10                  **M. MARLEAU:** Non plus. Mes seuls contacts  
11                  que j'ai eus avec le Diocèse c'est pendant les procès,  
12                  pendant les procès en Ontario, à travers ma famille qui  
13                  sont dans le milieu. On s'organisait pour me relayer des  
14                  messages que j'allais être poursuivi civilement par le  
15                  Diocèse.

16                  **Me RUEL:** À quoi faites-vous référence?

17                  **M. MARLEAU:** Je fais référence au dossier de  
18                  la personne dont on ne peut pas parler. J'ai un oncle, qui  
19                  est près du Diocèse.

20                  C'est lui qui est le propriétaire de la  
21                  maison dans laquelle ma mère demeure et dans des  
22                  conversations avec lui, il me passait le message que le  
23                  prêtre en question allait me poursuivre -- me traitait de  
24                  menteur et allait me poursuivre.

25                  **Me RUEL:** Est-ce qu'à votre connaissance les

1           autorités du Diocèse ici à Cornwall ont entrepris de faire  
2           une enquête, une enquête interne, par exemple, sur les  
3           agissements présumés ou prouvés des prêtres rattachés au  
4           Diocèse qui étaient impliqués ou nommés dans vos dossiers  
5           comme ayant commis des abus à votre égard?

6                       **M. MARLEAU:** J'ai aucune connaissance de ça.  
7           Si ça a été fait, moi j'ai pas été ---

8                       **LE COMMISSAIRE:** Vous avez utilisé le mot  
9           "menaces", je crois. Non -- quel mot avez-vous ---

10                      **M. MARLEAU:** En sorte, on me passait le  
11           message que j'allais ---

12                      **LE COMMISSAIRE:** Et vous avez dit à un  
13           moment donné que c'était le Diocèse et à un autre moment  
14           vous avez dit que c'était l'individu. Est-ce que vous  
15           pouvez être plus précis?

16                      **M. MARLEAU:** Je les mets pas mal tous dans  
17           le même "melting pot", mais ça semblait venir de  
18           l'individu.

19                      **LE COMMISSAIRE:** O.k.

20                      **Me RUEL:** Monsieur Marleau, nous avons des  
21           informations, et c'est la Pièce ---

22                      **M. MARLEAU:** Lorsque vous me parlez  
23           d'enquête, la seule chose que je pourrais dire à ce niveau-  
24           là c'est que pendant -- avant les procès, en tout cas, soit  
25           à travers leurs avocats, le Diocèse cherchait certaines

1 collaborations dans ma famille et je les soupçonne d'avoir  
2 eu mes note d'école avant que même moi j'en prenne  
3 connaissance, encore à travers cet oncle-là.

4 **Me RUEL:** Est-ce que vous pouvez nommer cet  
5 oncle-là?

6 **M. MARLEAU:** Robert Raymond.

7 **Me RUEL:** Et quel était -- vous dites qu'il  
8 était près du Diocèse. Pouvez-vous préciser? Le Diocèse  
9 c'est une entité assez large.

10 **M. MARLEAU:** Je pourrais pas ---

11 **Me RUEL:** Est-ce que c'était quelqu'un qui  
12 était rattaché à une paroisse particulière?

13 **M. MARLEAU:** Il était rattaché à la  
14 cathédrale ici. Dans quelle fonction laïque, je ne sais  
15 pas, mais sur certains conseils et il était aussi en charge  
16 de l'école où se trouvait mes notes scolaires. Dans une  
17 discussion -- peut-être pour remettre le contexte, quand je  
18 vous ai dit que je voulais annoncer à ma mère avant que les  
19 policiers -- j'ai passé par mon oncle et ma tante qui  
20 étaient les locataires de la maison de ma mère parce qu'ils  
21 avaient un contact direct avec elle depuis longtemps. Donc  
22 c'est pour ça que lui a été présent dans cette période-là  
23 et à un moment donné j'ai été chez lui et ---

24 **Me RUEL:** Ça c'est avant qu'il ---

25 **M. MARLEAU:** Avant même que -- c'est-à-dire,

1 je suis allé chercher mes notes scolaires et dans la  
2 journée où je retournais à la maison et que j'en ai parlé  
3 dans la famille, il m'a dit, "Bien, moi je les avais."  
4 C'est là où j'ai fait le lien que -- il n'avait aucune  
5 raison d'avoir -- et je suis retourné à l'école parler avec  
6 les autorités de l'école et ils m'ont assuré que ça serait  
7 mis sous clé pour que personne n'y ait accès.

8 **LE COMMISSAIRE:** L'oncle avait quel rôle  
9 avec l'école?

10 **M. MARLEAU:** Il était directeur des études  
11 d'été. Donc, je me suis assuré à voir avant avec eux s'il  
12 avait accès. Effectivement, on m'a dit à l'école qu'il  
13 avait accès. J'ai pas voulu en faire un plat à l'époque  
14 dans la famille, mais j'avoue que le contexte, du fait que  
15 j'avais été aux prises avec l'Église, dans ma famille c'est  
16 pas ---

17 **LE COMMISSAIRE:** C'était quelle école  
18 encore?

19 **M. MARLEAU:** C'est l'école -- je ne sais  
20 plus si ça s'appelle la Citadelle ou St. Lawrence, mais  
21 celle qui est sur Second Street Ouest.

22 **Me RUEL:** C'est peut-être parce que je l'ai  
23 manqué; vous avez indiqué qu'il était rattaché à une  
24 paroisse, c'est ça?

25 **M. MARLEAU:** Oui, je crois que c'est la co-

1 cathédrale ici de la Nativité. Il a un rôle quelconque.  
2 Je ne dirais pas que c'est un diacre parce que je comprends  
3 pas bien la situation, mais un rôle de conseil des  
4 décisions qui se prennent dans la paroisse.

5 **Me RUEL:** D'après ce que je comprends, on  
6 lui a demandé d'aller chercher vos résultats scolaires,  
7 c'est ça?

8 **M. MARLEAU:** Bien, moi c'est ce que j'en  
9 déduis.

10 **Me RUEL:** Est-ce qu'on sait qui lui a  
11 demandé ça?

12 **M. MARLEAU:** J'en déduis que c'était dans la  
13 préparation de la défense des ---

14 **Me RUEL:** Des procès des ---

15 **M. MARLEAU:** --- procès des prêtres, oui.

16 **Me RUEL:** La Pièce 177 ---

17 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Commissionner?

18 **THE COMMISSIONER:** Yes. Come forward,  
19 please.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I have never heard of  
21 this allegation before and I don't know who this individual  
22 is, and I would like ---

23 **THE COMMISSIONER:** His uncle?

24 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes. I don't know his  
25 name.



1 THE COMMISSIONER: He said it.

2 MR. SHERRIFF-SCOTT: I'm sorry, I didn't  
3 hear his name.

4 THE COMMISSIONER: Yes.

5 MR. SHERRIFF-SCOTT: If it could just be  
6 repeated for the record ---

7 THE COMMISSIONER: Sure.

8 MR. SHERRIFF-SCOTT: --- so that I can  
9 investigate this?

10 THE COMMISSIONER: Yes.

11 MR. SHERRIFF-SCOTT: Thank you.

12 THE COMMISSIONER: All right.

13 M. MARLEAU: Robert Raymond.

14 LE COMMISSAIRE: Robert Raymond. Il est  
15 encore en vie?

16 M. MARLEAU: Oui, oui.

17 LE COMMISSAIRE: Il demeure ici à Cornwall?

18 M. MARLEAU: Oui.

19 LE COMMISSAIRE: Bon. La pièce que vous  
20 voulez ---

21 Me RUEL: Cent soixante dix-sept (177).

22 M. MARLEAU: Oui.

23 Me RUEL: C'est pas un document qui -- bien,  
24 je vais vous le demander si vous avez vu ce document-là.  
25 C'est une lettre de l'évêque actuel du Diocèse

1 d'Alexandria-Cornwall, l'évêque d'Alexandria-Cornwall à  
2 l'abbé Paul Lapierre qui est datée du 3 novembre 2004.

3 **M. MARLEAU:** La question est?

4 **Me RUEL:** Et ça indique:

5 "Étant donné le jugement du 8 juin  
6 dernier de la Cour du Québec vous  
7 déclarant coupable d'avoir attenté à la  
8 pudeur d'une personne, contrairement à  
9 l'article 148 du Code criminel alors en  
10 vigueur, jugement contre lequel vous  
11 avez interjeté appel..."

12 Un peu plus bas:

13 "...par la présente je vous relève de  
14 toute faculté habituelle pour  
15 l'exercice du ministère dans le Diocèse  
16 d'Alexandria-Cornwall qui vous aurait  
17 été octroyée par un de mes  
18 prédécesseurs, incluant la faculté de  
19 confesser. Ce décret entrera en  
20 vigueur immédiatement et demeurera en  
21 vigueur jusqu'à ce que le jugement sera  
22 rendu dans votre cas par la Cour  
23 d'appel du Québec."

24 Est-ce que vous êtes au courant de cette --  
25 d'abord, est-ce que vous avez déjà vu ce document-là?

1                   **M. MARLEAU:** J'en ai pris connaissance pour  
2                   la première fois la semaine passée quand vous m'avez montré  
3                   les documents.

4                   **Me RUEL:** Est-ce qu'on vous a avisé de ceci,  
5                   du fait que Paul Lapierre avait été relevé de ses fonctions  
6                   dans le Diocèse?

7                   **M. MARLEAU:** En aucun temps.

8                   **Me RUEL:** Est-ce que vous avez reçu à  
9                   quelque moment du support ou de l'aide du Diocèse  
10                  relativement aux faits dont vous avez fait état  
11                  aujourd'hui, particulièrement ceux qui ont été -- font  
12                  l'objet de détermination judiciaire ou de preuve devant les  
13                  tribunaux -- preuve non contredite ou acceptée devant les  
14                  tribunaux?

15                  **M. MARLEAU:** En aucun temps.

16                  **Me RUEL:** Et qu'est-ce que vous pouvez dire  
17                  en conclusion sur la réponse institutionnelle du Diocèse  
18                  relativement à ces allégations?

19                  **M. MARLEAU:** Il n'y a pas grand-chose qui a  
20                  changé à ce niveau-là. Je crois pas qu'on puisse dire que  
21                  dans ces dossiers-là le Diocèse ait eu quelque compassion  
22                  que ce soit pour -- je parle pour moi en tant que victime,  
23                  mais on sait, et puis c'est une connaissance publique, que  
24                  dans d'autres dossiers il y a eu de l'argent de donné à  
25                  certaines victimes pour les taire. Dans mon dossier ce

1 n'est pas le cas.

2 Pour essayer de me taire, ce qu'on faisait  
3 c'est qu'on multipliait les procédures judiciaires. En  
4 aucun temps, aucun temps, aucun temps la supposée doctrine  
5 de l'Église s'est appliquée à moi d'au moins essayer de  
6 voir clair à travers ça, si ce n'avait qu'été que pour ceux  
7 qui étaient décédés. Mais leur procédure est toujours de  
8 se cacher derrière le fait que les choses sont pendantes  
9 devant les tribunaux et ils ne visent qu'à protéger les  
10 leurs dans leur approche. C'est ça qui me semble être  
11 primordial dans leur approche, c'est protéger les leurs et  
12 d'empêcher qu'on atteigne de quelque façon que ce soit leur  
13 intégrité ou leur réputation.

14 Même avec des bonnes pistes que les victimes  
15 disent la vérité, ils n'ont pas un once de compassion et  
16 puis ça m'apparaît aujourd'hui encore. Ça fait quand même  
17 -- en admettant qu'ils se cachaient derrière le fait que  
18 Lapierre au Québec était en appel de sa sentence les deux  
19 dernières années, ça fait quand même quelques mois  
20 maintenant que la décision est rendue, puis même pas un  
21 signe de vie malgré ce qu'on entend dans leurs discours  
22 publics, pas du tout.

23 Ce qui me laisse perplexe à savoir quand on  
24 nous parle de changements à l'égard du problème de la  
25 pédophilie chez la prêtrise, qui est assez répandue, qu'on

1       veut changer ça et réparer les torts qui ont été faits aux  
2       victimes. Je ne parle pas de compensation monétaire. Je  
3       n'en veux pas. Je n'ai pas envie de passer le reste de mes  
4       jours dans des procédures judiciaires. De toute façon, il  
5       n'y a pas de somme d'argent qui va me redonner ce qu'on m'a  
6       enlevé.

7                        Mais leur attitude, quand ils parlent en  
8       public et leur attitude dans les dossiers cas par cas  
9       souffre d'une dichotomie assez évidente.

10                      **Me RUEL:** Monsieur Marleau, est-ce que vous  
11       souhaitiez ajouter quelque chose?

12                      **M. MARLEAU:** J'en aurais long à dire, mais -  
13       --

14                      **Me RUEL:** J'avais une question de suivi.  
15       Est-ce que vous êtes un -- permettez de vous demander et si  
16       vous acceptez de répondre -- êtes-vous un catholique  
17       pratiquant?

18                      **M. MARLEAU:** À quelque part j'en veux à mes  
19       parents de m'avoir fait baptiser dans cette église. Je ne  
20       suis certainement pas un catholique pratiquant. Je refuse  
21       même qu'on m'étiquette catholique malgré le baptême.

22                      **Me RUEL:** Monsieur Marleau ---

23                      **M. MARLEAU:** J'ai ---

24                      **Me RUEL:** Excusez moi.

25                      **M. MARLEAU:** Je vous dirais que je suis

1 agnostique. Je ne crois pas dans aucune religion comme  
2 telle. Ça ne veut pas dire que -- je crois que j'en suis  
3 venu à voir une ligne directe. Ça me suffit, puis ça ne  
4 m'empêche pas de bien mener ma vie.

5 **Me RUEL:** Je vais passer à un autre sujet  
6 maintenant. On a déjà touché à ce point-là. Vous n'avez  
7 jamais poursuivi au civil aucun des individus. Quelle est  
8 la raison?

9 **M. MARLEAU:** La raison est fort simple. Mon  
10 but premier quand je me suis ouvert sur les abus que j'ai  
11 subis auprès du clergé, c'était justement d'empêcher que ça  
12 continue à se passer parce que les données que j'avais en  
13 '97, c'est que ça continuait. Et, c'était mon seul but,  
14 puis je l'ai dit en début de mon témoignage. Bien  
15 naïvement, je pensais être capable d'aider, de par ma  
16 position sociale.

17 Je sais que l'on trouvera des taches à me  
18 reprocher, mais j'avais rien de majeur à donner en éthique,  
19 mon parcours qui me laissait présager, malgré que l'église  
20 ont fouillé et fouillé, ils ont réussi à trouver quelques  
21 petites affaires, mais -- mettre en preuve dans les procès  
22 criminels, donc en un aucun temps ça m'est passé par  
23 l'idée. Je pense que la meilleure expression de ça, ça été  
24 -- je me souviens pas si c'était à l'enquête préliminaire,  
25 dans un des jugements, à un moment donné je me disais la

1           défense cherchait un motif pour mes énonciations et  
2           essayait de faire un parallèle entre ma faillite récente et  
3           le temps des -- pour essayer de démontrer que j'essayais de  
4           me refaire financièrement avec ça.

5                           On est allé jusqu'à me demander si j'avais  
6           un pacte dans lequel on me payait avec la Couronne. Mais  
7           j'avais répondu au procureur de l'église, celui qui  
8           représentait les prêtres du Diocèse, que s'il y arrivait à  
9           convaincre ses gens de plaider coupable, qu'on arrête tout  
10          ça à ce stade là, j'ai signé un affidavit sur le champ,  
11          dans lequel je renonçais à tout recours civil contre les  
12          individus et contre le Diocèse. Et, je lui avais expliqué  
13          pourquoi, je lui avais expliqué que ça m'intéressait pas  
14          l'argent, mais c'était pas parce que je croyais pas qu'en  
15          entamant des poursuites civiles que -- je ne croyais pas y  
16          avoir droit. Mais, que ma connaissance du système  
17          judiciaire civil faisait en sorte que -- ma connaissance de  
18          leur manière d'agir dans les dupliés, les procédures par  
19          dessus procédures, que probablement je suis que je serais  
20          allé en première instance, probablement que je gagnerais  
21          sur appel et que si la Cour suprême leur accordait une  
22          permission, probablement j'arriverais à gagner jusque là,  
23          mais, j'aurais l'âge de ses gens-là, au moment où je  
24          toucherais un sous.

25                           Et, je suis entré dans ça moi en me disant

1 que la journée où je sortirais des procès criminels, ça  
2 serait derrière moi et ça serait eux qui auraient à vivre  
3 le reste de leurs jours avec. Ce que moi j'ai vécu avec  
4 pendant une quarantaine d'années. Il y a aucun argent qui  
5 vaut cette libération. Je veux profiter des années qui me  
6 restent, en toute quiétude.

7 Donc, c'était ça mes motivations et c'est  
8 pour ça que je ne suis pas allé au civil.

9 **Me RUEL:** La même chose. Vous savez qu'en  
10 Ontario, comme au Québec, je pense, il y a un système  
11 d'indemnisation des victimes d'actes criminelles, avez-vous  
12 fait une demande d'indemnisation. C'est un processus  
13 administratif différent. Avez-vous fait une demande  
14 d'indemnisation pour les victimes d'objet criminel?

15 **M. MARLEAU:** À la sortie des procès, je me  
16 souviens d'être allé dîner avec la Couronne et les  
17 policiers-enquêteurs --

18 **LE COMMISSAIRE:** Ici à Cornwall?

19 **M. MARLEAU:** Ici, à Cornwall, et ces gens là  
20 m'ont dit, tu devrais aller au --. Curieusement, j'ai  
21 travaillé dans un dossier au Québec, de victime d'acte  
22 criminel, parce que j'ai une soeur qui avait eu un accident  
23 sur le Raisin River ici, conduite de véhicule moteur sur la  
24 rivière, lors que les gens étaient en ébriété, et elle est  
25 restée avec des séquelles à vie avec ça. Et, curieusement,



1 la géographie du Raisin River fait qu'on est dans une  
2 juridiction des États-Unis, de l'Ontario et du Québec et ça  
3 avait été déterminé que l'accident était arrivé au Québec.  
4 Et, ma lecture de votre pendant de victimes d'acte  
5 criminel, ici au Québec, fait que ça prend une  
6 condamnation, et ça faisait des années que j'avais  
7 travaillé dans ce dossier-là, et ici les policiers m'ont  
8 dit, non, ça prend pas de condamnation ici pour être  
9 éligible. Et, j'ai envoyé un formulaire, mais devant la  
10 tâche que ça donnait, j'ai renoncé après avoir envoyé le  
11 formulaire. D'ailleurs, je m'étais laissé convaincre cette  
12 journée là, probablement sous l'émotion que je vivais par  
13 rapport à la déception que j'avais de la tournure des  
14 procès ici, mais j'ai jamais donné suite.

15 **Me RUEL:** Excusez-moi, juste précédemment,  
16 vous aviez transmis le formulaire complété ou vous ne  
17 l'avez pas complété?

18 **M. MARLEAU:** Oui, je l'ai complété, je l'ai  
19 transmis, mais on m'a envoyé un accusé de réception me  
20 demandant d'autres documents et, c'est à ce moment-là que  
21 j'ai renoncé.

22 **Me RUEL:** La question que je vais vous poser  
23 maintenant concerne les impacts que ces événements-là ont  
24 eus sur votre vie. Je ne sais pas si vous voulez donner  
25 quelques informations à la Commission, à ce sujet-là. Vous

1           avez couvert déjà, je pense, certains points. Je vais vous  
2           laisser parler si vous voulez exprimer votre -- vous  
3           exprimez sur ce sujet-là.

4                       **M. MARLEAU:** Monsieur le commissaire,  
5           j'aurais des choses à dire, mais je crois que la journée a  
6           été longue. J'aimerais faire ça demain, de façon reposée.

7                       **LE COMMISSAIRE:** Parfait.

8                       Est-ce qu'il y a d'autres questions ou bien  
9           --?

10                      **Me RUEL:** La dernière question c'est,  
11           Monsieur Marleau, si vous avez des recommandations à faire  
12           au Commissaire sur la façon dont les institutions publiques  
13           ontariennes, --

14                      **M. MARLEAU:** J'aimerais également faire ça à  
15           tête reposée.

16                      **LE COMMISSAIRE:** D'accord.

17                      Donc, nous allons suspendre l'audience pour  
18           aujourd'hui. Nous allons commencer à 9h30 demain.

19                      Parfait merci. Bonne soirée!

20                      --- Upon adjourning at 5:30 p.m./

21                      L'audience est ajournée à 17h30

22

23

24

25

C E R T I F I C A T I O N

I, Sean Prouse a certified court reporter in the Province of Ontario, hereby certify the foregoing pages to be an accurate transcription of my notes/records to the best of my skill and ability, and I so swear.

Je, Sean Prouse, un sténographe officiel dans la province de l'Ontario, certifie que les pages ci-hauts sont une transcription conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes capacités, et je le jure.



---

Sean Prouse, CVR-CM